

BURKINA FASO

**MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET
DIRECTION GENERALE DE LA COOPERATION**

COMMISSION EUROPEENNE

**DELEGATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE
AU BURKINA FASO**

**RAPPORT ANNUEL CONJOINT
2002**

**SUR LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DE COOPERATION
DANS LE CADRE DES**

CONVENTIONS ACP- UE

AU

BURKINA FASO

DECEMBRE 2003

| | | |
|----------|---|-----------|
| 1 | RESUME | 4 |
| 2 | POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT | 7 |
| 2.1 | Les grands principes et objectifs du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté 2000-2003 | 7 |
| 2.2 | Orientations stratégiques du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté 2000-2003 | 7 |
| 2.2.1 | Accélérer la croissance et la fonder sur l'équité | 7 |
| 2.2.2 | Garantir l'accès des pauvres aux services sociaux de base | 9 |
| 2.2.3 | Elargir les opportunités en matière d'emploi et d'activités génératrices de revenus pour les pauvres | 9 |
| 2.2.4 | Promouvoir la bonne gouvernance | 11 |
| 2.2.5 | Intégration économique régionale | 12 |
| 2.3 | Principales leçons apprises du suivi de la mise en œuvre du CSLP | 12 |
| 3 | SITUATION POLITIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIALE | 14 |
| 3.1 | Analyse succincte de la situation politique | 14 |
| 3.2 | Analyse de la situation économique et sociale | 14 |
| 3.2.1 | Accélérer la croissance et la fonder sur l'équité | 14 |
| 3.2.2 | Garantir l'accès des pauvres aux services sociaux de base | 16 |
| 3.2.3 | Elargir les opportunités en matière d'emploi et d'activités génératrices de revenus pour les pauvres | 18 |
| 3.2.4 | Promouvoir la bonne gouvernance | 18 |
| 4 | EXAMEN DE LA COOPERATION PASSEE ET ACTUELLE | 21 |
| 4.1 | Secteurs de concentration du 9^{ème} FED | 22 |
| 4.1.1 | Appui au cadre macroéconomique et à la réduction de la pauvreté à travers l'aide budgétaire | 22 |
| 4.1.2 | Secteur des transports (infrastructures routières) | 23 |
| 4.1.3 | Développement Rural / Sécurité alimentaire | 24 |
| 4.2 | Secteurs hors concentration dans le cadre de la stratégie 9^{ème} FED | 25 |
| 4.2.1 | Hydraulique, gestion et adduction d'eau potable | 25 |
| 4.2.2 | Etat de droit et Justice | 26 |
| 4.2.3 | Education | 26 |
| 4.2.4 | Environnement | 27 |
| 4.2.5 | Initiatives Culturelles | 27 |
| 4.2.6 | Appui institutionnel | 27 |
| 4.2.7 | Secteur privé | 28 |
| 4.3 | Utilisation des ressources destinées aux acteurs non étatiques | 28 |
| 4.4 | Autres instruments | 28 |
| 4.4.1 | Banque européenne d'investissement (BEI) | 28 |
| 4.4.2 | Sysmin | 29 |
| 4.4.3 | Stabex | 29 |
| 4.4.4 | Coopération Régionale | 29 |
| 4.4.5 | Fonds Tous ACP : Financement de l'initiative de l'allègement de la dette des Pays Pauvres Très Endettés | 31 |
| 5 | PERSPECTIVES DE PROGRAMMATION POUR 2003-2006 | 31 |

| | | |
|------------|---|-----------|
| 5.1 | Au titre de l'enveloppe A du 9^{ème} FED (275 Mio €) | 31 |
| 5.2 | Au titre de l'enveloppe B du 9^{ème} FED (76 Mio €) | 31 |
| 5.3 | Au titre du Budget de la Commission européenne - Sécurité alimentaire | 31 |
| 6 | REVUE OPERATIONNELLE 2003 – THEME SPECIFIQUES | 33 |
| 6.1 | Accélération de l'utilisation des reliquats des 6^{ème}, 7^{ème} et 8^{ème} FED | 33 |
| 6.2 | Définition des indicateurs et des objectifs en vue de mesurer les résultats obtenus dans les secteurs de concentration | 33 |
| 6.2.1 | Appui au cadre macroéconomique et à la réduction de la pauvreté à travers l'aide budgétaire | 34 |
| 6.2.2 | Secteur des transports - infrastructures routières | 35 |
| 6.2.3 | Développement Rural / Sécurité alimentaire | 36 |
| 6.3 | Dialogue entre l'Ordonnateur National et les acteurs non étatiques | 36 |
| 7 | CONCLUSIONS | 38 |
| 7.1 | Situation du Burkina Faso | 38 |
| 7.2 | Coopération Burkina Faso – Union européenne | 38 |
| 7.2.1 | Stratégie de coopération du 9 ^{ème} FED | 38 |
| 7.2.2 | Aperçu global des actions de coopération en cours en 2002 | 39 |
| 7.2.3 | Aperçu global de la mise en œuvre financière de la Coopération UE – Burkina Faso | 40 |
| 7.2.4 | Orientations opérationnelles et perspectives | 41 |
| 8 | ANNEXES | 43 |
| | ANNEXE 1A-1 - Cadre d'intervention du secteur « Lutte contre la Pauvreté à travers des appuis budgétaires » | 44 |
| | ANNEXE 1A-2 – Indicateurs concernant le secteur « Lutte contre la Pauvreté à travers des appuis budgétaires » | 47 |
| | ANNEXE 1B-1 - Cadre d'intervention du secteur « Transport – Infrastructures routières » | 54 |
| | ANNEXE 1B-2 – Indicateurs concernant le secteur « Transport – Infrastructures routières » | 55 |
| | ANNEXE 1C-1 - Cadre d'intervention du secteur « Sécurité Alimentaire » | 59 |
| | ANNEXE 1C-2 – Indicateurs concernant le secteur « sécurité alimentaire » | 60 |
| | ANNEXE 2 - Chronogramme prévisionnel des principales activités de coopération dans le cadre du 9 ^{ème} FED | 65 |
| | ANNEXE 3 – Prévisions de décisions de financement | 66 |
| | ANNEXE 3 bis – Liste des projets financés sur les lignes budgétaires de Commission européenne avec un démarrage en 2003 | 67 |
| | ANNEXE 4 – Exécution financière du Programme Indicatif National 9 ^{ème} FED en 2002 | 68 |
| | ANNEXE 5 – Exécution financière du Programme Indicatif National 8 ^{ème} FED en 2002 | 69 |
| | ANNEXE 6 – Exécution financière du Programme Indicatif National 7 ^{ème} FED en 2002 | 71 |
| | ANNEXE 7 – Exécution financière en 2002 du Programme Indicatif National 6 ^{ème} FED | 75 |
| | ANNEXE 8 – Exécution des opérations financées par la Banque Européenne d'Investissement en 2002 | 77 |
| | ANNEXE 9 – Exécution de la Coopération régionale 8 ^{ème} , 7 ^{ème} et 6 ^{ème} FED en 2002 | 78 |
| | ANNEXE 10 – Liste des projets financés sur les lignes budgétaires de la Commission européenne en cours d'exécution en 2002 | 81 |
| | ANNEXE 11 - Synthèse des décisions et des paiements concernant des appuis budgétaires sur 1991-2002 | 82 |

1 RESUME

Le Burkina Faso est un pays sahélien, enclavé, qui compte une population d'environ 12 millions d'habitants sur une superficie de 274.000 km². Il dispose de peu de ressources naturelles dans un environnement qui se dégrade, et subit les aléas d'une pluviométrie insuffisante et mal répartie. L'économie est très vulnérable aux chocs externes, notamment en raison de sa dépendance de l'agriculture de rente ; et les finances publiques comme l'équilibre extérieur dépendent fortement de l'aide au développement. Le pays figure parmi les plus pauvres du monde, et tous les indicateurs sociaux demeurent à des niveaux très bas.

Sur le plan politique, le pays poursuit une transition vers l'état de droit et la démocratie qui se fait sans heurts majeurs et obtient des résultats appréciables : pluralisme politique, élections régulières, respect des libertés publiques et individuelles. Cependant, la gouvernance démocratique et économique demeure fragile et imparfaite et leur amélioration fait partie des objectifs du Gouvernement : réforme du système judiciaire, réforme de l'administration et décentralisation, renforcement de la gestion des finances publiques, lutte contre la corruption.

L'économie est basée sur une agriculture dépendante de la pluie, qui occupe plus de 80% de la population active et représente plus de 32% du produit intérieur brut (PIB) ; le secteur tertiaire en croissance constante mais largement informel atteint aussi près de 50% du PIB. Les coûts de l'énergie et des transports sont des obstacles à la compétitivité, et la diversification de l'économie, surtout des exportations (coton, bétail, or), reste très limitée. L'enclavement du Burkina Faso et sa forte dépendance vis-à-vis du corridor ivoirien constitue un élément de vulnérabilité important, dont l'acuité a été démontrée avec la crise ivoirienne au dernier trimestre 2002.

Malgré une croissance moyenne de 5% par an depuis 1995 et des flux d'aide extérieure importants et réguliers (entre 10 et 15% du PIB), y compris des allègements de dette consentis dans le cadre de l'initiative PPTE, les résultats enregistrés sur le plan social restent très limités: le PNB de 230 USD par an par habitant progresse lentement en raison notamment de la forte croissance démographique (+2,4% par an), près de la moitié de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, les indicateurs de santé et surtout d'éducation sont parmi les plus faibles du monde et le Burkina est chaque année, classé parmi les cinq derniers pays selon l'indice de développement humain. (Indice de Développement Humain 2001 : 159^{ème} sur 162 pays)

Face à cette situation d'extrême pauvreté et de vulnérabilité, le Gouvernement met en œuvre depuis 2000, une stratégie de réduction de la pauvreté, fondée sur quatre axes: (i) accélérer la croissance et la fonder sur l'équité, (ii) garantir l'accès des pauvres aux services sociaux de base, (iii) élargir les opportunités en matière d'emplois et d'activités génératrices de revenus pour les pauvres et (iv) promouvoir la bonne gouvernance. La poursuite de cette stratégie, qui est devenu le cadre de référence de la politique de développement et des politiques sectorielles ainsi que de l'aide extérieure, s'est traduite par une évolution favorable de certains indicateurs de moyens, tels que les moyens financiers en faveur des secteurs sociaux, mais aussi de certains indicateurs de résultats en Santé (taux de couverture vaccinale) et en Education (taux de scolarisation), intégrés au suivi du CSLP, même si ces derniers n'ont pas tous atteint les objectifs fixés, ce qui peut hypothéquer l'atteinte des objectifs de long terme (Cf. partie 3.2).

La crise intervenue en Côte d'Ivoire a révélé que les premiers résultats macroéconomiques et sociaux obtenus demeurent précaires et instables face à des chocs extérieurs d'envergure.

Cette situation invite le Gouvernement à intégrer encore davantage la dimension « vulnérabilité » dans la définition de sa stratégie de réduction de la pauvreté, qui doit faire l'objet d'une révision en 2003.

L'événement marquant de l'année 2002 concernant la coopération UE - Burkina Faso est la signature du Document de Stratégie de Coopération pour la période 2001-2007 et du Programme Indicatif National du 9^{ème} FED, le 21 mars 2002, ainsi que le démarrage effectif de sa mise en œuvre (décaissement de la première tranche d'aide budgétaire du programme d'appui budgétaire ABRP 2002-2004) suite à la visite de Poul Nielson, Membre de la Commission européenne chargé du Développement et de l'Aide Humanitaire, au Burkina Faso du 26 au 30 novembre 2002 lors de la 2^{ème} Conférence Ministérielle de suivi du Sommet Europe-Afrique.

La politique d'intervention de l'Union européenne dans le cadre du 9^{ème} FED s'insère pleinement à l'intérieur de la stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté et entend parallèlement répondre aux grands principes de la coopération au développement de l'Union Européenne.

Afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations les plus démunies et d'assurer une cohérence et une complémentarité avec les interventions communautaires passées (7^{ème} et 8^{ème} FED) et celles des autres bailleurs, notamment européens, les trois principaux domaines d'intervention retenus, sont :

- ♦ l'appui au cadre macro-économique et à la réduction de la pauvreté à travers l'aide budgétaire,
- ♦ l'appui au secteur des transports, en particulier des infrastructures routières
- ♦ l'appui au développement rural, centré sur la sécurité alimentaire.

De manière complémentaire, des actions en direction de la société civile seront engagées à horizon 2004.

Une enveloppe de 275 Mio € (enveloppe A) est mise à la disposition des autorités Burkinabé pour assurer la mise en œuvre de la stratégie définie conjointement pour la période 2001-2007. Ce montant pourra être ajusté en 2004 en fonction des performances atteintes.

Par ailleurs, une enveloppe de 76 Mio € (enveloppe B) est destinée à couvrir des besoins imprévus tels que l'aide d'urgence ou l'atténuation des effets de l'instabilité des recettes d'exportation.

Dans cette nouvelle phase de la coopération UE – Burkina Faso, le soutien communautaire reste conditionné par: (i) la mise en place effective par le gouvernement de la stratégie de lutte contre la pauvreté, (ii) une gestion des dépenses publiques suffisamment transparente, efficace et fiable et (iii) le respect par les autorités burkinabé des valeurs essentielles définies par l'Accord de Cotonou relatives aux droits de l'homme, aux principes démocratiques et à l'état de droit.

Le volume global d'aide déboursé en 2002 au Burkina Faso s'élève à plus de 68 Mio Eur (sous forme de subventions) dans le cadre des différents programmes indicatifs¹ des 7^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} FED tous instruments du FED confondus, hors opérations de la BEI.

Au titre des aides programmables, les décisions de financement à fin 2002 aux programmes indicatifs nationaux représentent pratiquement 100% des montants alloués dans le cadre du 7^{ème} et du 8^{ème} FED et 50% de l'enveloppe A du 9^{ème} FED. L'instruction de nouveaux programmes en 2003 se limitera à ceux programmés dans le 9^{ème} FED, dont le nombre est relativement limité du fait de la concentration des secteurs d'intervention.

Les principales décisions de financement en 2002 concernent les secteurs suivants : (i) *Appuis budgétaires pour la réduction de la pauvreté* avec le programme triennal 2002-2004 (125 Mio €), (ii) *Hydraulique* avec le Programme de Valorisation des Ressources en Eau dans l'Ouest – VREO (10 Mio €), (iii) *Infrastructures routières* avec une augmentation de plafond du programme routier en cours (5 Mio €) et avec des études de faisabilité (1,37 Mio €) et (iv) Appui au Développement du Secteur Privé (6 Mio €).

Les principaux programmes en cours d'instruction qui pourraient se traduire par une décision de financement en 2003 concernent le domaine des *Infrastructures routières* (115 Mio €) et la *coopération culturelle* (1,9 Mio €).

A fin 2002, les crédits délégués sur des décisions de financement (engagement) au niveau de l'aide programmable, s'établissent pour les 7^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} FED respectivement à plus de 91%, 63% et 43%. Les paiements, quant à eux, représentent à fin 2002 respectivement plus de 87%, 36% et 7% des dotations et de 88%, 36% et 14% des crédits délégués.

Les principaux programmes engagés au niveau des secteurs de concentration dans le cadre des 8^{ème} et 7^{ème} FED se sont poursuivis dans de conditions régulières et ont représenté la majeure partie des engagements et des paiements de l'année 2002, tendance qui se poursuivra en 2003 (hors appuis budgétaires).

¹ Ces données ne comprennent pas les appuis financés dans le cadre des Programmes Indicatifs Régionaux (mais incluent les composantes nationales des appuis régionaux) et les prêts gérés par la Banque Européenne d'Investissement, ainsi que les financements obtenus à travers les lignes budgétaires de la Commission européenne
Coopération Burkina Faso - UE

Ces programmes concernent en particulier les domaines suivants : (i) *Infrastructures routières* avec la poursuite de l'appui au Programme d'Ajustement du Secteur Transport (PASEC-T) à travers le financement des travaux d'entretien périodique et réhabilitation des routes bitumées (44 Mio €) et des routes en terre (41 Mio €) ; (ii) *Développement rural* avec les Plans d'Action pour l'Organisation du Secteur Agricole - PAOSA (24,2 M€) cofinancé avec différents partenaires ; (iii) *Education* avec le Programme d'Appui à l'Enseignement de Base - PASEB (10 Mio €) cofinancé avec les Pays-Bas.

Les interventions hors concentration dans le cadre du 7^{ème} et du 8^{ème} FED ont connu une mise en œuvre normale en particulier dans les domaines suivants : (i) *hydraulique* avec le programme ZIGA (30 Mio €), (ii) *Justice* avec le Projet d'Appui à l'Administration Judiciaire (1,35 Mio €), (iii) *Coopération culturelle*, avec le Programme de Soutien aux Initiatives Culturelles Décentralisées – PSIC (1,8 Mio €), la participation au financement du FESPACO 2003 et de la production de films.

Pour deux programmes décidés en 2001 : Appui au Processus Démocratique et à l'Etat de Droit (16 Mio €) et Appui à l'Ordonnateur national (1,4 Mio €), l'année 2002 a été mise à profit pour définir et approfondir les modalités d'intervention, afin de permettre un démarrage opérationnel et efficace en 2003.

Au niveau des aides non programmables, principalement au titre du 7^{ème} FED, les actions financées au titre du STABEX se sont poursuivies en 2002, notamment dans les pistes rurales et le développement agricole, et feront l'objet d'un recentrage en 2003 pour améliorer l'absorption des disponibilités existantes. Un programme financé par le SYSMIN de cartographie géologique a poursuivi son exécution normale.

La BEI, outre la poursuite des prêts en cours, a engagé un programme de financement des PME à travers des institutions bancaires (6 Mio Eur).

Par ailleurs, les principaux programmes financés dans le cadre du Programme Indicatif Régional du 8^{ème} FED en exécution en 2002, dont le Burkina est directement ou indirectement bénéficiaire, concernent les secteurs suivants : (i) *Elevage* avec le Programme Concerté de Recherche-Développement sur l'Elevage en Afrique de l'Ouest - PROCORDEL (9,8 Mio €) et le Programme Panafricain de Contrôle des Epizooties – PACE (72 Mio €, dont 1,3 Mio € pour la contribution nationale Burkina) ; (ii) *Environnement* avec le Projet « Parc W » - ECOPAS (20 Mio € dont 3 Mio € pour la contribution nationale Burkina), (iii) *Hydraulique* avec le Programme Régional Solaire II - PRS II (73,1 Mio € dont 13,7 Mio € pour la contribution nationale Burkina) mis en œuvre par le CILSS ; (iv) *Santé* avec le Projet d'Appui à l'Indépendance Vaccinale en Afrique – ARIVA (6,5 Mio €) et le programme de lutte contre l'onchocercose en Afrique Occidentale V (4,5 Mio €) ; enfin et surtout (v) *Intégration régionale* avec les Programmes d'Appui Régional à l'Intégration - PARI - qui vise à appuyer les Etats membres et les institutions de l'UEMOA dans la consolidation du cadre macro-économique, la mise en œuvre de l'union douanière et l'amélioration du cadre légal et administratif (65 Mio € dont 1,5 Mio € pour la contribution nationale Burkina), mais aussi le secteur privé pour favoriser sa participation au commerce régional (15 Mio € dont 1,5 Mio € pour la contribution nationale Burkina).

Dans le cadre du budget de l'Union Européenne, l'appui à la sécurité alimentaire (plusieurs actions pour 7 M€) décidé en 2001 a connu un démarrage effectif en 2002. Par ailleurs, l'appui à plusieurs organisations locales dans le domaine des droits de l'homme, et des projets cofinancés avec des ONG européennes ou dans le cadre de la coopération décentralisée principalement pour l'appui au développement rural et local, au développement des services sociaux ou à la sécurité alimentaire ont été financés à partir des lignes budgétaires de la Commission européenne.

En matière commerciale, le Burkina Faso au même titre que les Etats ACP, bénéficie d'un régime général favorable aux exportations des produits originaires vers la Communauté Européenne. Par ailleurs le Burkina Faso a utilisé l'initiative « Everything But Arms » en 2002 pour les exportations de sucre. Les négociations des Accords de Partenariat Economiques ont été lancées en septembre 2002 à Bruxelles avec l'ensemble du groupe ACP. La région Afrique de l'Ouest a pris la décision de donner mandat à la CEDEAO pour conduire les négociations avec la collaboration avec la Commission de l'UEMOA, qui devraient débuter en 2003.

2 POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT

2.1 Les grands principes et objectifs du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté 2000-2003

Le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) constitue, depuis son adoption en juin 2000, le cadre de référence de la politique économique et sociale agréé par le Gouvernement, la société civile et l'ensemble des bailleurs de fonds pour y insérer leurs interventions visant à lutter contre la pauvreté de manière plus coordonnée, plus efficace et complémentaire aux ressources propres du pays.

Le CSLP ne se substitue pas aux stratégies sectorielles dans chaque département ministériel. Au contraire, il a pour vocation de fédérer les politiques sectorielles autour de l'objectif «Lutte contre la pauvreté» et d'en assurer la cohérence d'ensemble. De ce fait, il influence les objectifs, les résultats attendus et les plans d'actions financiers.

Les principaux objectifs de long terme dans le cadre de la réduction de la pauvreté sont (i) d'accroître le PIB par habitant d'au moins 3% par an entre 2000 et 2002 et de 4-5% par an après 2003, (ii) de réduire l'incidence de la pauvreté de 45% à moins de 30% à l'horizon 2015 et (iii) d'augmenter l'espérance de vie de dix ans.

Le CSLP s'articule autour de quatre axes d'intervention :

- ✓ Accélérer la croissance et la fonder sur l'équité ;
- ✓ Garantir l'accès des pauvres aux services sociaux de base ;
- ✓ Elargir les opportunités en matière d'emploi et d'activités génératrices de revenus pour les pauvres ;
- ✓ Promouvoir la bonne gouvernance.

Un dispositif de suivi de la mise en oeuvre du CSLP a été formalisé, comprenant notamment des comités interministériels et des groupes sectoriels devant se réunir trimestriellement et procéder une fois par an à une évaluation «bilan et perspectives». En ce qui concerne la mesure des progrès réalisés, il est important de noter que le Gouvernement effectue le suivi annuel d'une matrice d'indicateurs de mise en oeuvre et de résultats couvrant quelques secteurs prioritaires.

Deux revues de la mise en oeuvre du CSLP ont été effectuées en septembre 2001 et en juillet 2002. Elles ont été réalisées en étroite collaboration avec les partenaires au développement.

2.2 Orientations stratégiques du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté 2000-2003

2.2.1 Accélérer la croissance et la fonder sur l'équité

Le premier axe, qui sous-tend les trois autres, est basé sur deux préoccupations principales :

- ♦ Maintenir un cadre économique stable : le Gouvernement en liaison avec la BCEAO entend poursuivre une politique assurant un cadre macro-économique sain et une monnaie stable (parité FCFA/EURO) (i) en limitant les déséquilibres financiers et l'inflation et (ii) en augmentant les contributions aux réserves extérieures de l'UEMOA, en cohérence avec les exigences de la surveillance multilatérale au niveau de l'UEMOA, notamment par un respect progressif des critères de convergence ;
- ♦ Accroître la compétitivité de l'économie et réduire les coûts des facteurs de production. Pour un pays de taille modeste comme le Burkina Faso, les éléments essentiels qui déterminent la compétitivité de l'économie sont le taux de change réel, les termes de l'échange et les coûts des facteurs primaires, des intrants intermédiaires et des transports. Dans ces conditions, les efforts se focaliseront sur la maîtrise des éléments qui déterminent la compétitivité structurelle, susceptibles d'entraîner des changements durables de la capacité de production, notamment la productivité globale des facteurs.

Plus spécifiquement :

- ✓ Infrastructures de transport

Dans le cadre de la mondialisation du commerce et de l'ouverture des frontières au sein de la zone UEMOA, l'accélération de la croissance et l'amélioration de la compétitivité de l'économie du Burkina passent obligatoirement par une réduction des coûts des différents maillons des chaînes de transport national et international, tout en maintenant les services rendus à des niveaux acceptables (délais, coûts, qualité, sécurité). Dans ce contexte, le Gouvernement a actualisé en 2001 sa stratégie à moyen terme (Programme Sectoriel Transport - 2) dont les objectifs devraient permettre notamment de maintenir et développer la compétitivité des produits burkinabé (meilleures infrastructures et facilitation des transports) et d'améliorer l'accessibilité des zones enclavées. Les principaux engagements du Gouvernement dans ce domaine sont :

- ♦ l'augmentation de la part du budget de l'Etat affectée à l'entretien courant afin d'assurer le financement lié à l'augmentation du réseau prioritaire ;
- ♦ la réalisation d'audits annuels externes financiers et techniques sur l'exécution de l'entretien courant ;
- ♦ la prise en charge progressive d'un montant accru des dépenses d'entretien périodique sur ses ressources propres à un niveau à déterminer sur les bases de l'étude en cours dans ce domaine;
- ♦ la mise en place d'un dispositif efficace de contrôle de la charge à l'essieu ;
- ♦ la prise en compte de la situation du réseau routier rural dans le cadre de la stratégie d'entretien des infrastructures routières.

✓ Télécommunications

Le coût élevé des services de télécommunications constitue aujourd'hui un handicap important. Le gouvernement a engagé la réforme du secteur des télécommunications et la privatisation partielle de l'Office National des Télécommunications (ONATEL).

✓ Energie

Du fait de la pauvreté en ressources énergétiques et de la situation enclavée du pays, le coût de l'énergie est très élevé au Burkina Faso, ce qui constitue un handicap très sérieux pour le développement industriel et la compétitivité des produits industriels burkinabé. Le gouvernement a donc entrepris des réformes dans ce secteur autour des axes suivants : (i) renforcer les capacités nationales, institutionnelles et de gestion de l'énergie ; (ii) libéraliser le sous-secteur de l'électricité ; (iii) maîtriser les coûts des intrants énergétiques ; (iv) assurer une meilleure couverture énergétique du pays, particulièrement dans les zones rurales grâce au plan national d'électrification ; (v) promouvoir d'autres sources d'énergie, et plus spécifiquement les énergies renouvelables (solaire) ; (vi) sensibiliser les populations à une utilisation plus rationnelle du bois de chauffe, et à l'utilisation de sources d'énergie alternatives. Par ailleurs, le gouvernement s'attèle à achever les interconnexions en cours avec certains pays voisins (Ghana et Côte d'Ivoire).

✓ Secteur Privé

En 1999, le gouvernement a adopté une stratégie nationale pour le développement du secteur privé qui vise à faire de ce dernier le principal moteur de la croissance économique. A travers cette stratégie, le gouvernement a souhaité mettre en place un cadre plus incitatif et plus compétitif pour le développement des entreprises. La Lettre de Politique de Développement du Secteur Privé, adoptée par le gouvernement en juillet 2002, s'inscrit également dans cette volonté et dans le CSLP, qui reste le cadre global dans lequel les initiatives d'appui au secteur privé sont mises en œuvre. L'amélioration de la compétitivité de l'entreprise et de l'économie burkinabé par le développement du secteur privé devient donc un axe majeur du CSLP.

La Lettre de Politique de Développement du Secteur Privé se situe également dans la continuité des actions déjà engagées par le gouvernement, notamment celles liées aux réformes du cadre institutionnel, réglementaire et juridique des privatisations.

Elle s'articule en neuf grands axes : amélioration de l'environnement juridique des affaires, poursuite du désengagement de l'État, renforcement des capacités des entreprises, développement des institutions d'appui au secteur privé, développement du potentiel des secteurs agricoles, agro-industriels et de l'élevage, financement du secteur privé, développement des infrastructures, incitation à la création et à la sauvegarde des emplois, développement du secteur minier.

2.2.2 Garantir l'accès des pauvres aux services sociaux de base

✓ Education

Le Plan Décennal de Développement de l'Education de Base, adopté en 1999, est un cadre politique et financier qui va intégrer progressivement l'ensemble des activités, des projets et programmes en relation avec l'Education de base programmés ou en cours d'exécution quelle que soit la source de financement.

Le Plan poursuit quatre grands objectifs : i) accélérer le développement quantitatif de l'offre scolaire, et réduire les inégalités de toute sorte (entre filles et garçons, entre provinces du pays, entre milieu urbain et milieu rural...); ii) améliorer la qualité, la pertinence et l'efficacité de l'éducation de base et mettre en cohérence les différents niveaux et formules d'éducation; iii) promouvoir l'alphabétisation, ainsi que de nouvelles alternatives éducatives; iv) développer et consolider les capacités de pilotage, de gestion et d'évaluation des structures centrales et déconcentrées chargées du secteur, ainsi que leur capacité à coordonner l'aide extérieure.

Le grand objectif visé par la politique éducative est l'élévation des taux brut de scolarisation et d'alphabétisation² à 70% et 40% à l'horizon de 2010.

✓ Santé

La situation sanitaire se caractérise par une morbidité et une mortalité très élevées. Les taux élevés de mortalité infantile (105,3/1.000), maternelle (484/100.000 naissances vivantes) et infanto-juvénile (219/1.000) sont imputables à la faiblesse du système sanitaire et à la persistance d'importants facteurs de risques (environnement insalubre, modes de vie, alimentation insuffisante et non équilibrée), ce qui favorise les maladies infectieuses et parasitaires et l'expansion rapide de l'infection au VIH. Cette situation a un impact négatif important sur le développement socio-économique. Pour ces raisons, la Santé constitue l'un des secteurs prioritaires du Gouvernement.

L'objectif global est d'améliorer la disponibilité des soins de qualité et d'en faciliter l'accès aux populations.

Pour ce faire, la politique sanitaire et le Plan National de Développement Sanitaire 2001-2010 (PNDS) prévoient (i) d'accroître la couverture sanitaire nationale, (ii) d'améliorer la qualité et l'utilisation des services de santé, (iii) de renforcer la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles, (iv) de réduire la transmission du VIH, (v) de développer les ressources humaines en santé, (vi) d'améliorer l'accessibilité financière des populations aux services de santé, (vii) de mobiliser des ressources additionnelles et de développer l'approche contractuelle, et (viii) de renforcer les capacités institutionnelles du Ministère de la Santé.

L'efficacité de la mise en œuvre de la politique sanitaire devrait bénéficier d'une meilleure coordination des interventions des partenaires en cohérence avec les financements de l'Etat et d'une meilleure harmonisation des modalités d'intervention et des instruments de mesure et d'évaluation.

Les grands objectifs fixés par le PNDS sont d'améliorer l'espérance de vie, en réduisant d'ici à 2010, le taux brut de mortalité de 15,2/1.000 à 12,3/1.000 à travers une réduction des taux de mortalité maternelle, infantile et infanto-juvénile de 40 %.

2.2.3 Elargir les opportunités en matière d'emploi et d'activités génératrices de revenus pour les pauvres

✓ Agriculture

L'agriculture constitue actuellement le moteur de la croissance de l'économie burkinabé, employant plus de 80% de la population active, contribuant pour environ 40% au Produit Intérieur Brut et procurant en moyenne 60% des recettes d'exportation. Le Gouvernement a donc initié, en 1996, une réflexion approfondie qui a abouti à l'adoption en 1998 d'un Document d'Orientations Stratégiques (DOS) des secteurs de l'agriculture et de l'élevage décrivant les objectifs, le profil et les orientations d'une stratégie opérationnelle pour une croissance durable dans ces deux secteurs à l'horizon 2010. Sept grands axes d'orientations stratégiques ont été dégagés : (i) favoriser le développement de l'économie

² le taux d'alphabétisation concerne les adultes.

de marché en milieu rural ; (ii) moderniser les exploitations ; (iii) favoriser la professionnalisation des différents acteurs et renforcer leur rôle ; (iv) assurer une gestion durable des ressources naturelles ; (v) accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; (vi) améliorer sensiblement le statut économique de la femme rurale ; (vii) recentrer le rôle de l'Etat et favoriser l'initiative privée.

Les différentes politiques en matière de développement rural ont attribué aux communautés de base la pleine responsabilité de la planification des activités, des investissements et leur maîtrise d'ouvrage. Ces engagements sont confirmés dans la Lettre de Politique de Développement Rural Décentralisé (LPDRD) adoptée en janvier 2003 et qui fixe les mécanismes opérationnels de mise en œuvre du développement rural décentralisé et précise la répartition des rôles entre l'Etat (services techniques et administratifs) et les autres acteurs du développement (communautés rurales, collectivités rurales décentralisées, ONG, opérateurs privés, organisations professionnelles, partenaires financiers). L'application des principes de la LPDRD dans les Programmes de Développement Local devrait faciliter l'objectif de réduction de l'insécurité alimentaire.

✓ Sécurité alimentaire

L'adoption en Conseil des Ministres le 10 octobre 2001 du document de stratégie nationale de sécurité alimentaire marque une étape importante dans la définition d'une politique structurelle de sécurité alimentaire pour le Burkina Faso. Il est confronté à une insécurité alimentaire relative, liée principalement à la pauvreté des couches qui ont des difficultés d'accéder physiquement et économiquement à l'alimentation. En effet, les productions agricoles et pastorales couvrent en bonne année pluviométrique les besoins de la population.

En se référant au Sommet Mondial sur l'Alimentation qui s'est déroulé en 1996 à Rome, l'objectif global de la Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire du Burkina est de réduire de 50% le nombre de personnes souffrant de malnutrition à l'horizon 2010.

Six (6) objectifs spécifiques ont été identifiés pour atteindre cet objectif global : (i) renforcer la prévention et la gestion des crises alimentaires conjoncturelles ; (ii) augmenter durablement le niveau de la production alimentaire nationale et sa valeur ajoutée ; (iii) améliorer la capacité du marché à permettre l'accès des populations aux produits alimentaires ; (iv) accroître la capacité économique des populations pauvres de la zone la plus à risque agro-climatique à se procurer des produits alimentaires ; (v) réduire la malnutrition des populations, particulièrement des groupes vulnérables et (vi) accroître l'impact des politiques sectorielles contribuant à la réduction de l'insécurité alimentaire. D'un point de vue économique, la stratégie de sécurité alimentaire développée est cohérente avec la politique agricole.

✓ Environnement et gestion des ressources naturelles

Dans un contexte naturellement défavorable, le gouvernement du Burkina Faso se doit d'accorder une certaine importance à la question environnementale qui constitue un des leviers du développement économique et social du pays. Afin de répondre au grand défi de la préservation de l'environnement, le Burkina Faso s'est doté de deux outils institutionnels fondamentaux :

- ♦ un ministère en charge de l'environnement (créé en 1976) qui a, en fonction du contexte national et international, subi des mutations institutionnelles dans le but d'apporter des réponses appropriées aux problèmes environnementaux du pays ;
- ♦ un Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable (CONEDD – ex CONAGESE) qui a pour mission de veiller à l'intégration des préoccupations environnementales dans les politiques, plans, et programmes économique, social et culturel du pays, et d'assurer la concertation à l'interface entre le Ministère de l'environnement, la société civile, les partenaires de coopération et le secteur privé.

Des instruments d'orientation et de planification comme le Plan d'Action National pour l'Environnement (PANE), le Programme d'Action National de lutte contre la Désertification (PAN/LCD), les stratégies et plans d'action sur la diversité biologique et sur les changements climatiques, ainsi que de nombreuses lois touchant à la gestion de l'environnement (RAF, Code de l'Environnement, Code forestier...) sont des acquis majeurs qui ont permis au Burkina Faso d'enregistrer des résultats non négligeables sur le terrain. Toutefois, des insuffisances et des faiblesses sont enregistrées sur les plans institutionnel, normatif et opérationnel, notamment dans la mise en œuvre

des différents plans, programmes et stratégies, et au niveau de l'effectivité dans l'application des textes de lois.

Avec la réorganisation en 2002 du ministère en « Ministère de l'Environnement et du Cadre de vie », trois grands défis sont inscrits à l'ordre du jour pour les années à venir :

- ♦ la lutte contre la désertification et la réduction de la pauvreté ;
- ♦ l'amélioration du cadre de vie des populations urbaines et rurales ;
- ♦ le respect et la valorisation des engagements internationaux et la promotion du développement durable.

2.2.4 Promouvoir la bonne gouvernance

Le quatrième axe touche à des considérations plus politiques relatives notamment au renforcement du processus démocratique et de l'Etat de droit (bonne gouvernance démocratique) et à l'amélioration de la transparence et de l'efficacité des finances publiques (bonne gouvernance économique).

✓ Bonne Gouvernance Démocratique et Locale

Décentralisation : Le Burkina Faso s'est engagé dans un processus de décentralisation dont les grandes lignes sont énoncées dans les Textes D'orientation de la Décentralisation (TOD) datant de 1996 et révisés en 2001. La loi de programmation fixe l'année 2003 comme délai de mise en œuvre des transferts de compétences et de ressources aux collectivités territoriales. Il en est de même pour la mise en œuvre des délégations de compétences et de ressources aux responsables des structures déconcentrées. La décentralisation en milieu rural entre dans une phase cruciale si on tient compte de la date butoir de fin 2003 pour la mise en place des communes rurales et la tenue des élections locales. La définition et la mise en place du cadre institutionnel de la décentralisation en milieu rural incombent au Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation.

Justice : Le 12 avril 2000, le gouvernement burkinabé adoptait la « stratégie et plan d'action national 2002-2006 pour la réforme de la justice au Burkina Faso ». Ce document trouve son essence au niveau du Forum National sur la Justice tenu à Ouagadougou en octobre 1998 et initié par le chef de l'Etat. Déjà dans le plan national de bonne gouvernance 1998-2003 on retrouvait comme objectif spécifique : « rendre effective l'indépendance du pouvoir judiciaire afin de lui permettre d'assurer sa mission fondamentale de faire respecter la loi ».

Trois objectifs spécifiques ont été dégagés au niveau du plan d'action 2002-2006 :

- ♦ le renforcement des institutions qui concourent au fonctionnement de la justice ;
- ♦ l'élargissement de l'accès à la justice ;
- ♦ le renforcement de l'efficacité de la justice.

Ces derniers doivent concourir à renforcer la place et l'indépendance du pouvoir judiciaire au sein de l'Etat et de la société afin d'en faire un acteur essentiel de la construction démocratique et de la régulation des litiges privés et publics. A cet effet, une table ronde des bailleurs fut organisée le 19 juin 2001 au terme de laquelle plusieurs partenaires se sont engagés financièrement à apporter leur soutien à cette réforme de la justice.

✓ La Bonne Gouvernance Economique

Le Ministère de l'Economie et des Finances a réalisé en 2001 un travail de réflexion sur le système de gestion budgétaire dans la perspective de définir un cadre global et cohérent de réformes, qui s'est matérialisé par un diagnostic « Plan de Renforcement de la Gestion des Dépenses Budgétaires / Volet Diagnostic ». Les analyses effectuées et les perspectives envisagées ont été confortées par des diagnostics extérieurs complémentaires, en particulier l'étude sur « obligation de rendre compte de la gestion des finances publiques et des pratiques de la comptabilité du secteur privé » (CFAA), conduite de manière coordonnée par les partenaires au développement, ainsi que par le Rapport sur l'Observation des Normes et Codes (RONC) réalisé avec la collaboration du Fonds Monétaire International.

Sur la base de ces analyses, le Ministère de l'Economie et des Finances pour le compte du Gouvernement, a élaboré un Plan d'Action pour le Renforcement de la Gestion des Dépenses

Budgétaires (PRGB) sur la période 2002 – 2004, qui a été adopté le 31 juillet 2002 par le Conseil des Ministres.

Le PRGB constitue un cadre de référence pour la conduite de réformes prioritaires, une réponse aux principales exigences de la bonne gouvernance économique et une valeur ajoutée dans la poursuite de l'objectif général : « Améliorer durablement la transparence, la fiabilité et l'efficacité de la gestion budgétaire ».

2.2.5 Intégration économique régionale

Le Burkina Faso est un partisan résolu de l'intégration économique. Il est en effet, membre de la quasi-totalité des organisations d'intégration économique africaines majeures notamment l'Union Africaine (UA), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Communauté des Etats Sahélo-sahariens (CEN SAD) et le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS). Cet engagement en faveur de l'intégration régionale résulte d'une conviction majeure qui, à l'instar des autres pays de la région ouest africaine, présente l'intégration économique comme la seule voie restant aux pays africains d'accéder à un développement plus rapide.

En Afrique de l'Ouest, les plus grandes organisations intergouvernementales œuvrant dans le domaine de l'intégration économique sont la CEDEAO et l'UEMOA.

De part son ancienneté et surtout sa dimension (15 pays membres), la CEDEAO est considérée comme l'organisation la plus viable pour la construction d'un véritable espace économique dans l'ouest africain. Au terme de ce processus, l'Afrique de l'Ouest devrait avoir le visage de l'Union Européenne. A moyen terme et long terme, le processus devrait conduire en matière commerciale à la mise en place d'une Union Douanière avec un tarif extérieur commun, ainsi qu'à la création d'une zone monétaire unique. Les reports constatés s'expliquent par l'instabilité économique et politique que connaissent certains pays membres.

Pour ce qui est de l'UEMOA, créée en janvier 1994, elle regroupe huit Etats membres, tous membres de la CEDEAO, principalement francophones. En termes de réalisations, l'UEMOA a enregistré en moins de dix années d'existence des résultats probants. On peut entre autres mentionner l'institution d'un tarif extérieur commun (TEC) en 2000, l'adoption et la mise en œuvre d'un pacte de convergence, de stabilité, de croissance et solidarité en 1999 et une harmonisation poussée des cadres législatifs et réglementaires dans plusieurs domaines notamment en matière de fiscalités intérieures et de finances publiques. La stabilité économique, monétaire et politique de l'espace UEMOA constitue un atout majeur pour attirer les investissements étrangers. Néanmoins, la crise ivoirienne a fragilisé certains acquis.

Même si les approches institutionnelles sont différentes, la finalité des deux organisations reste la même, celle de la construction d'un espace économique viable offrant des possibilités d'accès à l'économie mondiale. Aussi, la nécessité d'une coordination dans un premier temps et d'une fusion à terme a-t-elle été perçue comme un acte majeur pouvant offrir plus de perspectives au processus d'intégration économique ouest africain.

La volonté de coordination commence à prendre de plus en plus corps dans les faits, en témoigne la décision de la CEDEAO et de l'UEMOA de conduire ensemble les négociations des accords de partenariat économique (APE) avec l'Union Européenne.

2.3 Principales leçons apprises du suivi de la mise en œuvre du CSLP

Après trois années de mise en œuvre du CSLP, le Gouvernement a engagé une réflexion sur les leçons qu'il pouvait tirer du processus qui a débuté en 2000 pour engager une révision du CSLP en 2003 pour la période 2004-2006.

Il ressort de cet examen critique par le Gouvernement les éléments suivants :

- ✓ Au niveau conceptuel

Malgré la cohérence d'ensemble du CSLP, le Gouvernement reconnaît des insuffisances liées au caractère inachevé de la démarche itérative dans la détermination des objectifs de croissance et de sa diffusion dans l'économie. Par ailleurs, le CSLP aurait mérité d'appréhender davantage certaines problématiques et thématiques telles que la dimension régionale, les questions transversales de Genre et d'environnement, mais aussi la promotion des PMI/PME.

✓ Au niveau de la participation au processus et son appropriation

Le Burkina Faso constate que malgré ses efforts, le calendrier de formulation de la stratégie de lutte contre la pauvreté n'a pas permis d'impliquer suffisamment certaines composantes de la Société, voire de l'Administration. Cette situation de départ n'a pas pu conférer pleinement le rôle souhaité au CSLP comme cadre de référence de la politique de développement et outil de dialogue avec la société civile et ses représentants, ainsi qu'avec les partenaires au développement.

✓ Au niveau du dispositif de suivi :

Le dispositif de suivi a souffert prématurément de dysfonctionnements liés principalement à (i) la faible implication des premiers responsables des départements ministériels, (ii) l'absence de dispositions réglementaires claires formalisant et précisant le rôle et les responsabilités des groupes de travail, (iii) l'absence de procédures et méthodes de travail selon un calendrier bien déterminé et enfin (iv) la non clarification du rôle des partenaires dans le processus de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la pauvreté

✓ Au niveau opérationnel :

En liaison avec certains aspects cités ci-dessus, le suivi opérationnel de la mise en œuvre du CSLP aurait été facilité dès le départ par une synchronisation du suivi avec l'année civile et par la définition d'un programme de décisions et d'actions stratégiques prioritaires à mener au cours de la période triennale et pour chaque année. Par ailleurs, malgré une réflexion soutenue sur la mesure des progrès à travers le suivi d'une matrice d'indicateurs, et d'importants travaux menés au niveau de l'Observatoire National de la Pauvreté et du Développement Durable, le Burkina Faso connaît encore certaines difficultés à produire annuellement de manière fiable et dans des délais raisonnables, plusieurs données économiques et sociales, qui permettraient de mieux analyser les efforts du Gouvernement et l'efficacité des politiques conduites dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et dans l'ensemble des domaines prioritaires.

Par ailleurs, la traduction budgétaire des volontés traduites dans le CSLP en cohérence avec la loi de finances annuelle tenant compte des différentes sources de financement a été insuffisamment approfondie.

C'est fort de cette analyse et des apprentissages du premier CSLP que le processus de révision du CSLP sera engagé en 2003.

3 SITUATION POLITIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIALE

| Principaux indicateurs retenus dans le cadre du suivi des objectifs du millénaire | Niveau | Années | Source |
|---|---------------|---------|--|
| <i>Proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté (72.690 FCFA/an)</i> | 45,3% | 1998 | Enquête prioritaire n°2 Institut National de la Statistique et de la Démographie |
| <i>Pourcentage d'enfant souffrant de carence pondérale (moins de 5 ans)</i> | 30 % | 1998 | Enquête Démographique et Sociale Institut National de la Statistique et de la Démographie |
| <i>Taux de mortalité infanto-juvénile</i> | 219 / 1000 | 1998 | Enquête Démographique et Sociale Institut National de la Statistique et de la Démographie |
| <i>Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire (fille et garçon)</i> | 33,9 % | 2001/02 | Ministère de l'Education de Base et de l'Alphabétisation - Annuaire statistique 2001-2002 |
| <i>Taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire (fille)</i> | 29,0 % | 2001/02 | Ministère de l'Education de Base et de l'Alphabétisation - Annuaire statistique 2001-2002 |
| <i>Ratio fille / garçon au primaire</i> | 75 % | 2001/02 | Ministère de l'Education de Base et de l'Alphabétisation - Annuaire statistique 2001-2002 |
| <i>Ratio fille / garçon au secondaire</i> | 66 % | 2001/02 | Ministère de l'Education de Base et de l'Alphabétisation - Annuaire statistique 2001-2002 |
| <i>Proportion de naissances assistées par du personnel de santé qualifié</i> | 36,9 % | 2001 | Ministère de la Santé- Annuaire statistique 2001 |
| <i>Proportion d'enfants d'un an immunisés contre la rougeole</i> | 64% | 2002 | Ministère de la Santé- Annuaire statistique 2002 |
| <i>Taux de prévalence du VIH</i> | 6,5 % | 2001 | ONUSIDA/OMS |
| <i>Proportion de la population ayant accès à une source d'eau améliorée (à moins de 15 minutes)</i> | 46% | 1998 | Enquête Démographique et Sociale Institut National de la Statistique et de la Démographie |

3.1 Analyse succincte de la situation politique

Le Burkina Faso est une république unitaire fondée sur la Constitution adoptée en juin 1991. Un processus de démocratisation est en cours de consolidation et des élections ont lieu régulièrement. Le Président de la République, Blaise Compaoré a été élu pour sept ans en 1998. Le mandat présidentiel a été ramené à 5 ans suite à la révision de la Constitution en 2000. L'Assemblée Nationale (111 sièges) a été élue pour un mandat de 5 ans en mai 2002. Les élections législatives de mai 2002 se sont déroulées sous la supervision de la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante) dans des conditions satisfaisantes avec la participation de l'ensemble des partis politiques. La majorité présidentielle (Congrès pour la Démocratie et le Progrès -CDP-) a obtenu une courte majorité (57 sièges). L'opposition s'est renforcée politiquement et institutionnellement; elle est conduite par l' ADF-RDA (17 sièges). Les prochaines échéances électorales sont les élections locales (2003) et l'élection présidentielle en novembre 2005.

Un nouveau gouvernement a été formé en juin 2002, à la tête duquel M. Paramanga Ernest YONLI a été reconduit.

La crise ivoirienne de septembre a eu des répercussions importantes au Burkina Faso, en raison des liens économiques et sociaux entre les deux pays, en particulier compte tenu du nombre de ressortissants burkinabé vivant dans ce pays.

3.2 Analyse de la situation économique et sociale

3.2.1 Accélérer la croissance et la fonder sur l'équité

✓ Aspects macro-économiques

Le Gouvernement a poursuivi en 2002 ses efforts afin de maintenir un cadre macro-économique stable dans un environnement structurellement vulnérable face aux chocs exogènes de différents ordres : (i) la pluviométrie déterminant de la production agricole, (ii) l'évolution du dollar US et des cours mondiaux du coton et des produits pétroliers. Les transferts extérieurs comme l'aide extérieure (13% PIB sur les 5 dernières années) et les revenus nets du facteur travail (+/-3% PIB) constituent des éléments déterminants de la stabilité et de la croissance économique.

En 2002 le PIB atteindrait un montant de 2.179 milliards de FCFA (3.320 Mio EUR), selon les nouvelles directives de calcul du produit intérieur brut. La croissance économique a atteint 4,6% en 2002 contre un objectif initial de 5,7% et une croissance de 5,6% en 2001. La croissance a été tirée par le secteur secondaire, en particulier les constructions et les travaux publics et au niveau du secteur primaire par la croissance de la production cotonnière.

Les effets de la crise ivoirienne sur le taux de croissance et sur l'inflation en 2002 ont été relativement contenus du fait de la disponibilité des stocks d'intrants et de biens de consommation et d'un ajustement rapide au niveau des circuits d'approvisionnement. Ces effets se feront réellement sentir en 2003.

L'inflation en moyenne annuelle s'est stabilisée à 2,3% avec une accélération en fin d'année, qui devrait se poursuivre en 2003 pour les mêmes raisons. En 2002, la masse monétaire a avoisiné 427 milliards de FCFA et suivi une évolution équivalente à celle du PIB nominal. Le crédit intérieur net approche les 295 milliards de FCFA.

Le déficit courant hors transferts officiels s'établit à -224.8 milliards de FCFA, soit près de 13% du PIB.

La balance commerciale a connu un déficit plus important qu'envisagé -217,5 milliards de FCFA (10% du PIB) du fait notamment d'une baisse de 8 milliards de FCFA des exportations de coton lié à la dégradation du cours mondial du coton.

L'encours de la dette extérieure en fin 2001, estimée à 1.430 millions US\$ (+/- 60% PIB), est concentrée sur les engagements multilatéraux (82%). Le Burkina Faso est classé parmi les Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) et bénéficie d'un allègement substantiel de sa dette extérieure depuis juin 2000 au titre de l'initiative initiale et renforcée. Cet allègement garantirait la soutenabilité de l'endettement à moyen terme. L'Initiative PPTTE permet depuis 2000, au Gouvernement de diminuer le remboursement du service de la dette (23 M.FCFA en 2001 et 25,2 M.FCFA en 2002) et de dégager annuellement des ressources entre 1 et 1,5% du PIB pour financer des actions en faveur de lutte contre la pauvreté. Le rythme d'absorption de ces fonds demeure assez lent.

✓ Facteurs de production

A la fin du mois de juin 2001, 41 entreprises publiques ont fait l'objet de liquidation ou de cession. Une nouvelle programmation touchant 21 entreprises dont celles des services publics majeurs a été arrêtée.

Le coût de l'électricité constitue toujours un frein au développement économique au Burkina Faso. Les travaux d'interconnexion avec les pays voisins ont connu des avancées en 2001, mais la restructuration du secteur électrique, (notamment la privatisation de la compagnie d'électricité SONABEL) requiert un délai plus long que prévu compte tenu de la nécessité de l'établissement d'un cadre réglementaire.

Au niveau des télécommunications, on peut souligner la création d'une autorité de régulation ainsi que l'ouverture à la concurrence au niveau de la téléphonie mobile. La privatisation devrait prendre encore plusieurs semestres.

Les infrastructures routières continuent d'être un élément essentiel du désenclavement et de la recherche de compétitivité au Burkina Faso. Le réseau routier est mis à rude épreuve depuis fin 2002 avec la crise ivoirienne (fermeture de certains axes et de la voie de chemin de fer). Le détournement du trafic régional pourrait fortement nuire à la pérennité de certains tronçons. Néanmoins la qualité globale du réseau, fruit de la politique du gouvernement avec le soutien des partenaires, a permis de limiter l'augmentation des coûts de transport des importations et des exportations, dont le surcoût est essentiellement imputable à l'allongement des distances.

✓ Finances publiques

Le Gouvernement a poursuivi une politique budgétaire cohérente avec ses engagements dans le cadre de la surveillance multilatérale (UEMOA) et vis-à-vis des Institutions de Bretton Woods.

Les recettes fiscales ont connu une croissance de plus de 12% pour atteindre 240,6 milliards FCFA, soit 13 milliards de moins qu'envisagé dans le cadre du programme avec le FMI.

Le taux de pression fiscale s'est établi à 11% du PIB en 2002 (norme UEMOA : 17%).

Les dépenses totales hors financements extérieurs représentent 15,7% du PIB et les dépenses courantes 11,6% du PIB (base engagement). Ce montant est en nette progression par rapport à l'année 2001 (+21,8%) en raison notamment de l'accélération des dépenses PPTE.

En 2002, le déficit global s'établit à -10.3% du PIB (base engagement - hors dons) et à -4,8% du PIB (base engagement - dons inclus) soit respectivement -224 et -105 Milliards FCFA.

Néanmoins, le solde primaire de base a connu une détérioration pour atteindre -3,8% en 2002 (-82 Milliards FCFA), (norme UEMOA : 0%).

Les financements extérieurs (sous formes de dons et de prêts (bruts)) ont représenté en 2002 plus de 220 milliards de FCFA, dont près de 76 milliards FCFA sous forme d'appuis budgétaires.

Au terme de 2002, il est important de noter une accumulation des obligations du trésor et de dépenses engagées non mandatées.

3.2.2 Garantir l'accès des pauvres aux services sociaux de base

✓ Santé

La faible couverture du pays en formations sanitaires fonctionnelles, l'absence d'une politique de protection sociale favorisant l'accès de tous aux services de soins constituent des facteurs qui ne facilitent pas une bonne réduction des endémo-épidémies, et aggravent la situation socio-économique des populations.

Quatre indicateurs ont été retenus dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du CSLP et sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

| Indicateurs/Années | 1998* | 1999* | 2000* | 2001* | 2002* | 2003** | 2004** |
|--|-------|-------|---------|-------------|-----------------------|--------|--------|
| 1. Taux de couverture vaccinale (%) | | | | | | | |
| . BCG | 52 | 60 | 80 (70) | 84 (80) | 90 (83) | 85 | 88 |
| . DTCP3 | 31 | 42 | 57 (50) | 64 (60) | 69 (65) | 70 | 80 |
| . Rougeole | 38 | 53 | 59 (55) | 65 (60) | 64(65) | 70 | 80 |
| . Fièvre jaune | 33 | 50 | 56 (55) | 52 (60) | 61(65) | 70 | 80 |
| 2. Nombre de nouveaux contacts par habitant et par an dans les structures de soins de 1^{er} niveau (CSPS, CMA) | 0,21 | 0,22 | 0,21 | 0,22 (0,22) | (0,23) | 0,24 | 0,26 |
| 3. CSPS remplissant les normes en matière de personnel (%) | | 60 | 70(60) | 74,4 (75) | (80) | 85 | 90 |
| 4. Taux de rupture des MEG (en %) à la CAMEG pour le panier de 45 éléments prioritaires | 4,44% | 2,13% | 0,19% | 0,19% (8%) | 2,90% (<5%) | <5% | <5% |

Sources : Ministère de la Santé - * = Réalisations ; ** ou () = objectifs

Des indicateurs qualitatifs relatifs aux coûts des prestations, ainsi que sur l'évolution des parts du budget revenant aux centres de santé, mesurés par enquête, ne sont pas encore disponibles pour 2002.

Le caractère partiel des données sur les principaux indicateurs de santé pour l'année 2002 dénote des difficultés du département de la santé à :

- ♦ assurer une rentrée régulière et complète des informations à partir du niveau opérationnel,
- ♦ traiter les données dans une optique de réorientation des actions en vue de rendre les services de santé plus performants en terme de résultats.

Par ailleurs, le caractère agrégé des données voile les fortes disparités qui existent entre les districts et en leur sein entre les zones urbaines et rurales.

Le premier plan triennal d'opérationnalisation du PNDS (2001- 2003) n'a pu être mis en œuvre de manière satisfaisante du fait, d'une part, de l'absence de la structure de coordination dont la mise en place est prévue pour début 2003, et d'autre part du retard dans la tenue de la table Ronde pour le financement du PNDS. Les dispositions nécessaires ont été prises pour corriger cette situation dès le début 2003.

Le Département de la Santé fait face à plusieurs défis majeurs dont les contours sont encore insuffisamment définis dans la politique sanitaire pour avoir un impact structurel sur le taux d'utilisation des services de soins et par conséquent sur l'état de santé de la population et la pauvreté. Sont de ceux-là :

- ♦ l'adoption d'une politique de motivation des personnels de santé, véritable déterminant de la qualité des soins ;
- ♦ le développement de systèmes de protection sociale et d'alternatives de financement des soins, notamment à travers la promotion de la micro-assurance au niveau communautaire pour améliorer l'accessibilité financière des soins.

Au niveau du pilotage de la politique sanitaire, le Ministère de la Santé doit poursuivre les réflexions sur :

- ♦ la poursuite d'une déconcentration et la décentralisation de la gestion des ressources humaines et financières cohérentes avec les objectifs de la politique sanitaire ;
- ♦ la mise en œuvre d'une approche sectorielle efficace permettant à tous les acteurs de s'insérer dans un cadre de référence unique en terme d'objectifs et de priorités opérationnelles et d'avoir une vision globale de l'ensemble des interventions mises en œuvre pour améliorer l'impact de la politique sanitaire.

✓ Education

L'année 2002 a vu le lancement officiel du Plan Décennal de Développement de l'Education de Base, pour la mise en œuvre duquel un Cadre Partenarial a été établi entre le Ministère et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Ce cadre prévoit que l'évolution de la situation de l'éducation de base sera désormais évaluée par les PTF et le MEBA, au cours de missions semestrielles conjointes.

Un Fonds National pour l'Alphabétisation et l'Education Non Formelle (FONAENF) a été mis en place, qui collecte les contributions des partenaires financiers de l'alphabétisation, pour les redistribuer aux ONG et associations qui travaillent sur le terrain.

Le Taux Brut de Scolarisation a été de 43,4% en 2001-2002 (+ 0,7 par rapport à 2000-2001), tandis que le Taux Brut d'Admission en CP1 est passé de 38,6% à 40,3% (+1,7). La réduction de l'écart entre les deux indicateurs semble indiquer une tendance généralement positive, bien que la croissance de la scolarisation soit faible; mais cette tendance est contredite par le fait que les indicateurs qualitatifs (taux de redoublement) n'ont pas évolué au cours des dernières années.

| Indicateurs / Années scolaires | 1999/2000* | 2000/2001* | 2001-2002* | 2002/2003** |
|---|------------|------------|------------|-------------|
| 1. Evolution du nombre de salles de classe | 17 037 | 17 456 | 19.252 | 19 911 |
| 2a. TBA CP1 - Global | 36,8 | 38,6 | 40,3 | 47 |
| 2b. TBA CP1 - Filles | 31,1 | 32,9 | 34,7 | 38 |
| 3a. TBS global | 41,3 | 42,7 | 43,4 | 48 |
| 3b. TBS filles | 34,6 | 36,2 | 37,2 | 41 |
| 4. Nouveaux alphabétisés (milliers) | 44 000 | 52 400 | 61 300 | 61 000 |
| 5a. Taux de redoublement - CP | | 13,0 | | 9,0 |
| 5b. Taux de redoublement - CE | | 17,0 | | 12,0 |
| 5c. Taux de redoublement - CM | | 19,0 | | 14,0 |

* = Réalisations; ** ou (x) = Objectifs PDDEB

Source: DEP/MEBA

En effet, le déficit majeur auquel le Burkina Faso doit faire face dans le domaine éducatif reste d'améliorer la pertinence et l'efficacité de l'enseignement primaire, qui réussit à porter régulièrement à la fin des études moins d'un quart des enfants que les familles mettent à l'école. Les éléments qui contribuent à cette mauvaise performance sont désormais connus et reconnus:

- ♦ une pédagogie axée sur la transmission de notions déconnectées du contexte réel des élèves,
- ♦ l'inadaptation de la formation des instituteurs, et la lourdeur de la gestion centralisée du personnel,
- ♦ l'utilisation exclusive de la langue française,
- ♦ le nombre insuffisant d'heures d'enseignement/apprentissage,
- ♦ un calendrier scolaire trop rigide, qui ne tient pas compte des spécificités régionales,

- ♦ la « résistance au changement » des institutions...

Cette problématique constitue un des volets du Plan Décennal de Développement de l'Éducation de Base, à l'intérieur duquel il est nécessaire que des actions résolutes soient rapidement mises en œuvre, afin d'éviter l'effet de reflux d'une expansion scolaire dont les familles ne verraient pas l'impact sur les possibilités de réussite de leurs enfants.

Le Burkina a conduit les démarches nécessaires en 2002 pour accéder aux financements de l'Initiative Accélérée³ de l'Éducation pour Tous en 2015. Il fait de la première vague de 7 pays bénéficiant de l'initiative et pourrait accéder à des financements complémentaires de la Communauté internationale afin d'accélérer le rythme de mise en œuvre de la politique éducative en vue d'atteindre les objectifs du millénaire.

3.2.3 Elargir les opportunités en matière d'emploi et d'activités génératrices de revenus pour les pauvres

Pour la saison 2001/02, la production céréalière du Burkina Faso atteignait : 3.109. 000 tonnes soit une augmentation de +28% par rapport à la moyenne des 5 dernières années. Le bilan céréalier du Burkina Faso a couvert en 2001/2002 plus de 120 % des besoins alimentaires de la population. Ce bilan céréalier a dynamisé la demande de biens des ménages, qui s'est diffusé dans tous les secteurs en zone rurale. L'année 2002 se profile comme une bonne année de récolte ce qui pourrait entretenir la consommation des ménages et la croissance.

Par ailleurs, il est important de souligner les excellents résultats enregistrés par la filière cotonnière dont la récolte pour la campagne 2001/2002 est en hausse de 45 % par rapport à l'année précédente. Cette filière, qui injecte plus de 50 milliards de FCFA de revenu brut, fournit un revenu direct à près de 200.000 familles rurales (environ 2 millions de personnes), d'où son importance dans la stratégie de lutte contre la pauvreté. La filière a fait l'objet d'une gestion prudente face à l'évolution des cours mondiaux. Le prix au producteur a été maintenu pour limiter toute incitation à réduire les surfaces cultivées, qui poursuivent leur progression (ouverture programmée de nouvelles zones en 2003). La campagne 2002/2003 a atteint un nouveau record de production (400.000 tonnes de coton graine). Cette croissance est surtout le fruit d'une augmentation des surfaces cultivées (+45%), en effet les rendements moyens sont restés stables (1.055 kg/ha), mais avec des marges de progression appréciables. Dans le domaine des infrastructures rurales, la construction de pistes et l'électrification se sont poursuivies dans l'objectif d'améliorer l'accès et le développement des marchés et d'augmenter les opportunités de création d'emplois. La gestion et la viabilité de ces infrastructures doivent faire l'objet d'un examen attentif en liaison avec le processus de décentralisation.

3.2.4 Promouvoir la bonne gouvernance

Une évaluation du premier Plan National de Bonne Gouvernance (PNBG) qui date de 1998, a été commencée à la fin de 2002 et va conduire à une deuxième phase du PNBG en 2003. L'évaluation est dirigée par le Secrétariat Exécutif de la Bonne Gouvernance.

✓ Bonne Gouvernance Démocratique et locale

- Décentralisation : Le processus de décentralisation après avoir connu un ralentissement en 2001, a fait l'objet d'un regain d'attention en raison notamment des dates butoirs de 2003 pour l'application de la loi portant mise en place des communes rurales et la tenue des élections locales. La stratégie globale de mise en œuvre de la décentralisation doit être affinée pour être réellement opérationnelle selon les échéanciers programmés. Au titre des acquis, il est important de noter la réorganisation du territoire national en régions et les avancées opérationnelles des travaux du Comité permanent de suivi de l'élaboration des textes d'application des TOD, ainsi que le projet de création d'une Commission Interministérielle de Mise en Œuvre de la Décentralisation (CIMOD) qui devrait permettre d'harmoniser les attributions et améliorer la qualité de la programmation et la planification des activités à mener. Cependant beaucoup de textes de mise en œuvre restent à définir. De plus, la décentralisation devra s'accompagner d'une déconcentration de l'administration

³ Initiative accélérée ou Fast Track Initiative
Coopération Burkina Faso - UE

technique de l'Etat efficace et cohérente, ce qui constitue un réel défi en terme de réformes institutionnelles.

- Justice : L'évolution du système judiciaire au Burkina Faso durant l'année 2002 peut être appréhendée à travers deux des composantes essentielles que constituent les institutions et les acteurs du système judiciaire.

Au niveau des institutions, il est important de noter :

- ♦ l'installation effective des quatre juridictions supérieures (le Conseil constitutionnel, la Cour de cassation, le Conseil d'Etat et la Cour des comptes créés en 2000) qui remplacent dans l'organisation judiciaire, la Cour suprême ;
- ♦ les travaux de relecture de la loi n°10/93/ADP du 17 mai 1993 portant organisation judiciaire, par la Commission nationale de codification. L'avant-projet se caractérise par l'actualisation de l'organisation judiciaire afin de tenir compte de l'éclatement de la Cour suprême, la possibilité de créer des tribunaux d'instance en dehors du siège des tribunaux de grande instance, la précision de la composition des tribunaux départementaux et la création de juridictions pour enfants. Ce texte pourrait être soumis pour adoption en 2003 par l'Assemblée Nationale après examen en Conseil des Ministres ;
- ♦ la poursuite du programme d'infrastructures judiciaires permettant un meilleur accès à la justice avec la reconstruction du Tribunal de grande instance de Koudougou et de la rénovation-extension du Tribunal de grande instance de Ouahigouya ;
- ♦ la création d'une Direction de la communication et de la presse ministérielle au sein du Ministère de la Justice dans le cadre de la promotion de l'information et de la communication.

Au niveau des acteurs du système judiciaire, des avancées peuvent être soulignées en ce qui concerne :

- ♦ la modification du statut juridique des magistrats et de certains auxiliaires de justice, qui se caractérise la volonté de renforcer l'indépendance de la magistrature et par l'affirmation très nette du principe hiérarchique au sein du corps de la magistrature. Les éléments liés à la situation indemnitaire seront arrêtés par réglementaires en 2003.
- ♦ le renforcement des moyens humains de la Justice avec le recrutement au cours de l'année 2002 de 30 magistrats, 5 greffiers en chef, 5 greffiers et 31 secrétaires des greffes
- ♦ le développement de la formation continue des personnels judiciaires conformément à la programmation.

- Droits de l'Homme : L'année 2002 a été l'année de la création du Ministère de la Promotion des Droits Humains qui succède au Secrétariat d'Etat chargé de la promotion des droits de l'Homme.

Un document ayant pour titre « Politique et Plan d'action et d'orientation pour la promotion et la protection des droits humains au Burkina Faso » a été élaboré par ce ministère. Ce document concrétise une politique en matière des droits de l'Homme et constitue la base du travail du Ministère de la Promotion des Droits Humains, c'est à dire les bases d'une protection et promotion des droits humains, les axes d'intervention avec les stratégies d'actions appropriées et les actions prioritaires.

✓ Bonne gouvernance économique et lutte contre la corruption

Le Gouvernement a adopté le Plan de Renforcement de la Gestion Budgétaire (PRGB) le 31 juillet 2002.

Ce plan se définit autour de huit grandes orientations, présentées ci-après :

- ♦ renforcer les capacités des structures en charge de la gestion budgétaire ;
- ♦ améliorer le cadre juridique de la gestion budgétaire et son application ;
- ♦ améliorer la qualité et la transparence de la loi de finances ;
- ♦ renforcer le suivi de l'exécution budgétaire et le respect des obligations de fin de gestion ;
- ♦ approfondir la déconcentration budgétaire ;
- ♦ améliorer la gestion des dépenses spécifiques ;
- ♦ améliorer la qualité et la pérennité du processus d'informatisation ;
- ♦ renforcer le contrôle de la gestion budgétaire.

A chacune de ces orientations est associée une séquence de mesures et d'actions concernant aussi bien les aspects légaux et réglementaires, que les aspects liés au fonctionnement et aux ressources humaines, ainsi que les structures responsables de leur mise en œuvre.

L'exécution et l'efficacité du PRGB devraient faire l'objet d'un suivi et d'évaluation périodique et de concertations régulières avec les partenaires au développement. Le chiffrage du plan d'action n'a pas pu être finalisé au cours de l'année 2002.

En marge des travaux liés à la formulation de ce plan d'action, l'Administration Economique et Financière a poursuivi ses efforts pour améliorer la transparence et l'efficacité de la gestion budgétaire (poursuite des réflexions en matière de déconcentration budgétaire, des réformes liées aux marchés publics, des travaux de rattrapage dans la préparation des projets de lois de règlement, installation de la Cour des Comptes,...)

Les travaux du réseau national de lutte anti-corruption (REN-LAC) qui est une organisation non-gouvernementale, en particulier le rapport annuel « Etat de corruption au Burkina Faso - 2002 » font état de la persistance de pratiques de corruption dans le secteur public. Leur importance demeure cependant moindre que dans d'autres pays comparables.

Les engagements du gouvernement dans le CSLP dans le domaine de la lutte contre la corruption ont conduit à la création et la mise en place d'une nouvelle institution : la Haute Autorité de Coordination de la Lutte contre la Corruption qui est conçue comme l'organe central de coordination de la politique du gouvernement dans la matière, qui devrait mettre en œuvre une stratégie de lutte contre la corruption, restant cependant à définir. La relecture du PNBG mettra l'accent sur cet aspect.

4 EXAMEN DE LA COOPERATION PASSEE ET ACTUELLE

Avant d'évoquer la mise en œuvre de la coopération par secteur et de manière opérationnelle, l'examen de la situation financière des différents programmes indicatifs en cours peut s'effectuer à travers la lecture de deux tableaux suivants.

Synthèse de l'exécution financière de l'aide programmable des différents FED en cours

| | Dotation I | Décision de financement II | Ratio II/I | Crédit délégué III | Ratio III/I | Paiement IV | Ratio IV/I | Crédit délégué en 2002 | Paiement en 2002 |
|--|-----------------------|---|-----------------------|-----------------------------------|------------------------|------------------------|-----------------------|---------------------------------------|-----------------------------|
| 9^{ème} FED Enveloppe A | 275 | 135,0 | 49,1% | 122,5 | 44,5% | 19,5 | 7,1% | 122,5 | 19,5 |
| 8^{ème} FED | 180 | 179,8 | 99,9% | 114,4 | 63,5% | 66,0 | 36,7% | 25,8 | 40,2 |
| 7^{ème} FED | 149,3 | 148,3 | 99,3% | 136,6 | 91,5% | 130,8 | 87,6% | 5,3 | 1,2 |

Données en € - sources : OLAS

Synthèse de l'exécution financière de l'aide non programmable⁴ des différents FED en cours

| | Décision de financement I | Crédit délégué II | Ratio II/I | Paiement III | Ratio III/I | Crédit délégué en 2002 | Paiement en 2002 |
|--|--|----------------------------------|-----------------------|-------------------------|------------------------|---------------------------------------|-----------------------------|
| 9^{ème} FED - enveloppe B | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 8^{ème} FED | 95,1 | 92,4 | 97,2% | 89,1 | 93,7% | 0,2 | 5,2 |
| 7^{ème} FED | 130,7 | 126,3 | 96,6% | 124,4 | 95,2% | -2,7 | 2,1 |

Données en € - sources : OLAS

Le volume global d'aide fourni en 2002 au Burkina Faso dans le cadre de la coopération dans le cadre des différents programmes indicatifs des 7^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} FED s'élève à plus de 68 Mio Eur à tout instrument du FED confondu.

Ces données ne comprennent pas les appuis financés dans le cadre des Programmes Indicatifs Régionaux (mais incluent les composantes nationales des appuis régionaux) et les opérations gérées par la Banque Européenne d'Investissement, ainsi que les financements obtenus à travers les lignes budgétaires de la Commission européenne.

Il est important de signaler que les opérations sur le 6^{ème} FED ont été arrêtées en 2002 et que tous les projets sont clôturés. Le montant des appuis dans le cadre du 6^{ème} FED se chiffre à 106,5 Mio € sur un montant d'aide programmable de 107,5 Mio €. Les reliquats restant se seront versés au 9^{ème} FED (cf. partie 5).

A fin 2002, les crédits délégués sur des décisions de financement (engagement) au niveau de l'aide programmable, s'établissent pour les 7^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} FED respectivement à plus de 91%, 63% et 43%. Les paiements, quant à eux, représentent à fin 2002 respectivement plus de 87%, 36% et 7% des dotations et de 88%, 36% et 14% des crédits délégués.

Les détails de ces données sont développés par projet et par instrument dans les annexes n°4 à 9.

⁴L'aide non programmable comprend notamment la FAS, le STABEX, le SYSMIN, l'Aide d'Urgence et les reliquats des FED antérieurs (5^{ème} FED). Le tableau ne comprend pas les interventions de la BEI (prêts).

4.1 Secteurs de concentration du 9^{ème} FED

Les trois domaines retenus comme secteur de concentration du 9^{ème} FED visent directement l'objectif de réduction de la pauvreté, soit à travers l'instrument budgétaire en mettant l'accent sur l'amélioration des services publics sociaux, soit à travers l'instrument projet/programme dans le domaine « infrastructures routières » et « développement rural et sécurité alimentaire », ces deux derniers étaient du reste des secteurs de concentration dans le cadre des 7^{ème} et 8^{ème} FED.

4.1.1 Appui au cadre macroéconomique et à la réduction de la pauvreté à travers l'aide budgétaire

Les appuis budgétaires de la Commission européenne mettent l'accent sur (i) le besoin de maintenir le cadre macroéconomique stable favorable à la croissance et tenant compte de la problématique d'intégration régionale UEMOA/CEDEAO, (ii) le besoin d'appui à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des services rendus aux populations en matière de santé et d'éducation et (iii) l'amélioration de la gestion des finances publiques.

Ces appuis budgétaires visent à appuyer le gouvernement à mettre en œuvre sa stratégie de réduction de la pauvreté, à travers le financement d'une partie du déficit budgétaire et à la couverture du besoin de financement de la balance des paiements, améliorant ainsi la position extérieure nette du Burkina. La mise en œuvre s'opère de manière conjointe avec cinq partenaires bilatéraux dans le cadre du protocole « Soutien Budgétaire Conjoint au CSLP » (SBC-CSLP) et en coordination étroite avec les interventions des Institutions de Bretton Woods (IBW).

a) Résultats

La mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté adoptée en 2000, a fait l'objet d'appréciation favorable en 2000 et 2001 de la part des Institutions de Bretton Woods et des partenaires.

Les résultats macroéconomiques (croissance, inflation, endettement) ont été jugés satisfaisants en liaison avec les orientations du programme avec le Fonds Monétaire International et dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA. En terme de bonne gouvernance économique, des avancées notables ont pu être constatées, notamment dans la formulation d'un cadre de réformes claires (PRGB).

En matière de lutte contre la pauvreté, il est important de noter l'évolution favorable de certains indicateurs d'input, tels que les moyens financiers en faveur des secteurs sociaux, mais aussi de certains indicateurs de résultats en Santé (taux de couverture vaccinale) et en Education (taux de scolarisation), intégrés au suivi du CSLP, même si ces derniers n'ont pas tous atteint les objectifs fixés (Cf. partie III).

Dans le reste des domaines, les résultats propres à la politique gouvernementale demeurent difficiles à apprécier faute d'un système de monitoring complet et de statistiques fiables et régulièrement produites.

b) Progrès réalisés dans la mise en œuvre des opérations

Pour chaque année budgétaire, le principe est de décaisser deux tranches : une première tranche macroéconomique fixe liée à l'existence ou à la poursuite d'un programme avec le FMI et une seconde tranche « Lutte contre la pauvreté » variable et déterminée en fonction des progrès réalisés au niveau d'une sélection d'indicateurs de suivi du CSLP.

Au titre de l'exercice budgétaire 2001 (8 BK 30 / ABRP 2001 / FAS 8^{ème} FED), l'appui apporté au Gouvernement s'est chiffré à 20 Mio € pour une enveloppe de 23.1 Mio € (86%). Une partie de ce montant n'a été effectivement déboursée qu'au 1^{er} semestre 2002 (4,9 Mio €).

A partir de l'exercice budgétaire 2002, les appuis budgétaires sont mis en œuvre dans le cadre d'un programme triennal s'étalant sur la période triennale 2002-2004 (8 BK 40 / ABRP 2002-2004 / 9^{ème} FED). La totalité de l'enveloppe d'appui budgétaire (pour 2002, 2003 et 2004) a fait l'objet d'un engagement pour 122,5 Mio €.

Au titre de l'exercice budgétaire 2002, le montant décaissé a augmenté pour passer à 28,6 Mio € pour une enveloppe disponible de 32,5 Mio € (88%). 9,1 Mio € ne seront effectivement versés qu'au 1^{er} semestre 2003.

Les décaissements liés aux tranches variables (2001 et 2002) ont connu des retards de plus de six mois par rapport à la programmation souhaitée, intervenant en déconnexion avec le cycle budgétaire. Cette situation se justifie par la conjugaison d'importants délais au niveau de la finalisation de la revue annuelle du CSLP et de la mise à disposition des données définitives des indicateurs du CSLP, et de la lourdeur des procédures de décaissement des appuis budgétaires au niveau de la Commission européenne.

Outre les appuis budgétaires, les programmes 8 BK 30 et 8 BK 40 comportent des composantes «appuis institutionnels» pour respectivement 0,4 et 2,5 Mio €, qui demeurent très faiblement mobilisées (le taux d'engagement est de 12.5% et de 0%) faute d'une programmation approfondie et détaillée.

c) Questions transversales

Les appuis budgétaires, en tant qu'appui à la mise en œuvre du CSLP, constituent une réponse globale, qui contribue à la levée des contraintes pour combattre la pauvreté dans ses différentes formes. Dans le CSLP, les questions de genre et d'environnement occupent une place de choix, qui devrait s'accroître encore à l'occasion de la révision. La promotion sociale de la femme, à travers l'amélioration de son accès, notamment aux systèmes sanitaire et éducatif, fait l'objet d'une attention plus particulière.

4.1.2 Secteur des transports (infrastructures routières)

Dans le cadre de la mondialisation du commerce et de l'ouverture des frontières au sein de la zone UEMOA, l'amélioration de la compétitivité de l'économie du Burkina passe obligatoirement par une réduction des coûts des différents maillons des chaînes de transport national et international, tout en maintenant les services rendus à des niveaux acceptables de délais, de coûts, de qualité et de sécurité.

Le développement d'un système de transport efficace, fondé sur un réseau d'infrastructures structuré et correctement exploité constitue une condition sine qua non pour la réussite de toute stratégie de développement économique et social visant notamment à lutter contre la pauvreté.

Compte tenu de son importance stratégique et de ses implications financières, le secteur routier (entretiens périodiques et réhabilitations) a été sélectionné comme secteur de concentration dans le cadre du 8^{ème} et 9^{ème} FED.

a) Résultats

Les interventions dans le secteur du transport par la CE (entretiens périodiques et réhabilitations) ont contribué au maintien et au développement des échanges et à une plus grande mobilité des individus par un désenclavement extérieur et intérieur. De ce fait, les appuis au secteur routier ont permis (i) d'appuyer le commerce et les secteurs de production en réduisant le coût des échanges, (ii) de limiter l'insécurité alimentaire en facilitant les échanges entre les zones excédentaires et celles déficitaires et en améliorant l'accessibilité de ces dernières et (iii) de favoriser l'accessibilité et le développement des services publics, en particulier sociaux.

Ce choix stratégique a réellement démontré sa pertinence en 2001 avec la mauvaise récolte céréalière et en fin 2002 avec la crise ivoirienne, avec un réaménagement complet des axes d'approvisionnement et commercialisation, qui s'est opéré dans des conditions relativement bonnes du fait de l'existence d'infrastructures routières de contournement aménagées et en bon état.

Cette stratégie appuie la mise en œuvre du programme sectoriel transport (PST II), qui se déroule dans de bonnes conditions, notamment grâce à la mise en œuvre de mesures et réformes sectorielles par le gouvernement, en particulier au niveau de la programmation et du financement de l'entretien courant et périodique par le budget national et au niveau du contrôle de la charge à l'essieu (cf. 3.2). Ces avancées ont été confirmées par la revue de dépenses publiques conduite dans ce secteur en 2002 avec l'appui de la Commission européenne.

Cependant, le programme sectoriel transport en vigueur ne dispose pas d'indicateurs de suivi (output, outcome, impact) chiffrés avec des objectifs permettant d'apprécier à sa juste valeur la mise en œuvre du programme sectoriel.

b) Progrès réalisés dans la mise en œuvre des opérations

L'année 2002 a été consacrée :

- ♦ à l'identification d'un programme pluriannuel de 115 Mio € financé dans le cadre du 9^{ème} FED, qui ne pourrait démarrer qu'en 2004.
- ♦ à la poursuite de la mise en œuvre des programmes en appui au PASECT financés dans le cadre du 8^{ème} FED.

Le programme 8 BK 004 / 7 BK 153 - Travaux d'entretien périodique, et de réhabilitation des routes bitumées (44 Mio € porté à 49 Mio en 2002 € par l'utilisation de 5 Mio € du 7^{ème} FED) concerne 584,1 kilomètres de routes nationales bitumées. Les travaux sont en phase terminale, 40% des marchés ont été réceptionnés, le reste devrait l'être au cours de 2003. Les taux d'engagement et de paiement atteignent respectivement 96% et 76%.

Le programme 8 BK 017 - Travaux d'entretien périodique, de réhabilitation des routes en terre (41 Mio €) concerne 828 kilomètres de routes en terre. Les marchés de travaux et de surveillance ont été attribués et sont en cours. Les réceptions devraient intervenir principalement en fin 2003 / début 2004. Les taux d'engagement et de paiement atteignent respectivement 95% et 30%.

Outre ces interventions, le secteur routier a bénéficié de nombreux appuis institutionnels via des assistances techniques de court terme (étude de faisabilité, étude technique) et long terme (assistance technique auprès du Ministère du Transport et des Infrastructures).

c) Questions transversales

Les questions d'environnement font l'objet d'un traitement particulier dans le secteur routier.

4.1.3 Développement Rural / Sécurité alimentaire

Ce secteur n'est pas à proprement parler un secteur de concentration, en terme d'utilisation des ressources du 9^{ème} FED. En effet, aucun projet «développement rural» n'est programmé dans le cadre du 9^{ème} FED. L'essentiel des interventions dans ce domaine sont des programmes engagés sur le 8^{ème} FED. Ils sont axés sur l'augmentation de la productivité agricole et sur l'organisation du monde rural. En marge des financements à travers le FED, les appuis communautaires se focalisent sur l'amélioration de la sécurité alimentaire (Cf. 4.3 - ligne budgétaire B7-7000 «Sécurité alimentaire»).

a) Résultats

✓ Développement rural

L'intervention communautaire soutient la volonté du Gouvernement d'améliorer des performances socio-économiques du secteur agricole et la lutte contre la pauvreté dans un cadre institutionnel rénové, repositionnant le rôle de l'Etat et favorisant l'organisation de la société civile.

Globalement la cohérence du cadre de politique sectorielle et stratégique défini (dans le PSO et par ailleurs) comporte toujours un certain nombre d'insuffisances. Plus qu'une stratégie cohérente où les plans d'actions doivent devenir à moyen terme des cadres de référence capables de fournir des méthodologies d'intervention, des outils d'analyse et de priorisation, des principes directeurs valables pour l'ensemble des projets/programmes, des référentiels, l'approche dans la mise en œuvre ressemble trop à une approche «par projet» à laquelle s'ajoutent des initiatives prises par le gouvernement qui ne s'insèrent pas dans un cadre unique/référence tel qu'énoncé par les orientations de politique sectorielle et les différents plans/programmes qui en résultent (p.e. petite irrigation villageoise, fosses fumières...).

✓ Sécurité alimentaire

Le Gouvernement a adopté en fin 2001 la stratégie opérationnelle de sécurité alimentaire.

Les textes régissant le dispositif national de sécurité alimentaire auraient du faire l'objet d'une refonte totale en 2002. Cette révision a été reportée à 2003.

Le processus de définition d'un plan d'action pour les systèmes d'information liés à la sécurité alimentaire a été initié et s'est poursuivi tout au long de l'année 2002, mais de manière lente faute d'un chronogramme d'activités précis et d'une répartition claire des responsabilités.

b) Progrès réalisés dans la mise en œuvre des opérations

✓ Développement rural

Le plan d'action pour l'organisation du secteur agricole – PAOSA (8 BK 14), signé en 1999 pour un montant global de 24,2 Mio € appuyé par ailleurs par la France, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique et la FAO, appuie la mise en œuvre de trois composantes :

- ♦ l'émergence des organisations professionnelles agricoles (PA/OPA) ;
- ♦ le financement du monde rural (PA/FMR) ;
- ♦ la filière riz (PA/FR).

Les premières activités démarrées au cours de l'année 2001 suite à l'installation des cellules d'exécution des plans d'actions, se sont poursuivies en 2002, en particulier au niveau du PA/FMR et du PA/FR, dont l'exécution est entrée en rythme de croisière.

Néanmoins, de sérieuses difficultés de mise en œuvre du volet «appui aux organisations professionnelles agricoles - PA/OPA) inhérentes aux carences de l'opérateur et à des approches opérationnelles différentes entre les partenaires et le Gouvernement, ont compromis l'avancée de ce plan d'action.

Le taux d'engagement et de paiement de ce programme est de 64% et 25%

L'évaluation technique à mi-parcours du PAOSA programmée en 2003 pourrait conduire à des réorientations et des réaménagements du programme en l'absence d'une évolution.

✓ Sécurité alimentaire

En matière de politique céréalière et de sécurité alimentaire, la Commission européenne, en synergie avec différents Etats-Membres (Pays-Bas, Allemagne et France) joue un rôle d'appui technique et financier important, qui se traduit par la mise en place d'un premier programme de 7 Mio €, qui a démarré en 2002 (Lettre officielle 20093/2001 - ligne budgétaire « sécurité alimentaire »).

En 2002, le programme a permis de :

- ♦ racheter 4.300 tonnes de céréales prélevées du stock national de sécurité en 2001;
- ♦ rembourser les frais de mobilisation des céréales ;
- ♦ contribuer au Fonds d'incitation, d'animation et de promotion de la filière céréalière.

Certaines divergences de vues sur la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie de sécurité alimentaire ajoutées aux lenteurs dans la mise en œuvre de la lettre officielle 2001, pourraient retarder voire compromettre de futurs financements communautaires (ligne budgétaire) dans le domaine de la sécurité alimentaire alors même que le Burkina demeure un pays prioritaire. Le taux de paiement avoisine 15% alors que le programme arrive à terme au 31/12/2004.

4.2 Secteurs hors concentration dans le cadre de la stratégie 9^{ème} FED

En dehors des secteurs de concentration du 9^{ème} FED, plusieurs secteurs font l'objet d'appui communautaire à travers la mise en œuvre des projets et programmes engagés dans le cadre du 7^{ème}, 8^{ème} FED et 9^{ème} FED.

4.2.1 Hydraulique, gestion et adduction d'eau potable

Les appuis en faveur d'un meilleur accès à l'eau potable s'intègrent de manière cohérente à la stratégie de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire.

La problématique de l'approvisionnement en eau potable devant satisfaire les demandes domestiques et industrielles se pose depuis plusieurs années avec acuité au Burkina en particulier à Ouagadougou compte tenu de la forte croissance démographique et des migrations vers les centres urbains.

Pour palier la pénurie d'eau potable, le Gouvernement a construit le barrage de Ziga, qui doit être relié à la ville de Ouagadougou pour en assurer l'alimentation en eau potable. Ce programme d'adduction d'eau est cofinancé par différents partenaires : la Commission européenne, la France, l'Allemagne et le Danemark. Le financement communautaire au programme ZIGA s'effectue à travers un prêt spécial de la BEI (14 Mio €) et une contribution financière du 8^{ème} FED sous forme de subvention (30 Mio € -8 BK 028). L'exécution de l'intervention communautaire sur fonds FED n'a pu s'exécuter comme programmé pour différents problèmes liés aux procédures administratives et financières, mais sans trop de conséquence pour la bonne conduite du programme.

La Commission européenne continuera à appuyer l'amélioration des capacités et des compétences régionales et locales de planification, de gestion et de valorisation des ressources en eau, en particulier dans les sous bassins de l'Ouest du Burkina Faso à travers le programme de Valorisation des Ressources en Eau dans l'Ouest - VREO (8 BK 38 – 10 Mio €). Ce programme engagé en 2002 commencera effectivement en 2003 pour une période de 6 ans. Il peut être assimilé à une seconde phase du programme RESO (7 BK 17) clôturé à son terme en 2001.

Par ailleurs, le Programme Régional Solaire phase 2 - PRS II (73 Mio €) signé le 11 mai 2001 et mis en œuvre par le CILSS, intervient dans le domaine de l'hydraulique pour une période de 6 ans. Une partie du financement provient du 8^{ème} FED - Burkina Faso (8 BK 33 - 9,9 Mio €) et sera affecté à une composante nationale qui permettra la réalisation, dans les 17 provinces de la zone d'intervention du programme, des actions suivantes : (i) mise en œuvre des conditions de gestion, de desserte et d'utilisation des systèmes d'adduction d'eau potable, (ii) optimisation et pérennisation des systèmes réalisés lors de la première phase du PRS, (iii) installation de nouveaux systèmes d'alimentation en eau potable alimentés en énergie solaire à moindre coût. L'année 2002 a été consacrée à la mise en place du programme et de son pilotage. Le programme devrait entrer dans une phase de croisière en 2003.

4.2.2 Etat de droit et Justice

Le « Programme d'Appui à la Consolidation du Processus Démocratique, l'Etat de Droit et la Bonne Gouvernance » consiste à appuyer la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale en la matière. Ce programme intervient pour renforcer et amplifier les actions réformatrices engagées dans une première intervention « Programme d'Appui à l'Administration Judiciaire » (7 BK 145 – 1,35 Mio €). Les activités de ce programme ont pris fin en 2002 et la convention devrait être clôturée en 2003 Le taux de paiement atteint 88%.

Ce nouveau programme s'articule au tour de deux volets :

- ♦ l'un concernant la réforme du système judiciaire (8 BK 032 – 12,5 Mio €). Cette composante, qui se focalise sur les aspects « formation et de la sensibilisation des acteurs », « amélioration des infrastructures et des équipements de l'appareil judiciaire » et « politique pénitentiaire », est en phase de démarrage depuis la fin 2002;
- ♦ l'autre visant une meilleure participation des institutions démocratiques et de la société civile au processus de consolidation de l'Etat de droit, de la démocratie et de la bonne gouvernance à travers un Fonds d'Appui à l'Etat de Droit, (8 TPS 101 – 3,5 Mio €). Le programme a connu un démarrage assez lent pour des raisons liées à une identification trop peu approfondie.

4.2.3 Education

Au titre du 8^{ème} FED, l'Union européenne appuie les efforts du Gouvernement du Burkina Faso à travers le Programme d'Appui au Secteur de l'Education de Base (PASEB) (8 BK 13 – 10 Mio €) qui s'étale sur la période 1999-2004. Ce programme s'inscrit globalement dans la politique de développement humain durable et plus spécifiquement dans le Plan Décennal de Développement de l'Education de Base (PDDEB). Il contribuera à développer les ressources humaines en poursuivant les objectifs suivants : (i) amélioration de la qualité de l'enseignement de base ; (ii) développement de l'alphabétisation et amélioration de l'insertion des jeunes ; (iii) renforcement des capacités de pilotage du MEBA.

Ce programme, qui comporte un volet « infrastructures » important et un volet « sensibilisation, information, pédagogie », est organisé en mode décentralisé avec une coordination nationale et trois coordinations régionales, se déroule dans de bonnes conditions techniques, mais de manière beaucoup

plus lente que prévu. Le taux d'engagement s'élève à 78% et le taux de paiement à 58%. Sur cette base, un réaménagement budgétaire sans incidence financière supplémentaire et sur le délai initial de la convention de financement est envisagé en vue de permettre d'atteindre les objectifs fixés.

Il faut noter que ce programme est cofinancé par les Pays-Bas (3,6 Mio €) et l'Agence Française de Développement pour le volet hydraulique scolaire (3,8 Mio €).

Malgré le soutien global apporté par la Commission européenne à l'initiative accélérée de l'Education pour tous, aucun programme sectoriel « Education » n'est envisagé dans le cadre du 9^{ème} FED.

4.2.4 Environnement

Au titre des mesures rentrant dans le cadre de la protection de l'environnement, le Burkina Faso a bénéficié d'un premier appui dans le cadre du 7^{ème} FED (7 BK 56), qui a pris une dimension régionale depuis 1999, année au cours de laquelle le programme « Conservation et utilisation rationnelle des aires protégées contiguës du Bénin, du Burkina Faso, du Niger et de leurs zones d'influence », communément appelée Parc W a été signé. Ces trois pays bénéficient de subvention totale de 20 Mio € financée sur le Programme Indicatif Régional 7^{ème} FED (11 Mio €) et sur les trois Programmes Indicatifs Nationaux (7 BK 143 - 3 Mio € par pays). Le programme consiste à inverser les processus de dégradation des ressources naturelles et à préserver la biodiversité dans le complexe régional Parc W, au bénéfice des populations et plus particulièrement des populations riveraines des aires protégées et de leurs zones d'influence. L'harmonisation et le montage de la stratégie d'intervention ont permis de définir et d'engager les activités opérationnelles en 2002, qui comportent différents volets « gestion des activités humaines en liaison avec le Parc W », « entretien des infrastructures, en particulier des pistes », et « Recherche ».

4.2.5 Initiatives Culturelles

L'Union européenne a mis à la disposition du Burkina Faso, en 1999 au titre du 8^{ème} FED, une enveloppe financière de 1,8 Mio € pour le Programme de Soutien aux Initiatives Culturelles Décentralisées -PSIC (8 BK 12). Ce programme a permis le développement culturel local à travers des actions de promotion des identités locales, d'élargissement de l'accès à la culture et au dialogue interculturel et le renforcement des différentes filières artistiques. Au titre de l'année 2002, 127 projets culturels ont été financés. L'exécution financière atteint 94% en engagement et 77% en paiement au terme de 2002.

L'importance reconnue au PSIC en tant qu'instrument efficace d'appui au développement culturel, les attentes qu'il suscite dans le milieu culturel burkinabé ont beaucoup milité pour le renouvellement du programme qui prend fin en janvier 2003.

Le PSIC II qui sera financé sur les ressources du 9^{ème} FED à hauteur de 1,9 Mio € pour deux ans et demi prend en compte l'évolution du secteur culturel avec la volonté de mettre en place des mécanismes permettant de pérenniser l'approche PSIC.

En 2002 plusieurs interventions dans le domaine cinématographique, ont connu une participation financière dans le cadre du 7^{ème} FED. Il s'agit notamment de la production de films, ainsi que l'organisation du FESPACO en 2003.

4.2.6 Appui institutionnel

Au titre du renforcement des capacités de l'administration, le Burkina Faso bénéficie d'un appui dans le cadre du Programme PARI (cf. 4.4) de 2 Mio € dont 1,5 Mio € sont financés sur le PIN - 8^{ème} FED (8 BK 22). Le premier devis-programme s'est terminé en décembre 2002, il a bénéficié aux administrations suivantes et services impliqués dans la définition et la mise en œuvre des politiques d'intégration régionale et des instruments et d'harmonisation et de convergence. Les actions mises en œuvre ont concerné : (i) la réadaptation des procédures administratives pour une plus grande efficacité de l'administration ; (ii) la limitation de l'impact négatif des réformes liées à l'intégration sur le niveau des recouvrements des recettes budgétaires suite à l'entrée en vigueur depuis janvier 2000 du Tarif Extérieur Commun (TEC) ; (iii) la réadaptation de la fiscalité intérieure pour réduire l'impact négatif du TEC sur le niveau des recettes intérieures ; (iv) la surveillance multilatérale

notamment par la production de données statistiques fiables, (v) l'information et la sensibilisation sur le processus d'intégration régionale. Dans l'ensemble, ce programme s'exécute de manière satisfaisante. Les engagements atteignent 100% et les paiements 30%.

Dans la perspective de renforcer les capacités de programmation et de gestion des services de l'Ordonnateur National pour permettre l'amélioration de l'efficacité de l'aide communautaire en vue d'un impact accru sur l'économie nationale et auprès des bénéficiaires, une convention de financement a été signée en 2002 (7 BK 150 – 1,4 Mio €). Le démarrage de ce programme a pris plusieurs mois de retard, mais devrait effectivement débiter au 1^{er} semestre 2003.

4.2.7 Secteur privé

Un programme d'appui au développement du secteur privé (7 BK153 – 6 Mio Eur) a été décidé en 2002. Le programme comportera deux volets (i) la facilitation d'accès aux services conseil des entreprises et leur accompagnement via la Maison de l'Entrepreneur et (ii) un appui à la tenue d'une comptabilité transparente et une bonne gestion de l'entreprise via le concept de Centre de Gestion Agréés. Le programme débutera en 2003.

4.3 Utilisation des ressources destinées aux acteurs non étatiques

L'Accord de Cotonou présente un certain nombre d'innovations par rapport aux précédentes conventions de Lomé, dont l'une des principales concerne la promotion des approches de type participatif qui tiennent compte du rôle complémentaire et de l'apport des acteurs étatiques et non étatiques dans les stratégies de développement.

Dans cette perspective, la programmation du 9^{ème} FED prévoit un appui institutionnel pour le renforcement des acteurs non étatiques à hauteur d'un montant de 15 Mio € (Cf. partie 5).

Au titre de l'année 2002, les principales interventions menées en collaboration avec le secteur non étatique s'effectuent à travers le canal des lignes budgétaires ONG de la Commission européenne.

L'Union européenne soutient dans le cadre de l'Initiative Européenne pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (ligne budgétaire B7-7020) quelques actions dans les domaines des droits de l'homme, de la démocratisation.

Dans le domaine de la sécurité alimentaire (ligne budgétaire B7-7000), plusieurs actions ont été mises en oeuvre en 2002.

De nombreux projets de développement sont cofinancés avec des ONG européennes (ligne budgétaire B7-6000), notamment dans les domaines du développement rural, des services sociaux de base, du développement local, de l'appui à des groupements de producteurs, de jeunes, de femmes, etc.

Les projets financés dans le cadre des lignes budgétaires sont listés pour ceux en cours en annexe 10 et pour ceux en programmation en annexe 3 bis.

Dans le cadre du 8^{ème} FED, il est important de noter la mise en place d'un Fonds d'Appui à l'Etat de Droit (3,5 M€) destiné à des acteurs non étatiques dans le cadre du Programme d'Appui à la Consolidation du Processus Démocratique, l'Etat de Droit et la Bonne Gouvernance, dont les premières activités devraient voir le jour en 2003.

4.4 Autres instruments

4.4.1 Banque européenne d'investissement (BEI)

La BEI intervient depuis plusieurs années au Burkina Faso par un octroi de crédits à des conditions privilégiées à certaines sociétés d'Etat. Le portefeuille des prêts octroyés est détaillé dans les différentes annexes financières. Au titre des principales actions en cours et en programmation, on peut citer :

- ♦ le financement de Sitarail ;
- ♦ le financement à hauteur de 9,8 Mio € du projet d'interconnexion électrique Burkina Faso – Côte d'Ivoire, dont la réalisation a bénéficié d'un crédit. L'ensemble des décaissements au titre de ce

projet après clôture s'élève à 9,35 Mio €. Les travaux d'interconnexion ont été achevés en 2002 avec des retards par rapport au planning ;

- ♦ le financement à hauteur de 14 Mio € de la mise en œuvre du projet « Adduction en Eau Potable – ZIGA » au côté de plusieurs bailleurs de fonds. Ce financement débutera en janvier 2003, avec le versement d'une première tranche de 1,5 Mio € ;
- ♦ la signature d'un financement pour 6 Mio € de deux lignes de crédits à des institutions financières pour le financement des PME.
- ♦ La programmation d'un financement de l'ordre de 15 Mio € pour le projet d'interconnexion avec la Côte d'Ivoire

4.4.2 *Sysmin*

En 1993, le Burkina Faso a bénéficié de transferts non programmables au titre du SYSMIN dans le cadre du 7^{ème} (27 Mio €), suite notamment à la non viabilité de la mine de Poura.

Seul le programme de cartographie géologique (7 BK 74 – 15 Mio €) s'est poursuivi en 2002. Compte tenu du retard pris pour le démarrage de certains volets, le programme a été prolongé jusqu'en novembre 2003. Pour favoriser la promotion du secteur minier à travers une meilleure connaissance des potentialités, le programme devrait mettre à la disposition de l'Administration une banque de données géophysiques couvrant tout le territoire et des cartes géologiques de reconnaissance au 1/200.000^{ème}. Ce travail d'études des sols servira aussi dans le domaine de l'hydraulique et des infrastructures.

Le programme de réhabilitation de la mine de Poura (7 BK 75 – 11 Mio €) a été définitivement clôturé en 2002. Le taux d'exécution final de ce programme est de 80%.

4.4.3 *Stabex*

Entre 1990-2000, le Burkina Faso a bénéficié de transferts non programmables au titre du STABEX dans le cadre du 7^{ème} (18,6 Mio €) et du 8^{ème} FED (1,4 Mio €). L'absorption des ressources, dont l'utilisation est définie dans les cadres d'obligations mutuelles (COM), a été dans certains cas très lente en raison notamment des types d'actions et des modalités de gestion retenus. L'affectation des reliquats existants, chiffrés à 8 Mio € environ, fait l'objet d'une restructuration en vue d'une utilisation efficace et rapide dans le cadre d'un COM final. Une attention particulière sera accordée au financement de l'entretien et de l'aménagement du réseau routier sollicité par l'augmentation du trafic depuis le début de la crise ivoirienne.

4.4.4 *Coopération Régionale*

Les principaux programmes en cours au titre de la programmation régionale du 7^{ème} et du 8^{ème} FED qui concernent le Burkina Faso et dont le Burkina Faso est chef de file, sont les suivants :

✓ Intégration Régionale

L'intégration régionale est au centre du Programme Indicatif Régional - 8^{ème} FED. La phase II du Programme d'appui à l'intégration régionale (PARI), signée le 24 mars 2000, met à la disposition de la zone UEMOA une subvention d'un montant de 65 Mio € financée à hauteur de 53 Mio € sur le PIR 8^{ème} (8 ROC 21) et de 12 Mio € sur les PIN de 8 Etats. Ce programme vise à appuyer les Etats membres et les institutions de l'UEMOA dans la réalisation effective des objectifs du Traité, notamment la consolidation du cadre macro-économique, la mise en œuvre de l'union douanière et l'amélioration du cadre légal et administratif. Il s'articule autour de trois axes d'intervention : (i) renforcement des capacités des administrations nationales dans l'application effective des réformes communautaires (15 Mio €), (ii) appui aux institutions de l'UEMOA (12 Mio €) et (iii) appui à la dimension régionale des programmes d'ajustement structurel (38 Mio €).

Ce programme, dans sa composante régionale, connaît un important retard dans le rythme d'absorption des fonds au niveau des axes 1 et 2 réservés à des appuis institutionnels, mais plus particulièrement au niveau de la Commission de l'UEMOA (taux d'engagement de 37% et de paiement de 34% concentré essentiellement sur les appuis budgétaires).

Au titre de l'axe 3, cinq pays ont reçu un appui budgétaire en compensation partielle des pertes de recettes suite à la mise en place de l'union douanière pour un montant de 17,3 Mio € en 2000. Une

deuxième tranche d'appui budgétaire, qui a été identifiée en 2002 avec le concours de la Commission de l'UEMOA et du FMI, sera effectivement versée au cours de 2003.

Un programme d'appui au repositionnement du secteur privé de l'UEMOA a démarré en 2002 avec l'ONUDI comme opérateur pour un montant de 15 Mio € financé à hauteur de 3 Mio € sur le PIR 8^{ème} (8 ROC 31) et de 12 Mio € sur les PIN de 8 Etats. Ce programme se concentre sur la mise en place d'un système d'accréditation, de normalisation et de promotion de la qualité au niveau régional UEMOA et au sein des 8 états pour faciliter la participation des entreprises au commerce régional et international.

✓ Développement Rural et hydraulique

Le Programme Concerté de Recherche-Développement sur l'Élevage en Afrique de l'Ouest (PROCORDEL), dont la Convention n°6157/REG a été signée le 13 septembre 1999, met à la disposition de l'Afrique de l'Ouest⁵ une subvention de 9,8 millions € sur les ressources du 8^{ème} FED. Le PROCORDEL vise à accroître à travers ses recherches, la disponibilité en protéines animales, à améliorer ainsi la sécurité alimentaire et à augmenter les revenus des agro-éleveurs de manière durable. La philosophie du programme consiste à intégrer l'élevage dans le développement agricole sans nuire à l'environnement. Il vise aussi le renforcement des capacités de recherche des systèmes nationaux de recherche agricole à travers la formation, le dialogue régional, la mobilité des chercheurs et leur participation active dans la programmation et la mise en œuvre des projets de recherche orientés vers les systèmes de production animale à faibles intrants et ceux à visée commerciale. Le Burkina Faso assure la coordination régionale du programme qui est logé au sein du CIRDES à Bobo-Dioulasso.

Le Programme Panafricain de Contrôles des Epizooties (PACE) signé le 30 août 1999 pour un montant global de 72 Mio €, comporte une composante « Burkina Faso » pour 1,3 Mio €. Ce programme devra permettre de lutter contre la pauvreté des opérateurs (producteurs, prestataires de services, consommateurs) du secteur de l'élevage en Afrique par l'amélioration de la productivité animale, des échanges et de la sécurité alimentaire.

Au niveau de l'hydraulique, le Programme Régional Solaire phase 2, signé en 2001 pour 6 ans et pour un montant de 73 Mio € a été évoqué dans la partie 4.2.1.

Le projet « ECOPAS » d'un montant de 20 Mio € a été évoqué dans la partie 4.2.4.

✓ Santé

Le programme de lutte contre l'onchocercose en Afrique Occidentale (phase V) a été signé en 2002 (8 ROC 48 - 4,5 Mio €). Il couvre onze Etats⁶ de l'Afrique de l'Ouest et vise à limiter la recrudescence de la maladie dans ces pays et à consolider des moyens d'actions propres aux administrations sanitaires.

Le premier Programme d'Appui au Renforcement de l'Indépendance Vaccinale en Afrique (ARIVAS) (7 RPR 510 – 4,5 Mio €), ayant comme objectif de contribuer à la lutte contre les maladies transmissibles notamment par l'amélioration durable de la couverture vaccinale des maladies prioritaires du programme de vaccination de routine et le renforcement des capacités nationales, a pris fin en terme d'exécution en fin 2001. Un programme similaire, intitulé ARIVA (8 ROC 39 – 5,5 Mio €) lui a succédé, et a démarré effectivement en 2002. Outre la poursuite des objectifs de la première phase, cette deuxième phase met l'accent sur le renforcement des capacités des acteurs nationaux et de la coopération dans le domaine de la vaccination et de la surveillance épidémiologique.

Dans le cadre du 8^{ème} FED, une contribution de 0,2 Mio € pour l'organisation de la 12^{ème} Conférence Internationale sur le SIDA (CISMA) tenue en décembre 2001, a été mise à disposition.

⁵ Bénin, Burkina, Cap vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo.

⁶ Bénin, Burkina, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Sierra Leone et Togo.

4.4.5 Fonds Tous ACP : Financement de l'initiative de l'allégement de la dette des Pays Pauvres Très Endettés

Dès l'origine la Communauté européenne (CE) a fortement appuyé l'initiative PPTE. L'appui communautaire s'effectue à travers le Fond européen de développement avec les ressources « Tous ACP ». Il comprend des appuis de la CE en tant que « donateur » et en tant que « créancier ».

Comme **donateur**, la CE contribue au fonds fiduciaire PPTE permettant à certains créanciers multilatéraux de participer à l'initiative PPTE. Au 30/09/2002, une première contribution d'un montant 2,4 Mio US\$ a contribué au financement de la participation de Banque africaine de développement à l'initiative PPTE au Burkina Faso.

Comme **créancier**, la CE fournit une réduction de la dette envers elle-même des pays ACP, dont le Burkina Faso. A cet égard, un allégement de 16,27 Mio € a été effectué pour prendre en charge sur plusieurs années une partie des créances de la BEI vis-à-vis du Burkina Faso.

5 PERSPECTIVES DE PROGRAMMATION POUR 2003-2006

5.1 Au titre de l'enveloppe A du 9^{ème} FED (275 Mio €)

Au 31/12/2002, les décisions de financement se chiffrent à 135 Mio €.

Le reliquat au 31/12/2002 est de 140 Mio €. L'utilisation programmée est la suivante :

- ♦ 1,9 Mio € au titre de la deuxième phase du programme de soutien aux initiatives culturelles - Démarrage prévu : février 2003 ;
- ♦ 115 Mio € au titre de l'appui au programme sectoriel des transports - Démarrage prévu : fin 2003 / début 2004 ;
- ♦ 15 Mio € au titre de l'appui à la société civile - Démarrage prévu : début 2004 ;
- ♦ 8,1 Mio € au titre des appuis institutionnels. Les interventions restent à définir.

Le détail des activités relatives à la mise en œuvre de ces programmes est précisé en annexe n°2.

Par ailleurs, au terme du programme ABRP 2002-2004 (31/12/2005), un reliquat estimé entre 10 et 15 Mio € devrait être dégagé. Les reliquats constatés annuellement pourront éventuellement être dégagés au fur et à mesure.

Selon la programmation du document de stratégie 2001-2007, il est normalement envisagé d'effectuer un second programme d'appui budgétaire pour la réduction de la pauvreté sur la période 2005-2007. Au regard des reliquats existants et programmés de l'enveloppe A, les modalités de financement de ce prochain programme devront faire l'objet de discussions approfondies au cours de 2004, suite à une évaluation technique.

5.2 Au titre de l'enveloppe B du 9^{ème} FED (76 Mio €)

Aucune utilisation n'a été effectuée au 31/12/2002.

Aucune utilisation n'est en cours d'étude dans le cadre de l'aide d'urgence.

Aucune utilisation n'est envisagée au titre des années 2000 et 2001 dans le cadre du FLEX. L'éligibilité à cet instrument pour l'année 2002 sera examinée au cours du 2^{ème} trimestre 2003.

5.3 Au titre du Budget de la Commission européenne - Sécurité alimentaire

La principale intervention envisagée dans le document de stratégie de coopération 2001-2007 était un Programme d'appui pluriannuel à la mise en œuvre de la stratégie nationale actualisée de sécurité alimentaire, à définir à partir de 2002/2003, faisant suite au programme approuvé en 2001 et en complément des financements sur 8^{ème} FED dans le secteur rural.

Ce programme pourrait être financé par les lignes budgétaires de la CE, notamment par la ligne B7-2000 « Sécurité alimentaire ». Le montant ne peut être déterminé à ce stade.

Malgré la qualité du dialogue technique, les lenteurs observées dans la mise en œuvre opérationnelle de la lettre officielle 2001 et dans l'adoption des réformes pourraient retarder voire compromettre de futurs financements de la Commission européenne dans le domaine de la sécurité alimentaire alors même que le Burkina demeure un pays prioritaire.

Un montant de 4 Mio € financé par la ligne B7-201 « Sécurité alimentaire » sera mis en place en 2003 pour le financement d'actions locales à travers des ONG nationales ou internationales.

Globalement, les prévisions de décaissements pour le 9^{ème} FED pour la période 2003-2006 sont précisées en annexe n°3

6 REVUE OPERATIONNELLE 2003 – THEME SPECIFIQUES

Dans la perspective de la revue à mi-parcours en 2004, trois thèmes spécifiques sont abordés :

- ♦ Accélération de l'utilisation des reliquats des 6^{ème}, 7^{ème} et 8^{ème} FED
- ♦ Définition des indicateurs et des objectifs en vue de mesurer les résultats obtenus dans les secteurs de concentration
- ♦ Dialogue entre l'Ordonnateur National et les acteurs non étatiques

6.1 Accélération de l'utilisation des reliquats des 6^{ème}, 7^{ème} et 8^{ème} FED

Au 31 décembre 2002, la situation des reliquats non engagés sur les différents FED est la suivante (en euros) :

| FED | Montant en € |
|------------------|--------------------|
| 6 ^{ème} | 934.601 € |
| 7 ^{ème} | 1.042.025 € |
| 8 ^{ème} | 160.579 € |
| Total | 2.137.205 € |

Ces reliquats identifiés des 6^{ème}, 7^{ème} et 8^{ème} FED seront réservés pour compléter, si besoin est, l'enveloppe affectée aux programmes routiers et équipements hydrauliques prévus dans le 8^{ème} FED. Ces reliquats seront engagés en 2003.

En ce qui concerne, les reliquats des 7^{ème} et 8^{ème} FED qui seraient dégagés sur la période 2003-2005, suite à des dégagements de crédits ou des clôtures de projets, la Commission européenne et l'Ordonnateur National pourrait, suite à un examen technique favorable, décider de réengager ces fonds en utilisant des mécanismes de décaissements rapides, notamment les appuis macroéconomiques sous forme d'aide budgétaire ou réserver ces disponibilités pour des appuis institutionnels. Il peut être envisageable d'apporter un concours à l'Initiative Accélérée de l'Education Pour Tous.

Les prévisions de décaissements pour le 7^{ème} et 8^{ème} FED pour la période 2003-2006 sont précisées en annexe n°3.

6.2 Définition des indicateurs et des objectifs en vue de mesurer les résultats obtenus dans les secteurs de concentration

L'examen des indicateurs et des engagements du document de stratégie 2001-2007 pour les secteurs de concentration sera effectué en profondeur dans le cadre de la revue opérationnelle 2003, programmée pour septembre 2003, qui sera opérée en cohérence avec la révision du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP).

La révision du CSLP sera l'occasion d'affiner de manière cohérente la définition et la formulation du cadre d'intervention pour les secteurs de concentration, en particulier la définition des indicateurs accompagnés d'objectifs crédibles et la formulation des engagements.

Ce travail fera l'objet d'une attention particulière dans le cadre de la revue opérationnelle 2003.

Les développements suivants dressent un premier bilan synthétique principalement pour les trois secteurs de concentration.

6.2.1 Appui au cadre macroéconomique et à la réduction de la pauvreté à travers l'aide budgétaire

Le cadre d'intervention lié à ce secteur de concentration fournit un panel complet d'indicateurs de suivi (input, output, outcome et impact) liés aux objectifs intermédiaires poursuivis :

- ♦ Maintien d'un cadre macro-économique et budgétaire stable tenant compte de la problématique d'intégration régionale UEMOA et CEDEAO ;
- ♦ Amélioration des interventions publiques et des services sociaux concourant à la réduction de la pauvreté ;
- ♦ Amélioration de la bonne gouvernance économique, en particulier la gestion des finances publiques.

Les principaux indicateurs qui seront utilisés pour la revue à mi-parcours de la Stratégie de Coopération 2001-2007, sont ceux qui sont utilisés dans le cadre de l'évaluation des appuis budgétaires de la Commission européenne.

Ces derniers font partie intégrante de la matrice d'indicateurs retenus par le Gouvernement dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté 2000-2003 et dans le cadre des plans sectoriels concernés, à savoir :

- ♦ Plan National de Développement Sanitaire (PNDS),
- ♦ Plan Décennal pour le Développement de l'Éducation de Base (PDDEB),
- ♦ Plan de Renforcement de la Gestion Budgétaire (PRGB).

Il s'agit principalement d'indicateurs d'output et d'outcome. A chaque indicateur est associé un objectif chiffré ou qualitative sur la période 2002-2004. Ils sont produits annuellement. Normalement, ils doivent servir de base pour les revues annuelles du CSLP, cependant les données définitives de l'année N sont en général disponibles très tardivement au cours de l'année N+1. A cet égard, le Gouvernement devrait poursuivre ses efforts pour améliorer le fonctionnement des systèmes d'information en particulier en ce qui concerne la promptitude, la fiabilité et l'analyse des données. La Commission européenne étudiera avec beaucoup d'attention toute demande d'appui institutionnel allant dans ce sens.

La revue à mi-parcours du document de stratégie CE 2001-2007, qui devrait se tenir en 2004, pourra s'appuyer sur les données de l'année 2003.

Cette revue est fondamentale pour ce secteur de concentration, dans la mesure où les résultats obtenus détermineront l'identification d'un nouveau programme pour la période 2005-2007.

Les indicateurs utilisés par la Commission européenne et le Gouvernement pourraient évoluer en fonction des conclusions du processus de révision du CSLP, qui prendra fin en 2003.

Il n'est pas à exclure que la révision du CSLP et des indicateurs de suivi influence la conception des prochains appuis budgétaires. Les champs et secteurs couverts par les tranches variables pourraient s'élargir à d'autres jugés pertinents dans la stratégie de lutte contre la pauvreté, comme par exemple les infrastructures routières, l'hydraulique ou encore la compétitivité.

Par rapport à ce secteur de concentration, les principaux engagements généraux du Gouvernement sont ceux repris dans le programme ABRP 2002-2004 (8 BK 40), qui sont les suivants :

- ♦ Engagement n°1 : Négociation et poursuite avec le FMI d'un programme macroéconomique 2003-2005, avec un cadrage budgétaire reflétant une mise en œuvre efficace du CSLP ;

Situation : Jusqu'alors les relations entre le Burkina Faso et le FMI sont stables et devraient se poursuivre. Un programme macroéconomique 2003-2005 avec le FMI devrait être soumis au Conseil d'Administration du FMI le 11 juin 2003.

- ♦ Engagement n°2 : Évaluation annuelle de la mise en œuvre du CSLP présentée par le Gouvernement, à laquelle les partenaires SBC-CSLP dont la CE seront associés ;

Situation : Le CSLP 2000-2003 a fait l'objet d'évaluation annuelle régulière au titre de la mise en œuvre en 2000 et en 2001 respectivement en septembre 2001 et en juillet 2002. Elles ont été réalisées en étroite collaboration avec les partenaires au développement (notamment les partenaires du SBC-CSLP), qui ont communiqué au Gouvernement une appréciation conjointe. Par ailleurs, les rapports de mise en

œuvre annuelle du CSLP ont fait l'objet d'une évaluation conjointe FMI-Banque Mondiale soumis à leur Conseil d'Administration. La prochaine revue s'effectuera fin du 2^{ème} trimestre 2003, elle portera sur le bilan des années 2000-2002. Les revues ont révélé un certain nombre de faiblesses ou d'insuffisance dans le mécanisme de suivi / évaluation (Cf. partie 2.3)

- ♦ Engagement n°3 : Evaluation des progrès réalisés en matière d'amélioration de la gestion des finances publiques sur la base du plan de renforcement de la gestion budgétaire défini par le Gouvernement.

Situation : Le plan d'action pour le renforcement de la gestion budgétaire a été adopté par le Gouvernement en séance du Conseil des Ministres du 31 juillet 2002. Ce plan d'action constitue non seulement un cadre de référence pour la conduite des réformes prioritaires dans le domaine de la gestion budgétaire, mais aussi une valeur ajoutée dans la poursuite de l'objectif général qui demeure le souci permanent d'améliorer durablement la transparence, la fiabilité et l'efficacité de la gestion des dépenses budgétaires ». Pour le moment, les activités de suivi / évaluation n'ont pas été formellement mises en place et aucun rapport de suivi de la mise en œuvre n'a été produit. Le chiffrage et le financement du plan constituent une difficulté opérationnelle importante. Néanmoins, les structures opérationnelles poursuivent les réformes sur la base des orientations fournies par le PRGB. Des évaluations externes seront menées par la Commission européenne dans le cadre du SBC-CSLP pour examiner la dynamique de réformes engagée, ainsi que son efficacité.

- ♦ Engagement n°4 : Révision prévue en 2003, de la stratégie de réduction de la pauvreté à mettre en œuvre sur la période 2004-2006, basée sur l'actualisation du profil de la pauvreté et des principales stratégies sectorielles.

Situation : Après trois années de mise en œuvre du CSLP, le Gouvernement a mené une réflexion sur les leçons qu'il pouvait tirer du processus qui a débuté en 2000 pour engager une révision du CSLP en 2003 pour la période 2004-2006 (Cf. 2.3). Les activités liées à la révision ont démarré en avril 2003 et devraient se poursuivre tout au long du 3^{ème} trimestre 2003. Un accent particulier sera porté (i) sur la cohérence du cycle CSLP avec le cycle budgétaire et sur le besoin de mettre en évidence les résultats dégagés par la politique de réduction de la pauvreté. L'actualisation du profil de la pauvreté a été engagée au premier semestre 2003, les résultats serviront à la finalisation de la nouvelle stratégie.

6.2.2 Secteur des transports - infrastructures routières

Les opérations prévues dans le 9^{ème} FED s'inscrivent dans le cadre du Programme Sectoriel Transport n°2 (PST-2) adopté par le Gouvernement et de la Stratégie Régionale dans le cadre de la CEDEAO.

La mise en œuvre du PST-2 fait l'objet d'un suivi régulier, matérialisé par un rapport annuel produit au 1^{er} semestre de l'année suivante, qui fait le point sur les différents engagements sectoriels en terme de réformes ou budgétaires. Lors de la revue à mi-parcours en 2004, le rapport 2003 sera disponible et un bilan des engagements du Gouvernement suivants pourra être effectué :

- ♦ Augmentation de la part du budget de l'Etat affectée à l'entretien courant afin d'assurer le financement lié à l'augmentation du réseau prioritaire;
- ♦ Réalisation d'audits annuels externes financiers et techniques sur l'exécution de l'entretien courant;
- ♦ Prise en charge progressive d'un montant accru des dépenses d'entretien périodique sur ses ressources propres à un niveau à déterminer sur les bases de l'étude en cours dans ce domaine;
- ♦ Mise en place d'un dispositif efficace de contrôle de la charge à l'essieu;
- ♦ Prise en compte de la situation du réseau routier rural dans le cadre de la stratégie d'entretien des infrastructures routières;
- ♦ Coordination régulière des bailleurs de fonds intervenant dans ce secteur.

En 2004, le programme communautaire d'appui au PST-2 ne fera que débiter (appel d'offres), il sera donc difficile d'en évaluer la portée.

Au niveau des indicateurs initialement retenus dans le cadre d'intervention de la stratégie de coopération 2001-2007, plusieurs indicateurs d'impact notamment pourront difficilement être établis sur une base annuelle.

6.2.3 *Développement Rural / Sécurité alimentaire*

La stratégie nationale de sécurité alimentaire du Burkina Faso validée en novembre 2001 et mise à jour en avril 2002 présente un panel complet d'indicateurs de suivi liés aux objectifs intermédiaires poursuivis par la stratégie:

- ♦ Renforcer la prévention et la gestion des crises alimentaires conjoncturelles
- ♦ Augmenter durablement le niveau de la production alimentaire nationale et sa valeur ajoutée
- ♦ Améliorer la capacité des marchés à permettre l'accès des populations aux produits alimentaires
- ♦ Accroître la capacité économique des populations pauvres des zones agro-climatiques les plus à risque à se procurer des produits alimentaires
- ♦ Réduire la malnutrition des populations, particulièrement des groupes vulnérables
- ♦ Accroître l'impact des politiques sectorielles contribuant à la réduction de l'insécurité alimentaire

Cependant le Cadre Stratégique de lutte contre la pauvreté n'aborde pas ou très indirectement la question de la gestion et de la prévention des crises alimentaires et par conséquent accorde une place limitée à l'insécurité alimentaire en tant que telle et ses indicateurs de suivi. La sécurité alimentaire comme souvent est réduite aux questions de politique sectorielle agricole.

La stratégie de coopération 2001-2007 pour le Burkina se contente de reprendre quelques indicateurs très généraux ou très spécifiques empruntés à la fois à la stratégie nationale de Sécurité Alimentaire ou bien à certains des indicateurs qui figurent dans la lettre officielle «sécurité alimentaire n°20093/2001».

Il s'agit principalement d'indicateurs d'input et d'outcomes qui correspondent soit à des objectifs sectoriels très généraux soit à des objectifs directement liés aux interventions en cours et donc plus spécifiques et rarement chiffrés ou chiffrables. D'autre part, il s'agit pour l'essentiel d'indicateurs nécessitant des analyses qualitatives et des appréciations (renforcer la prévention et la gestion des crises alimentaires) pour les quelles il est souvent difficile de dégager un consensus entre partenaires.

Enfin, concernant les indicateurs chiffrés, la fiabilité des instruments qui permettent l'appréciation qualitative, par exemple des campagnes agricoles, se dégrade de manière constante et régulière. En revanche, le dispositif régional de suivi des campagnes agricole et de prévention des crises alimentaires dans le Sahel (CILSS/PREGEC) permet de se faire très tôt dans l'année (septembre) une idée de la campagne en cours. Ce dispositif régional d'alerte précoce sans doute suffisant pour prévenir les crises de grande ampleur n'exclut pas pour autant les divergences de vue entre partenaires sur l'appréciation qualitative des campagnes dans chacun des pays concernés de la région. Des divergences qui apparaissent parfois à l'intérieur d'un même pays, comme ce fut le cas en 2001 au Burkina, entre les chiffres de la production céréalière destinés aux exercices de cadrage macro économiques et ceux destinés à évaluer les besoins alimentaires de la population. Le chiffre de production pouvait alors connaître des variations de l'ordre de 30 %.

Parmi les prochaines échéances qui permettront de faire évoluer et de compléter les indicateurs retenus il y aura l'exercice de révision du CSLP en 2003 pour la période 2004-2006 du CSLP, la revue à mi-parcours de la lettre officielle financée sur la ligne sécurité alimentaire prévue fin 2003 et surtout l'élaboration en cours d'achèvement du plan d'action sur les systèmes d'information qui se livre à un exercice de mise à jour et de révision des indicateurs en matière de sécurité alimentaire et la mise en place d'organes chargés de mesurer de manière plus performante notamment l'évolution de la vulnérabilité de la population.

6.3 **Dialogue entre l'Ordonnateur National et les acteurs non étatiques**

Dans l'Accord de Cotonou, la participation des acteurs non-étatiques a été placée au rang de «principe fondamental». Les acteurs non-étatiques (la société civile, le secteur privé, les partenaires économiques et sociaux y compris les syndicats...) devront désormais être associés au dialogue politique ainsi qu'à la formulation, la mise en oeuvre et l'évaluation des stratégies de coopération (article 4).

Au Burkina, malgré l'extraordinaire développement du tissu associatif et l'émergence d'un important leadership, les organisations de la société civile souffrent des nombreuses contraintes qui entravent leur

efficacité et leur fonctionnement ; il s'agit notamment de la politisation des associations, du rôle marginal des femmes, et des dysfonctionnements internes des organisations de base.

Le gouvernement dans le cadre de la formulation et du suivi des politiques et stratégies de développement souhaite renforcer davantage le dialogue avec la société civile.

En premier lieu, l'année 2003 est l'année de révision du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP). Le Gouvernement a déjà exprimé son intention de rencontrer la société civile afin de l'impliquer dans le processus de modification du CSLP. Ensuite, la société civile est d'ores et déjà associée à la mise en œuvre du Plan National de Bonne Gouvernance. Enfin, dans la Lettre Politique de Développement Rural Décentralisé (LPDRD), approuvée par le gouvernement en 2000, les dispositions d'association des communautés de base sont une réalité recherchée. Les populations sont appelées à jouer les premiers rôles pour toutes les décisions relatives aux investissements locaux tout en plaçant la gestion des ressources naturelles à la base des activités productives.

Dans ce contexte, le renforcement des capacités de la société civile à jouer son rôle et à faire face au défi de la lutte contre la pauvreté devient fondamental.

En vue de faciliter cette participation, les parties officielles se sont engagées à soutenir le renforcement institutionnel des acteurs non-étatiques.

A cet égard, la coopération Burkina Faso - UE a traduit les dispositions de l'Accord de Cotonou et la nécessité de terrain dans la programmation du 9^{ème} FED en programmant un appui à la société civile dans le cadre du développement local, qui pourrait débiter au cours de 2004.

Dans le cadre du 8^{ème} FED, il est important de noter la mise en place d'un Fonds d'Appui à l'Etat de Droit (3,5 M€) destiné à des acteurs non étatiques dans le cadre du Programme d'Appui à la Consolidation du Processus Démocratique, l'Etat de Droit et la Bonne Gouvernance, dont les premières activités qui sont en totale cohérence avec l'objectif recherché, devraient voir le jour en 2003,.

7 CONCLUSIONS

7.1 Situation du Burkina Faso

Le Burkina Faso est un pays sahélien, enclavé, qui compte une population d'environ 12 millions d'habitants sur une superficie de 274.000 km². Il dispose de peu de ressources naturelles dans un environnement qui se dégrade, et subit les aléas d'une pluviométrie insuffisante et mal répartie. L'économie est très vulnérable aux chocs externes, notamment en raison de sa dépendance de l'agriculture de rente ; et les finances publiques comme l'équilibre extérieur dépendent fortement de l'aide au développement. Le pays figure parmi les plus pauvres du monde, et tous les indicateurs sociaux demeurent à des niveaux très bas.

La gouvernance démocratique et économique, malgré des avancées notables demeurent fragiles et imparfaites, et leur amélioration fait partie des objectifs du Gouvernement : réforme du système judiciaire, réforme de l'administration et décentralisation, renforcement de la gestion des finances publiques, lutte contre la corruption.

L'économie est basée sur une agriculture dépendante de la pluie, qui occupe plus de 80% de la population active et représente plus de 32% du produit intérieur brut (PIB) ; le secteur tertiaire en croissance constante mais largement informel atteint aussi près de 50% du PIB. Les coûts de l'énergie et des transports sont des obstacles à la compétitivité, et la diversification de l'économie, surtout des exportations (coton, bétail, or), reste très limitée. L'enclavement du Burkina Faso et sa forte dépendance vis-à-vis du corridor ivoirien constitue un élément de vulnérabilité important, dont l'acuité a été démontrée avec la crise ivoirienne au dernier trimestre 2002.

Malgré une croissance moyenne de 5% par an depuis 1995 et des flux d'aide extérieure importants et réguliers (entre 10 et 15% du PIB), y compris des allègements de dette consentis dans le cadre de l'initiative PPTE, les résultats enregistrés sur le plan social restent très limités: le PNB de 230 USD par an par habitant progresse lentement en raison notamment de la forte croissance démographique (+2,4% par an), près de la moitié de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, les indicateurs de santé et surtout d'éducation sont parmi les plus faibles du monde et le Burkina est chaque année, classé parmi les cinq derniers pays selon l'indice de développement humain. (Indice de Développement Humain 2001 : 159^{ème} sur 162 pays)

Face à cette situation d'extrême pauvreté et de vulnérabilité, le Gouvernement met en œuvre depuis 2000, une stratégie de réduction de la pauvreté, fondée sur quatre axes : (i) accélérer la croissance et la fonder sur l'équité, (ii) garantir l'accès des pauvres aux services sociaux de base, (iii) élargir les opportunités en matière d'emplois et d'activités génératrices de revenus pour les pauvres et (iv) promouvoir la bonne gouvernance. La poursuite de cette stratégie, qui est devenu le cadre de référence de la politique de développement et des politiques sectorielles ainsi que de l'aide extérieure, s'est traduite par une évolution favorable de certains indicateurs de moyens, tels que les moyens financiers en faveur des secteurs sociaux, mais aussi de certains indicateurs de résultats en Santé (taux de couverture vaccinale) et en Education (taux de scolarisation), intégrés au suivi du CSLP, même si ces derniers n'ont pas tous atteint les objectifs fixés ce qui peut hypothéquer l'atteinte des objectifs de long terme (Cf. partie 3.2).

La crise intervenue en Côte d'Ivoire a révélé que les premiers résultats macroéconomiques et sociaux obtenus demeurent précaires et instables face à des chocs extérieurs d'envergure.

Cette situation invite le Gouvernement à intégrer encore davantage la dimension « vulnérabilité » dans la définition de sa stratégie de réduction de la pauvreté, qui doit faire l'objet d'une révision en 2003.

7.2 Coopération Burkina Faso – Union européenne

7.2.1 Stratégie de coopération du 9^{ème} FED

L'événement marquant de l'année 2002 concernant la coopération UE - Burkina Faso est la signature du Document de Stratégie de Coopération pour la période 2001-2007 et du Programme Indicatif National du 9^{ème} FED, le 21 mars 2002, ainsi que le démarrage effectif de sa mise en œuvre (décaissement de la Coopération Burkina Faso - UE

première tranche d'aide budgétaire du programme d'appui budgétaire ABRP 2002-2004) suite à la visite de Poul Nielson, Membre de la Commission européenne chargé du Développement et de l'Aide Humanitaire, au Burkina Faso du 26 au 30 novembre 2002 lors de la 2^{ème} Conférence Ministérielle de suivi du Sommet Europe-Afrique.

La politique d'intervention de l'Union européenne dans le cadre du 9^{ème} FED s'insère pleinement à l'intérieur de la stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté et entend parallèlement répondre aux grands principes de la coopération au développement de l'Union Européenne.

Afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations les plus démunies et d'assurer une cohérence et une complémentarité avec les interventions communautaires passées (7^{ème} et 8^{ème} FED) et celles des autres bailleurs, notamment européens, les trois principaux domaines d'intervention retenus, sont:

- ♦ l'appui au cadre macro-économique et à la réduction de la pauvreté à travers l'aide budgétaire,
- ♦ l'appui au secteur des transports, en particulier des infrastructures routières
- ♦ l'appui au développement rural, centrée sur la sécurité alimentaire.

De manière complémentaire, des actions d'appui institutionnel et en direction de la société civile seront engagées.

Une enveloppe de 275 Mio € (enveloppe A) est mise à la disposition des autorités Burkinabé pour assurer la mise en œuvre de la stratégie définie conjointement pour la période 2001-2007. Ce montant pourra être ajusté en 2004 en fonction des performances atteintes.

Par ailleurs, une enveloppe de 76 Mio € (enveloppe B) est destinée à couvrir des besoins imprévus tels que l'aide d'urgence ou l'atténuation des effets de l'instabilité des recettes d'exportation.

Dans cette nouvelle phase de la coopération UE – Burkina Faso, le soutien communautaire reste conditionné par: (i) la mise en œuvre effective par le gouvernement de la stratégie de lutte contre la pauvreté, (ii) une gestion des dépenses publiques suffisamment transparente, efficace et fiable et (iii) le respect par les autorités burkinabé des valeurs essentielles définies par l'Accord de Cotonou relatives aux droits de l'homme, aux principes démocratiques et à l'état de droit.

7.2.2 Aperçu global des actions de coopération en cours en 2002

L'année 2002 est également marquée par la poursuite de la restructuration de la coopération dans le sens de la concentration sur un nombre réduit de secteurs et de programmes, pour un suivi plus efficace et rationnel.

Les principales décisions de financement en 2002 concernent les secteurs suivants : (i) *Appuis budgétaires pour la réduction de la pauvreté* avec le programme triennal 2002-2004 (125 Mio €), (ii) *Hydraulique* avec le Programme de Valorisation des Ressources en Eau dans l'Ouest – VREO (10 Mio €), (iii) *Infrastructures routières* avec une augmentation de plafond du programme routier en cours (5 Mio €) et avec des études de faisabilité (1,37 Mio €) et (iv) Appui au Développement du Secteur Privé (6 Mio €).

Les principaux programmes en cours d'instruction qui pourraient se traduire par une décision de financement en 2003 concernent le domaine des *Infrastructures routières* (115 Mio €) et la *coopération culturelle* (1,9 Mio €).

Les principaux programmes engagés au niveau des secteurs de concentration dans le cadre des 8^{ème} et 7^{ème} FED se sont poursuivis dans de conditions régulières et ont représenté la majeure partie des engagements et des paiements de l'année 2002, tendance qui se poursuivra en 2003 (hors appui budgétaire).

Ces programmes concernent en particulier les domaines suivants : (i) *Infrastructures routières* avec la poursuite de l'appui au Programme d'Ajustement du Secteur Transport (PASEC-T) à travers le financement des travaux d'entretien périodique et réhabilitation des routes bitumées (44 Mio €) et des routes en terre (41 Mio €) ; (ii) *Développement rural* avec les Plans d'Action pour l'Organisation du Secteur Agricole - PAOSA (24,2 M€) cofinancé avec différents partenaires ; (iii) *Education* avec le Programme d'Appui à l'Enseignement de Base - PASEB (10 Mio €) cofinancé avec les Pays-Bas.

Les interventions hors concentration dans le cadre du 7^{ème} et du 8^{ème} FED ont connu une mise en œuvre normale en particulier dans les domaines suivants : (i) *hydraulique* avec le programme ZIGA (30 Mio €), (ii) *Justice* avec le Projet d'Appui à l'Administration Judiciaire (1,35 Mio €), (iii) *Coopération culturelle*, avec le Programme de Soutien aux Initiatives Culturelles Décentralisées – PSIC (1,8 Mio €), la participation au financement du FESPACO 2003 et de la production de films.

Pour deux programmes décidés en 2001 : Appui au Processus Démocratique et à l'Etat de Droit (16 Mio €) ; Appui à l'Ordonnateur national (1,4 Mio €), l'année 2002 a été mise à profit pour définir et approfondir les modalités d'intervention, afin de permettre un démarrage opérationnel et efficace en 2003.

Au niveau des aides non programmables, principalement au titre du 7^{ème} FED, les actions financées au titre du STABEX se sont poursuivies en 2002, notamment dans les pistes rurales et le développement agricole, et feront l'objet d'un recentrage en 2003 pour améliorer l'absorption des disponibilités existantes. Un programme financé par le SYSMIN de cartographie géologique a poursuivi son exécution normale.

La BEI, outre la poursuite des prêts en cours, a engagé un programme de financement des PME à travers des institutions bancaires (6 Mio €).

Par ailleurs, les principaux programmes financés dans le cadre du Programme Indicatif Régional du 8^{ème} FED en exécution en 2002, dont le Burkina est directement ou indirectement bénéficiaire, concernent les secteurs suivants : (i) *Elevage* avec le Programme Concerté de Recherche-Développement sur l'Elevage en Afrique de l'Ouest – PROCORDEL (9,8 Mio €) et le Programme Panafricain de Contrôle des Epizooties – PACE (72 Mio €, dont 1,3 Mio € pour la contribution nationale Burkina) ; (ii) *Environnement* avec le Projet « Parc W » - ECOPAS (20 Mio € dont 3 Mio € pour la contribution nationale Burkina), (iii) *Hydraulique* avec le Programme Régional Solaire II - PRS II (73,1 Mio € dont 13,7 Mio € pour la contribution nationale Burkina) mis en œuvre par le CILSS ; (iv) *Santé* avec le Projet d'Appui à l'Indépendance Vaccinale en Afrique – ARIVA (6,5 Mio €) et le programme de lutte contre l'onchocercose en Afrique Occidentale V (4,5 Mio €) ; enfin et surtout (v) *Intégration régionale* avec les Programmes d'Appui Régional à l'Intégration – PARI, qui vise à appuyer les Etats membres et les institutions de l'UEMOA dans la consolidation du cadre macro-économique, la mise en œuvre de l'union douanière et l'amélioration du cadre légal et administratif (65 Mio € dont 1,5 Mio € pour la contribution nationale Burkina), mais aussi le secteur privé pour favoriser sa participation au commerce régional (15 Mio € dont 1,5 Mio € pour la contribution nationale Burkina).

Dans le cadre du budget de l'Union Européenne, l'appui à la sécurité alimentaire (plusieurs actions pour 7 M€) décidé en 2001 a connu un démarrage effectif en 2002. Par ailleurs, l'appui à plusieurs organisations locales dans le domaine des droits de l'homme, et des projets cofinancés avec des ONG européennes ou dans le cadre de la coopération décentralisée principalement pour l'appui au développement rural et local, au développement des services sociaux ou à la sécurité alimentaire ont été financés à partir des lignes budgétaires de la Commission européenne.

7.2.3 Aperçu global de la mise en œuvre financière de la Coopération UE – Burkina Faso

Le volume global d'aide déboursé en 2002 au Burkina Faso s'élève à plus de 68 Mio Eur (sous forme de dons) dans le cadre des différents programmes indicatifs⁷ des 7^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} FED tous instruments du FED confondus, hors opérations de la BEI.

Il est important de souligner que les opérations sur le 6^{ème} FED ont été arrêtées en 2002, tous les projets sont clôturés. Le montant des appuis dans le cadre du 6^{ème} FED se chiffre à 106,5 Mio € sur un montant d'aide programmable de 107,5 Mio €. Les reliquats restant se seront versés au 9^{ème} FED.

⁷ Ces données ne comprennent pas les appuis financés dans le cadre des Programmes Indicatifs Régionaux (mais incluent les composantes nationales des appuis régionaux) et les prêts gérés par la Banque Européenne d'Investissement, ainsi que les financements obtenus à travers les lignes budgétaires de la Commission européenne

Synthèse de l'exécution financière de l'aide programmable des différents FED en cours

| | Dotation I | Décision de financement II | Ratio II/I | Crédit délégué III | Ratio III/I | Paiement IV | Ratio IV/I | Crédit délégué en 2002 | Paiement en 2002 |
|--|-----------------------|---|-----------------------|-----------------------------------|------------------------|------------------------|-----------------------|---------------------------------------|-----------------------------|
| 9^{ème} FED Enveloppe A | 275 | 135,0 | 49,1% | 122,5 | 44,5% | 19,5 | 7,1% | 122,5 | 19,5 |
| 8^{ème} FED | 180 | 179,8 | 99,9% | 114,4 | 63,5% | 66,0 | 36,7% | 25,8 | 40,2 |
| 7^{ème} FED | 149,3 | 148,3 | 99,3% | 136,6 | 91,5% | 130,8 | 87,6% | 5,3 | 1,2 |

Données en € - sources : OLAS

Synthèse de l'exécution financière de l'aide non programmable⁸ des différents FED en cours

| | Décision de financement I | Crédit délégué II | Ratio II/I | Paiement III | Ratio III/I | Crédit délégué en 2002 | Paiement en 2002 |
|--|--|----------------------------------|-----------------------|-------------------------|------------------------|---------------------------------------|-----------------------------|
| 9^{ème} FED - enveloppe B | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 8^{ème} FED | 95,1 | 92,4 | 97,2% | 89,1 | 93,7% | 0,2 | 5,2 |
| 7^{ème} FED | 130,7 | 126,3 | 96,6% | 124,4 | 95,2% | -2,7 | 2,1 |

Données en € - sources : OLAS

Au titre des aides programmables, les décisions de financement à fin 2002 représentent pratiquement 100% des montants alloués dans le cadre des programmes indicatifs nationaux des 7^{ème} et du 8^{ème} FED et 50% de l'enveloppe A du 9^{ème} FED. L'instruction de nouveaux programmes en 2003 se limitera à ceux programmés dans le 9^{ème} FED, dont le nombre est relativement limité du fait de la concentration des secteurs d'intervention. L'objectif en fin 2003 est d'atteindre un taux supérieur à 90% de décision de financement de l'enveloppe A du 9^{ème} FED. Cette situation devra absolument conduire lors de la revue à mi-parcours, à une réflexion sur le financement de la poursuite de la stratégie 2001-2007 après 2004, en particulier en ce qui concerne le secteur de concentration « Appui macroéconomique et de réduction de la pauvreté » pour lequel le programme en cours prendra fin en 2004.

Les reliquats existants des 6^{ème}, 7^{ème} et 8^{ème} FED au 31/12/2002 chiffrés à 2,1 Mio €, seront réservés pour compléter, si besoin est, l'enveloppe affectée aux programmes routiers et équipements hydrauliques prévus dans le 8^{ème} FED. En ce qui concerne, les reliquats des 7^{ème} et 8^{ème} FED qui seraient dégagés sur la période 2003-2005, suite à des dégagements de crédits ou des clôtures de projets, la Commission européenne et l'Ordonnateur National pourraient, suite à un examen technique favorable, décider de réengager ces fonds en utilisant des mécanismes de décaissements rapides, notamment les appuis macroéconomiques, sous forme d'aide budgétaire ou réserver ces disponibilités pour des appuis institutionnels.

A fin 2002, les crédits délégués sur des décisions de financement (engagement) au niveau de l'aide programmable, s'établissent pour les 7^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} FED respectivement à plus de 91%, 63% et 43%. Les paiements, quant à eux, représentent à fin 2002 respectivement plus de 87%, 36% et 7% des dotations et de 88%, 36% et 14% des crédits délégués.

7.2.4 Orientations opérationnelles et perspectives

Ces objectifs globaux exigent la poursuite des efforts engagés au niveau des services de l'Ordonnateur National et de la Commission européenne

Les difficultés opérationnelles, principalement des lenteurs, de mise en œuvre de la coopération qui subsistent seront traitées dans le cadre de la concertation régulière entre la Délégation de la Commission

⁸L'aide non programmable comprend notamment la FAS, le STABEX, le SYSMIN, l'Aide d'Urgence et les reliquats des FED antérieurs (5^{ème} FED). Le tableau ne comprend pas les interventions de la BEI.

européenne au Burkina Faso et les services de l'Ordonnateur national avec la mise en place d'un monitoring interne des projets et programmes permettant une meilleure planification des tâches et une exécution physique et financière plus respectueuse des délais et cohérente avec la programmation budgétaire du Burkina Faso.

Les faiblesses liées au démarrage des programmes doivent trouver leurs solutions dans un approfondissement de l'identification des programmes et de leurs modalités de mise en œuvre avant décision de financement, surtout dans un contexte de respect scrupuleux des durées des conventions de financement. Parmi les projets en instruction, ceci est particulièrement important pour les appuis aux acteurs non étatiques.

Le projet d'appui à l'Ordonnateur National, financé sur le 7^{ème} FED et devant effectivement démarrer en 2003 permettra sans doute d'améliorer l'efficacité de la coopération et d'accroître le niveau des ressources mobilisées. La déconcentration de certaines responsabilités de gestion du Siège vers la Délégation de la CE, engagée en 2002, ira dans le même sens, notamment grâce à la mise à disposition de la Délégation des ressources humaines nécessaires.

Au niveau de la stratégie d'intervention, des efforts doivent intervenir en 2003 sur la structuration des cadres d'intervention de la stratégie de coopération 2001-2007 au niveau des secteurs de concentration du 9^{ème} FED, afin d'effectuer la revue à mi-parcours en 2004 dans les meilleures conditions possibles. Ces discussions sectorielles doivent absolument s'inscrire dans le dialogue à mener dans le cadre de la révision de la stratégie de réduction de la pauvreté du Gouvernement en 2003.

Les conclusions de la revue à mi-parcours du document de stratégie CE 2001-2007, qui devrait se tenir en 2004, dépendront dans une large partie de la capacité du Gouvernement à mettre en œuvre une politique de réduction de la pauvreté viable basée sur des choix budgétaires cohérents, se traduisant par une évolution satisfaisante des principaux agrégats et indicateurs de résultat. A cet égard, le Gouvernement devrait poursuivre ses efforts pour accroître la qualité de la gestion des ressources publiques et de leur affectation, mais aussi pour améliorer structurellement la disponibilité et la fiabilité des données statistiques dans les différents secteurs, ainsi que leurs analyses à des fins opérationnelles. La Commission européenne serait favorable à affecter une partie des reliquats du 9^{ème} FED destinés aux appuis institutionnels pour toute action d'envergure allant dans ce sens.

Le rapport annuel 2002 a été approuvé lors de la réunion de la revue opérationnelle 2003 sur la mise en œuvre des actions de coopération dans le cadre des conventions ACP- UE au Burkina Faso, qui s'est tenue à Ouagadougou le 28 novembre 2003 dans les locaux de la Délégation de la Commission européenne au Burkina Faso.

8 ANNEXES

Annexes à caractère prospectif liées à la coopération Burkina Faso - UE

ANNEXE 1A-1 - Cadre d'intervention du secteur « Lutte contre la Pauvreté à travers des appuis budgétaires »

ANNEXE 1A-2 – Indicateurs concernant le secteur « Lutte contre la Pauvreté à travers des appuis budgétaires »

ANNEXE 1B-1 - Cadre d'intervention du secteur « Transport – Infrastructures routières »

ANNEXE 1B-2 – Indicateurs concernant le secteur « Transport – Infrastructures routières »

ANNEXE 1C-1 - Cadre d'intervention du secteur « Sécurité Alimentaire »

ANNEXE 1C-2 – Indicateurs concernant le secteur « Sécurité alimentaire »

ANNEXE 2 - Chronogramme prévisionnel des principales activités de coopération dans le cadre du 9ème FED

ANNEXE 3 – Prévisions de décisions de financement

ANNEXE 3 bis – Liste des projets financés sur les lignes budgétaires de Commission européenne avec un démarrage en 2003

Annexes à caractère rétrospectif liées à la coopération Burkina Faso – UE

ANNEXE 4 – Exécution financière du Programme Indicatif National 9ème FED en 2002

ANNEXE 5 – Exécution financière du Programme Indicatif National 8ème FED en 2002

ANNEXE 6 – Exécution financière du Programme Indicatif National 7^{ème} FED en 2002

ANNEXE 7 – Exécution financière en 2002 du Programme Indicatif National 6ème FED

ANNEXE 8 – Exécution des opérations financées par la Banque Européenne d'Investissement en 2002

ANNEXE 9 – Exécution de la Coopération régionale 8ème, 7ème et 6ème FED en 2002

ANNEXE 10 – Liste des projets financés sur les lignes budgétaires de la Commission européenne en cours d'exécution en 2002

ANNEXE 11 - Synthèse des décisions et des paiements concernant des appuis budgétaires sur 1991-2002

ANNEXE 1A-1 - Cadre d'intervention du secteur « Lutte contre la Pauvreté à travers des appuis budgétaires »

| Appui Budgétaire. | Indicateurs de Performance | Sources de contrôle | Hypothèses |
|--|---|--|--|
| I. Objectifs Nationaux pour la lutte contre la pauvreté | | | |
| <i>Croissance durable et équitable</i> | Croissance annuelle moyenne du PIB/capita assurant la mise en oeuvre de la stratégie de lutte contre la pauvreté | Mémorandum de Politique Economique dans le cadre des accords avec le FMI (Gouvernement / FMI) | Conditions climatiques favorables |
| <i>Réduction de la pauvreté</i> | - Réduction de l'incidence de la pauvreté de façon équilibrée et différenciée - Amélioration de l'indicateur IDH | Enquête prioritaire sur le profil de la pauvreté (INSD) Rapport annuel sur le Développement Humain (PNUD) | Cours des matières premières stables |
| <i>Amélioration de l'espérance de vie</i> <i>Amélioration de l'alphabétisation</i> | Prolongation de l'espérance de vie Accroissement sensible du taux d'alphabétisation | INSD Statistiques du Ministère de l'Education de Base | Stabilité politique |
| II. Objectifs de l'intervention communautaire dans le cadre des ABRP | | | |
| (i) Maintien d'un cadre macro-économique et budgétaire stable tenant compte de la problématique d'intégration régionale UEMOA et CEDEAO | | | |
| <i>Amélioration de la rigueur au niveau de la politique budgétaire</i> | Respect des critères structurels | - Mémorandum de Politique Economique dans le cadre des accords avec le FMI (Gouvernement / FMI) et conclusion du Conseil d'Administration du FMI | Conditions climatiques favorables |
| <i>Maintien de la stabilité monétaire</i> | Respect des critères de premier rang dans le cadre de la surveillance multilatérale UEMOA | - Rapport de surveillance multilatérale (CNPE) | Cours des matières premières stables |
| <i>Gestion rigoureuse et prudente de l'endettement</i> | | Directive de l'UEMOA sur la mise en œuvre du pacte de convergence (UEMOA) | Volonté politique de d'approfondir le processus d'intégration régional |

| (ii) amélioration des interventions publiques et des services sociaux concourant à la réduction de la pauvreté | | | |
|---|---|--|--|
| 1 Santé | | | |
| <i>1.1 Amélioration du financement du secteur de la santé</i> | <ul style="list-style-type: none"> - Part du budget alloué au secteur santé - Taux d'exécution budgétaire dans le secteur santé - Part du budget hors niveau central avec une analyse par géographique et par échelon - Niveau de Fonctionnalité des CSPS (dotation en personnel requis avec une analyse géographique) - Niveau de couverture vaccinale - Rupture de stocks de vaccins - Fréquentation des centres de santé: nombre de nouveaux contacts par an et nombre d'accouchements assistés - Coûts des actes médicaux équitables (analyse des tarifications et des subventions) - Rupture de stocks en MEG au niveau de la CAMEG (niveaux central et périphérique) et au niveau des dépôts au niveau des districts - Niveau de fonctionnalité des dépôts MEG dans les CSPS | <p>Budget National et Circuit informatisé de la dépense (Direction générale du budget et Direction des affaires administratives et financières - MS)</p> <p>Direction des Ressources Humaines MS Système d'information Sanitaire</p> <p>Donnée du PEV – Enquête de routine Données du PEV – Enquête de routine Système d'information Sanitaire</p> <p>Enquêtes</p> <p>Données CAMEG et Audit Données des Districts Système d'information sanitaire</p> | <p>Volonté politique en faveur de la réduction de la pauvreté</p> <p>Mise en œuvre d'une politique sectorielle soutenable</p> <p>Flux réguliers d'aides extérieurs</p> |
| <i>Amélioration de l'accessibilité physique et financière à des services de santé de qualité</i> | | | |
| <i>Amélioration de l'accessibilité au MEG</i> | | | |
| 2 Education | | | |
| <i>Amélioration du financement du secteur de l'éducation</i> | <ul style="list-style-type: none"> - Part du budget alloué au secteur Education de Base - Taux d'exécution budgétaire dans le secteur Education de Base - Part du budget hors niveau central avec une analyse par géographique | <p>Budget National et Circuit informatisé de la dépense (Direction générale du budget et Direction des affaires administratives et financières - MEBA)</p> | <p>Volonté politique en faveur de la réduction de la pauvreté</p> |
| <i>Amélioration de l'accessibilité physique et financière à des services scolaires de qualité</i> | <ul style="list-style-type: none"> - Niveau de fonctionnalité des écoles primaires: ratio élèves/professeur ou nombre livres /élève - Taux de scolarisation au primaire avec une diminution des écarts par sexe et entre les régions - Taux de réussite au CEP avec une diminution des écarts par sexe et entre les régions - Taux d'inscription au CPI - Coûts de la scolarité équitables | <p>Direction des Etudes et des Programmes - Carte scolaire</p> <p>Enquêtes</p> | <p>Mise en œuvre d'une politique sectorielle soutenable</p> <p>Flux réguliers d'aides extérieurs</p> |

| (iii) Amélioration de la bonne gouvernance économique, en particulier la gestion des finances publiques | | | |
|--|---|--|-----------------------------------|
| <i>Amélioration de la transparence de la gestion des finances publiques</i> | - Publication officielle et régulière d'information relative aux finances publiques | Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) | Volonté politique |
| | - % des marchés supérieurs à 15 millions FCFA respectant la procédure normale (délais, appel à concurrence, publication des avis) | Direction des marchés publics / MEF | |
| | - Limitation au recours des avances de trésorerie | Direction Générale du Budget / MEF | Flux réguliers d'aides extérieurs |
| | - respect des délais de production des comptes de gestion et des projets de lois de règlement | Direction Générale du Budget / MEF | |
| <i>Amélioration de l'efficacité de la gestion des finances publiques</i> | - Production d'enveloppes sectorielles triennales pour initier la préparation budgétaire | Direction Générale du Budget / MEF et Direction Générale de la Comptabilité et du Trésor / MEF | |
| | - Ecart de prix unitaire entre les commandes publiques et les prix de marché | STC-PDES / circulaire budgétaire | |
| | - Délai minimal de préparation budgétaire pour les ministères techniques | Enquête annuelle INSD / DCCF | |
| | - Dotation et exécution du budget en faveur des secteurs prioritaires de lutte contre la pauvreté | MEF / circulaire budgétaire | |
| | - Taux d'exécution général du budget | MEF / Budget national et CID | |
| | - Taux de rejet des dossiers au stade ordonnancement et paiement | MEF / Budget national et CID | |
| | - Respect des dates de clôture des engagements | DGB et DGTCP / CID | |
| | - Délais de règlements des commandes de l'Etat | Contrôle financier / CID | |
| | - Volume des dépenses non payées au terme de la journée complémentaire (28 février) | DGTCP / CID | |

- (i) **Les indicateurs retenus pour estimer le volume des tranches variables à décaisser, ont été sélectionnés pour la revue à mi-parcours du DSC. Ils font partie intégrante du CSLP. Ils sont présentés en gras. Les autres indicateurs seront fournis à titre indicatif en fonction de la disponibilité des données afin d'illustrer plus globalement l'évolution dans les secteurs concernés.**
- (ii) Au niveau de ce secteur de concentration, trois volets ont été retenus dans le cadre du programme d'appui budgétaire 2002-2004 : Education, Santé, efficacité budgétaire. Toutefois, les secteurs «hydraulique, gestion des crises alimentaires, secteur routier» feront l'objet d'un suivi particulier lors de la révision du CSLP.

ANNEXE 1A-2 – Indicateurs concernant le secteur « Lutte contre la Pauvreté à travers des appuis budgétaires »

A. Efficacité budgétaire

| | 1999 - réalisé | 2000 - objectif | 2000 - réalisé | 2001 - objectif | 2001 - réalisé | 2002 - objectif | 2003 - objectif | |
|-----------|--|-----------------|--|---------------------------------------|-----------------------|---------------------|--|--|
| A1 | Prix unitaires des commandes publiques: Ecart moyen de prix unitaire par rapport aux standards du marché | - | Mise en place de la méthodologie et enquête réalisée | Evolution favorable | Evolution défavorable | Evolution favorable | Evolution favorable | |
| A2 | Sondage auprès des opérateurs économiques sur les marchés de l'Etat | - | Mise en place de la méthodologie et sondage réalisé | Evolution favorable de l'appréciation | Evolution favorable | - | - | |
| A3 | Taux d'exécution du budget | 97,3% | - | 95% | - | - | > 85% | > 85% |
| A4 | Taux d'exécution du budget du Ministère de la Santé | 104,2% | > 80% | 99,2% | > 85% | 94% | > 85% | > 85% |
| A5 | Taux d'exécution du budget du Ministère de l'Education de Base | 110,5% | > 80% | 91,1% | > 85% | 98% | > 85% | > 85% |
| A6 | Délais de règlement (liquidation et paiement) | 33 j | - | 56 j | - | - | 50 j (indicatif) - Définition d'une situation de référence | A définir sur la base de la situation de référence |

B. Santé

| | | | | | | | | |
|-----------|---|----------------|--|----------------|--------------------------------------|---------------------|---|--|
| B1 | Couverture vaccinale | 1999 - réalisé | 2000 - objectif | 2000 - réalisé | 2001 - objectif | 2001 - réalisé | 2002 - objectif | 2003 - objectif |
| | BCG | 60% | 70% | 79% | 80% | 84% | 83% | 85% |
| | DTCP 3 | 42% | 50% | 57% | 60% | 64% | 65% | 70% |
| | Rougeole (var) | 53% | 55% | 59% | 60% | 65% | 65% | 70% |
| | Fièvre Jaune (vaa) | 50% | 55% | 56% | 60% | 52% | 65% | 70% |
| B2 | | 1999 - réalisé | 2000 - objectif | 2000 - réalisé | 2001 - objectif | 2001 - réalisé | 2002 - objectif | 2003 - objectif |
| | Nouveaux contacts par personne et par an dans les structures de premier niveau (CMA, CSPPS) | 0.2065 | 0.24 | 0.2056 | 0,22 | 0,216 | 0,23 | 0,24 |
| B3 | | 1999 - réalisé | 2000 - objectif | 2000 - réalisé | 2001 - objectif | 2001 - réalisé | 2002 - objectif | 2003 - objectif |
| | Proportion des CSPPS respectant les normes de personnel | | 60% | 70% | 75% | 74,4% | 80% | 85% |
| B4 | Accès au MEG | 1999 - réalisé | 2000 - objectif | 2000 - réalisé | 2001 - objectif | 2001 - réalisé | 2002 - objectif | 2003 - objectif |
| | Taux moyen annuel de rupture CAMEG | 2% | < 10% | 0.19 % | < 8% | 0,19% | 5% | 5% |
| | Taux moyen annuel de rupture au niveau des districts | - | - | - | - | - | Définition d'une situation de référence | A définir sur la base de la situation de référence |
| B5 | | | 2000 - objectif | 2000 - réalisé | 2001 - objectif | 2001 - réalisé | 2002 - objectif | 2003 - objectif |
| | Evolution du coût des actes médicaux | | Mise en place de la méthodologie et enquête réalisée | | Enquête réalisée; Analyse et progrès | En progrès | Enquête réalisée; Analyse et progrès | Enquête réalisée; Analyse et progrès |
| B6 | Evolution des dotations allouées aux structures déconcentrées et périphériques du Ministère de la Santé, en particulier aux Centres de Santé et de protection sociale (CSPPS) | | Mise en place de la méthodologie et enquête réalisée | | Enquête réalisée et analyse | Evolution favorable | Enquête réalisée; Analyse et progrès | Enquête réalisée; Analyse et progrès |

C. Education de Base

| | Taux brut d'admission au CP1 | 1998 / 1999 - réalisé | 1999 / 2000 - réalisé | 2000 / 2001 - réalisé | 2001 / 2002 objectif | 2001 / 2002- réalisé | 2002 / 03 - objectif | 2003 / 04 - objectif |
|-----------|-------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| C1 | Global | 36.1% | 36.8% | 38.6% | 42% | 40,3% | 47% | 49% |
| C2 | Filles | 30.2% | 31.1% | 32.9% | 37% | 34,7% | 38% | 43% |
| C3 | 20 provinces les plus défavorisées | 25.1% | 27.2% | 29.35% | 32% | 30% | 33% | 38% |

| | Taux brut de scolarisation | 1998 / 1999 - réalisé | 1999 / 2000 - réalisé | 2000 / 2001 - réalisé | 2001 / 2002 objectif | 2001 / 2002- réalisé | 2002 / 03 - objectif | 2003 / 04 - objectif |
|-----------|---------------------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| C4 | Global | 40.5% | 41.3% | 42.7% | 45% | 43,4% | 48% | 52% |
| C5 | Filles | 30.2% | 31.1% | 36.2% | 38% | 37,2% | 38% | 46% |
| C6 | 20 régions les provinces défavorisées | 24.7% | 26.7% | 27.8 % | 30% | 28,5% | 33% | 39% |

| | | 2000 / 2001 - objectif | 2000 / 2001 - réalisé | 2001 / 2002 objectif | 2001 / 2002- réalisé | 2002 / 03 - objectif | 2003 / 04 - objectif |
|-----------|---|--|-----------------------|--------------------------------------|----------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|
| C7 | Evolution du coût de la scolarité | Mise en place de la méthodologie et enquête réalisée | | Enquête réalisée; Analyse et progrès | Evolution favorable | Enquête réalisée; Analyse et progrès | Enquête réalisée; Analyse et progrès |
| C8 | Evolution des dotations allouées aux structures déconcentrées et périphériques du Ministère de l'Education, en particulier aux écoles | Mise en place de la méthodologie et enquête réalisée | | Enquête réalisée et analyse | Evolution favorable | Enquête réalisée; Analyse et progrès | Enquête réalisée; Analyse et progrès |

Définition des indicateurs de suivi du CSLP utilisés dans le cadre des tranches variables 2002, 2003 et 2004 du programme communautaire ABRP 2002-2004

Ce document présente les indicateurs de suivi de la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), que le Gouvernement a prévu de suivre dans le cadre des évaluations annuelles du CSLP et qui ont été retenus dans le cadre de l'évaluation des tranches variables de l'appui budgétaire 2002-2004 de la Commission européenne. Outre les objectifs pour les années 2001, 2002 et 2003, ce document présente succinctement pour chaque indicateur, sa définition, son mode de calcul et d'appréciation, ainsi que les sources utilisées. Ce document est basé sur le rapport de la mise en œuvre du CSLP pour l'année 2001, discuté lors de la revue annuelle réalisée les 11 et 12 juillet 2002 et validé par le Conseil des Ministres en sa séance du 18 septembre 2002.

A - INDICATEURS D'EFFICACITE BUDGETAIRE

A1. Prix unitaires des commandes publiques: Ecart moyen de prix unitaire par rapport aux standards du marché

▪ **Définition**

$$\text{Calcul de l'écart relatif de prix unitaire moyen} = \frac{[(\text{prix unitaire moyen facturé à l'Etat y.c. TVA}) - (\text{prix unitaire moyen de marché y.c. TVA})]}{(\text{prix unitaire moyen de marché y.c. TVA})}$$

- **Source :** Il est proposé d'actualiser annuellement l'enquête réalisée en 2001 par l'INSD en collaboration avec la Direction Centrale du Contrôle Financier (DCCF) sur le sujet, selon la même méthodologie, en utilisant un échantillon de dépenses de fonctionnement de différents ministères (titre III) du budget de l'année en cours, dont les prix unitaires seront comparés aux prix unitaires dans le secteur privé.

▪ **Mode d'évaluation**

Sur la base de l'enquête réalisée auprès des services publics et auprès des opérateurs économiques pour déterminer les écarts de prix pratiqués dans le privé et pour les marchés publics, l'indicateur sera évalué (i) sur la base de la situation globale et des évolutions enregistrées depuis la précédente enquête, (ii) des analyses produites par les structures concernées, des conclusions tirées de ces dernières et (iii) des mesures envisagées.

A2 - Sondage d'opinion auprès des opérateurs économiques sur les marchés de l'Etat

▪ **Indicateur**

Appréciation globale des opérateurs économiques sur les marchés publics.

- **Source et Méthodologie** Il est proposé d'actualiser l'enquête réalisée en 2001 par l'INSD en collaboration notamment avec la Direction Centrale des Marchés Publics sur le sujet, selon la même méthodologie, en utilisant un échantillon de marchés passés et exécutés en 2001. Ce sondage sera désormais administré annuellement, néanmoins il ne sera utilisé que pour la tranche variable 2002.

▪ **Mode d'évaluation**

L'indicateur sera évalué (i) sur la base de la situation globale et des évolutions enregistrées depuis la précédente enquête, (ii) des analyses produites par les structures concernées, des conclusions tirées de ces dernières et (iii) des mesures envisagées.

La démarche d'aller au contact des entreprises pour recueillir leur avis sur la qualité du système des marchés publics est une démarche faisant partie du processus participatif.

Cette étude n'est qu'un sondage et ne peut être utilisé que comme tel. On devrait s'attendre à une évolution favorable de l'appréciation portée par les opérateurs.

A3. Taux d'exécution du budget

▪ **Définition et éléments à produire**

L'exécution budgétaire 2002 (2003) est calculée en rapportant les liquidations effectuées au 28/02/2003 (28/02/2004) par la DCCF pour les titres II, III, IV, VI (hors dette, hors financement extérieur, hors exonération, hors PPTE) des différentes sections du budget sur les dotations votées dans la loi de finances 2002 (2003) (y compris les lois de finances rectificatives). L'analyse se fera globalement et par titre, aux différents stades de la chaîne de la dépense. Par ailleurs, elle sera complétée par une situation de l'exécution des ressources PPTE pour 2002 (2003), et dans la mesure du possible de l'exécution des financements extérieurs.

- **Sources** Circuit Informatisé de la Dépense, Comptabilité Intégrée de l'Etat, Sigaspe

A4. Taux d'exécution du budget du Ministère de la Santé

▪ **Définition et éléments à produire**

- **Année 2001 (tranche 2002) :** L'exécution budgétaire 2001 est calculée en rapportant les engagements visés au 28/02/2002 par la DCCF pour les titres II, III, IV, VI (hors financement extérieur et PPTE) de la section 21 du budget 2001 sur les dotations votées (y compris la loi de finances rectificative) en faveur des titres de cette section. L'analyse se fera globalement et par titre, aux différents stades de la chaîne de la dépense. Par ailleurs, elle sera complétée par une situation de l'exécution des ressources PPTE pour 2001, et dans la mesure du possible de l'exécution des financements extérieurs.

- Années 2002 et 2003 (tranches 2003 et 2004): L'exécution budgétaire 2002 (2003) sera calculée en rapportant les liquidations effectuées au 28/02/2003 (28/02/2004) pour les titres II, III, IV, VI (hors financement extérieur et hors PPTE) de la section 21 du budget 2002 (2003) sur les dotations votées dans la loi de finances 2002 (2003) (y compris la loi de finances rectificative) en faveur des titres de cette section. L'analyse se fera globalement et par titre, aux différents stades de la chaîne de la dépense. Elle sera complétée par une situation de l'exécution des ressources PPTE pour 2002 (2003), et dans la mesure du possible de l'exécution des financements extérieurs.

- **Sources** Circuit Informatisé de la Dépense, Comptabilité Intégrée de l'Etat, Sigaspe

A5. Taux d'exécution du budget du Ministère de l'Education de Base

- **Mode de calcul et éléments à produire**

- Année 2001 (tranche 2002): L'exécution budgétaire 2001 est calculée en rapportant les engagements visés au 28/02/2002 par la DCCF pour les titres II, III, IV, VI (hors financement extérieur et PPTE) de la section 23 du budget 2001 sur les dotations votées (y compris la loi de finances rectificative) en faveur des titres de cette section. L'analyse se fera globalement et par titre, aux différents stades de la chaîne de la dépense. Par ailleurs, elle sera complétée par une situation de l'exécution des ressources PPTE pour 2001, et dans la mesure du possible de l'exécution des financements extérieurs.

- Années 2002 et 2003 (tranches 2003 et 2004): L'exécution budgétaire 2002 (2003) sera calculée en rapportant les liquidations effectuées au 28/02/2003 (28/02/2004) pour les titres II, III, IV, VI (hors financement extérieur et PPTE) de la section 23 du budget 2002 (2003) sur les dotations votées dans la loi de finances 2002 (2003) (y compris la loi de finances rectificative) en faveur des titres de cette section. L'analyse se fera globalement et par titre, aux différents stades de la chaîne de la dépense. Elle sera complétée par une situation de l'exécution des ressources PPTE pour 2002 (2003), et dans la mesure du possible de l'exécution des financements extérieurs.

- **Sources** Circuit Informatisé de la Dépense, Comptabilité Intégrée de l'Etat, Sigaspe

A6. Délais de paiement

- **Mode d'appréciation et éléments à produire**

- Année 2002 (tranche 2003): En l'absence de définition précise, l'objectif est de déterminer une situation de référence pour cet indicateur. Il s'agira de fournir une définition, la base de calcul, ainsi que les sources à utiliser, mais aussi un objectif crédible dans le cadre du suivi de cet indicateur pour les années à venir.

- Année 2003 (tranche 2004): L'objectif sera fixé sur la base des travaux réalisés en 2002/03.

B - INDICATEURS DANS LE DOMAINE SANTE

B.1 Taux de couverture vaccinale par antigène en % (enfant de 0 à 1 an)

- **Définition**: Le taux de couverture vaccinale par antigène consiste à rapporter pour un vaccin donné, le nombre d'enfants du groupe d'âge considéré ayant reçu le vaccin, à l'effectif total du même groupe d'âge.

- **Mode de suivi et Information**

Cet indicateur fait partie des indicateurs retenus dans le cadre du plan triennal de mise en œuvre du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2001 – 2003 dans le volet « Renforcer la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles » avec pour objectif de « réduire l'incidence et la prévalence des maladies d'intérêt en santé publique ».

Cet indicateur fait l'objet d'un suivi mensuel dans le cadre du Programme Elargi de Vaccination (PEV) au Ministère de la Santé.

- **Source** M.SANTE/PEV

B.2 Fréquentation des formations sanitaires de premier niveau

- **Définition du taux de fréquentation**

Nombre de nouveaux contacts par personne et par an dans les structures de premier niveau

0.24 signifie 24 nouveaux contacts pour 100 personnes par an.

- **Mode de suivi et Information**

Cet indicateur fait partie des indicateurs retenus dans le cadre du plan triennal de mise en œuvre du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2001 – 2003 dans le volet « Améliorer la Qualité des services de Santé » avec pour objectif de « développer une stratégie nationale d'assurance qualité des services ».

- **Source** Les données sont fournies par le MS / Système National d'Information Sanitaire (SNIS) et intégrées dans son rapport annuel. M.SANTE/DEP – Annuaire statistique

B.3 Accessibilité des Médicaments essentiels :

- **Définition**

Dans le cadre du plan triennal de mise en œuvre du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2001 – 2003 dans le volet « Améliorer la Qualité des services de Santé » avec pour objectif d'« améliorer la disponibilité des médicaments essentiels de qualité et leur accessibilité », il a été retenu de suivre l'indicateur « Pourcentage des districts n'ayant pas connu de rupture de stock pour les dix (10) molécules les plus utilisées ». A défaut de pouvoir renseigner cet indicateur pour l'année 2001, le suivi s'effectue au niveau de la CAMEG.

On recense le nombre de ruptures pour un panier de 45 produits sensibles pendant plus d'une semaine dans le mois au niveau du dépôt central de la CAMEG. Un produit est déclaré en rupture, s'il n'est pas disponible pendant une semaine dans le mois. Un

produit en rupture pendant une semaine fait varier l'indicateur de 2.22% sur un mois et de 0.19% sur une année. Un taux de 5 % signifierait que 26 produits ont été indisponibles plus d'une semaine sur un mois au niveau de la CAMEG.

▪ **Eléments à produire et base d'appréciation**

- **Année 2001 (tranche 2002)** : Les éléments à produire se limiteront au résultat pour l'indicateur « *taux de rupture au niveau de la CAMEG* ».

- **Année 2002 (tranche 2003)** : Outre la production des données du taux de rupture au niveau de la CAMEG, l'objectif est de déterminer une situation de référence pour l'indicateur « *Pourcentage des districts n'ayant pas connu de rupture de stock pour les dix (10) molécules les plus utilisées* ». Il s'agira de fournir une définition précise, la base de calcul, ainsi que les sources à utiliser, mais aussi un objectif crédible dans le cadre du suivi de cet indicateur pour les années à venir.

- **Année 2003 (tranche 2004)** : Les données à produire concernent les deux indicateurs :

○ « *Taux de rupture au niveau de la CAMEG* »

○ « *Pourcentage des districts n'ayant pas connu de rupture de stock pour les dix (10) molécules les plus utilisées* » (dont l'objectif sera fixé sur la base des travaux menés en 2003)

▪ **Sources des données**

- *Taux de rupture au niveau de la CAMEG* : Les données proviennent de la CAMEG et vérifiées par audit.

- « *Pourcentage des districts n'ayant pas connu de rupture de stock pour les dix (10) molécules les plus utilisées* » : Les sources des données seront identifiées au cours de l'année 2002/03. A priori, les données seront produites par le MS/SNIS et disponibles dans l'annuaire statistique annuel.

B.4 Pourcentage des CSPS remplissant les normes en matière de personnel

▪ **Définition**

Dans le cadre du plan triennal de mise en œuvre du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2001 – 2003 dans le volet « Développer les ressources humaines en santé » avec pour objectif de « satisfaire les besoins du système de santé en ressources humaines selon les normes », il a été retenu de suivre les indicateurs « Pourcentage des CSPS, CMA, CHR remplissant les normes en personnel ». Au niveau des Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS), la norme en personnel est la suivante : (i) un infirmier d'Etat ou breveté (IE), (ii) une accoucheuse auxiliaire (AA), et (iii) un agent itinérant de santé (AIS) ou un manœuvre.

L'indicateur est calculé en rapportant le nombre de CSPS respectant la norme sur le nombre de CSPS.

▪ **Sources** : M.SANTE/DEP/DRH – Annuaire statistique ou enquête

B.5 Evolution du Coût des actes médicaux

▪ **Eléments à déterminer et analyse à produire**

« Améliorer l'accessibilité financière des populations aux services de santé » avec pour objectif la « Réduction des coûts des prestations sanitaires et du coût des médicaments » constitue un volet clef du plan triennal de mise en œuvre du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2001 – 2003.

Le CSLP définit clairement des axes de mise en œuvre (p.51) :

(i) Réduction des coûts des actes préventifs (vaccin, suivi d'une grossesse),

(ii) Réduction du coût des accouchements,

(iii) Réduction des ordonnances avant acte; Rationalisation des coûts d'accès aux soins (moindre hétérogénéité des coûts et modularité enfant/adulte).

Le but est de voir si, d'une part certaines orientations définies dans le CSLP 2000-2003 et dans le plan triennal du PNDS, et d'autre part les décisions prises chaque année sont suivies des faits et, appliquées sur le terrain.

▪ **Source** Cet indicateur sera apprécié sur la base de l'actualisation des enquêtes INSD auprès des services déconcentrés de la Santé, réalisées annuellement depuis 2000.

▪ **Mode d'appréciation**

L'indicateur sera évalué sur la base (i) de la situation globale et des évolutions enregistrées par rapport à l'enquête précédente, (ii) des analyses produites par les structures concernées, des conclusions tirées de ces dernières et (iii) des mesures envisagées.

B.6 Evolution des dotations allouées aux structures déconcentrées et périphériques du Ministère de la Santé, en particulier aux Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS)

▪ **Eléments à déterminer et analyse à produire**

L'objectif est de suivre les dotations qui reviennent aux structures déconcentrées et périphériques (Direction Régionale, District, CMA, CSPS) et d'estimer les dotations moyennes revenant aux CSPS par voie d'enquête, en actualisant celle effectuée annuellement.

Les résultats seront analysés en terme relatif et en tenant compte de la répartition du budget du Ministère de la Santé entre le niveau central et le niveau déconcentré pour les différents types de dépenses : personnel, matériel, transferts et investissement [titres II, III (dont les crédits délégués), IV et VI].

▪ **Source**

- Enquête « Santé » réalisée par l'INSD en collaboration avec le MEBA/DEP et DAF(même enquête que pour l'indicateur B.5)

- Données budgétaires issues du Circuit informatisé de la dépense et du Sigaspe

▪ **Mode d'appréciation**

L'indicateur sera évalué sur la base (i) de la situation globale et des évolutions enregistrées par rapport aux résultats de l'enquête précédente, (ii) des analyses produites par les structures concernées, des conclusions tirées de ces dernières et (iii) des mesures envisagées.

C - INDICATEURS DANS LE SECTEUR DE L'ÉDUCATION DE BASE

C.1 Taux d'inscription au CP1 ou taux brut d'admission (public + privé) :

▪ **Définition**

Le taux brut d'inscription en CP1 est égal au nombre de nouveaux inscrits en CP1 divisé par la population d'âge légal d'admission (7 ans).

- **Source** DEP/MEBA - annuaires statistiques

C.2 Taux d'inscription au CP1 ou taux brut d'admission (public + privé) des filles

Voir indicateur C.1.

C.3 Taux d'inscription au CP1 ou taux brut d'admission (public + privé) dans les 20 provinces les plus défavorisées

Voir indicateur C.1.

La liste des 20 provinces les plus défavorisées (en matière d'éducation) reste identique à celle utilisée en 2001.

C.4 Taux brut de scolarisation

▪ **Définition**

Le taux brut de scolarisation est le nombre d'élèves scolarisés dans l'enseignement primaire (public et privé) rapporté à la population scolarisable (7 à 12 ans), exprimé en pourcentage.

- **Source** DEP/MEBA - annuaires statistiques

C.5 Taux brut de scolarisation des Filles

Voir indicateur C.4.

C.6 Taux brut de scolarisation dans les 20 provinces les plus défavorisées

Voir indicateur C.4 La liste des 20 provinces les plus défavorisées (en matière d'éducation) reste identique à celle utilisée en 2001.

C.7 Evolution des Coûts de scolarité

▪ **Éléments à déterminer et analyse à produire**

L'objectif est de suivre l'évolution du coût de la scolarité supporté par les ménages en cohérence avec le CSLP et le PDDEB et de suivre si les avancées dans la mise en œuvre de certaines orientations définies dans le CSLP et le PDDEB et de certaines décisions prises chaque année, sont suivies des faits. Le coût de la scolarité comprend, notamment l'achat du paquet minimum et les différentes cotisations.

- **Source** Cet indicateur sera apprécié sur la base de l'actualisation des enquêtes INSD auprès des services déconcentrés de MEBA réalisée annuellement depuis 2000.

▪ **Mode d'appréciation**

L'indicateur sera évalué sur la base (i) de la situation globale et des évolutions enregistrées par rapport aux résultats de l'enquête précédente, (ii) des analyses produites par les structures concernées, des conclusions tirées de ces dernières et (iii) des mesures envisagées.

C.8 Evolution des dotations allouées aux structures déconcentrées et périphériques du Ministère de l'Éducation, en particulier aux écoles

▪ **Éléments à déterminer et analyse à produire**

L'objectif est de suivre les dotations qui reviennent aux structures déconcentrées et périphériques (DREBA, DPEBA) et d'estimer les dotations moyennes revenant aux écoles par voie d'enquête, en actualisant celle effectuée chaque année.

Les résultats seront analysés en terme relatif et en tenant compte de la répartition du budget du Ministère de l'Éducation de base entre le niveau central et le niveau déconcentré pour les différents types de dépenses : personnel, matériel, transferts et investissement [titres II, III (dont les crédits délégués), IV et VI].

▪ **Source avec le MEBA/DEP et DAF**

- Enquête « Education » réalisée par l'INSD en collaboration (même enquête que pour l'indicateur C.7)
- Données budgétaires issues du Circuit informatisé de la dépense et du Sigaspe

▪ **Mode d'appréciation**

L'indicateur sera évalué sur la base (i) de la situation globale et des évolutions enregistrées par rapport aux résultats de l'enquête précédente, (ii) des analyses produites par les structures concernées, des conclusions tirées de ces dernières et (iii) des mesures envisagées

ANNEXE 1B-1 - Cadre d'intervention du secteur « Transport – Infrastructures routières »

| | Logique d'intervention | Indicateurs de suivi | Sources de vérification | Hypothèses |
|--|---|---|--|---|
| Objectifs sectoriels nationaux à long terme | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Augmentation des échanges commerciaux nationaux et internationaux sur des bases de développement socio-économiques durables ✓ Amélioration des conditions de désenclavement local, national et sous-régional ✓ Amélioration de l'état du réseau routier | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Volumes de trafics interurbains et de trafics internationaux ✓ Coûts unitaires <ul style="list-style-type: none"> - Hors fret - fret ✓ Temps de transport. ✓ Pourcentage du réseau routier prioritaire en bon état ✓ Respect de la charge à l'essieu ✓ Dotation et exécution des lignes budgétaires concernant l'entretien courant et périodique (en FCFA et en Km) ✓ Recette de péage (en FCFA) ✓ Investissements réalisés dans le cadre du Programme sectoriel transport (en FCFA et en Km) | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Comptages et enquêtes de trafic réalisées par la Direction générale des Routes ✓ IHPC produit par INSD ✓ CBC ✓ Rapport de la DGR (à préciser) ✓ Rapport de la DGR (à préciser) ✓ Rapport de la DGR (à préciser) ✓ - Loi de finances et situation budgétaire (CID) (DAF/ MIHU – DGB/MFB) - Audit ✓ Loi de finances et situation budgétaire / TOFE - (DGTCP/MFB) ✓ Rapports d'avancement du Programme Sectoriel Transports 2, | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Situation de stabilité politique et sociale maintenue (au Burkina Faso et dans les pays côtiers limitrophes). ✓ Croissance économique maintenue. ✓ Finalisation du schéma de mise en oeuvre du PST 2 agréé par le Gouvernement et les bailleurs. ✓ Maintien du flux d'aide au développement. ✓ Les efforts financiers pour la réhabilitation des pistes rurales sont coordonnés avec les efforts en ressources humaines et financières nécessaires pour mener à bien le PST et notamment l'entretien du réseau classé. ✓ Fluidité accrue du trafic |
| Objectif d'Intervention | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Contribution à la mise en oeuvre de la politique sectorielle des transports (secteur routier) via les volets prioritaires du PST 2. | Indicateurs identiques pour les tronçons concernant les routes financées sur fonds communautaires | Source identique. | Hypothèse identique |

ANNEXE 1B-2 – Indicateurs concernant le secteur « Transport – Infrastructures routières »

| | | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 objectifs | 2003 réalisés | 2004 objectifs | |
|---|----------------------------------|--|------|------|--------------------------------|---|----------------|--------------------------------------|
| Indicateurs d'observation du secteur | | | | | | | | |
| 1 | Trafic interurbain | Routes Nationales | 241 | 257 | 275 | | | |
| | | Routes Bitumées | 519 | 559 | 603 | | | |
| | | Routes en Terre | 63 | 68 | 73 | | | |
| | | Routes financées sur fonds communautaires | | | | Détermination des données de base | | |
| 2 | Trafic international | Général | 113 | 136 | 135 | | | |
| | | Routes Bitumées | 181 | 208 | 222 | | | |
| | | Routes en Terre | 36 | 53 | 49 | | | |
| | | Routes financées sur fonds communautaires | | | | Détermination des données de base | | |
| 3 | Temps de transport | Réseau de Référence | | | | Détermination de la méthode et du réseau de référence | | Détermination situation de référence |
| | | Routes financées sur fonds communautaires | | | | Détermination de la méthode et du réseau de référence | | Détermination situation de référence |
| 4 | Coût du transport | indice du coût de transport hors fret | | | | | | |
| | | coût du fret routier | | | | | | |
| | | Routes financées sur fonds communautaires | | | | | | |
| Indicateurs de suivi sectoriel | | | | | | | | |
| 5 | Etat du réseau routier principal | Bon Etat | 32% | 32% | 58% | | | |
| | | Moyen | 23% | 23% | 13% | | | |
| | | Mauvais Etat | 35% | 34% | 13% | | | |
| | | En travaux | 9% | 11% | 17% | | | |
| 6 | Suivi des campagnes de pesage | 10 points de pesage sur routes principales | | | Première campagne de référence | Détermination des premières évolutions | | Fixations d'objectifs annuels |
| | | Routes financées sur fonds communautaires | | | Première campagne de référence | Détermination des premières évolutions | | Fixations d'objectifs annuels |

| | | | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 objectifs | 2003 réalisés | 2004 objectifs |
|---|---|---|----------------|----------------|----------------|----------------|---------------|----------------|
| Indicateurs de suivi sectoriel (suite) | | | | | | | | |
| 7 | Ressources Nationales consacrées à l'entretien routier | Dotation budgétaire pour l'entretien routier | 5 000 000 000 | 5 000 000 000 | 6 250 000 000 | 7 000 000 000 | | 7 750 000 000 |
| | | Consommation budgétaire pour l'entretien routier | 4 579 751 566 | 4 486 818 304 | 4 783 008 349 | | | |
| | | Kilométrage entretenu | 9 687 | 10 076 | 10 752 | | | |
| 8 | Prise en charge de l'entretien par les usagers (Recettes des péages) | Loi de Finances (en FCFA) | 2 450 000 000 | 2 800 000 000 | 3 000 000 000 | 3 600 000 000 | | 4 000 000 000 |
| | | Réalisation (en FCFA) | 1 639 545 000 | 1 724 486 000 | 2 171 919 000 | | | |
| | | Taux de réalisation (en FCFA) | 66,90% | 61,60% | 72,40% | | | |
| 9 | Investissements dans le PST | Montant en F CFA | | | | | | |
| | | Réalisation en Km | | | | | | |
| 10 | Investissements effectués sur financement communautaire | Montant engagé en F CFA | 20 045 002 948 | 21 059 525 067 | 11 855 184 328 | | | |
| | | Montant payé en F CFA | 1 721 682 466 | 10 123 493 926 | 21 634 552 061 | | | |
| | | Réalisation en Km | | | | | | |

Définitions et commentaires sur les indicateurs relatifs au secteur « Infrastructures routières »

I. Indicateurs d'observation du secteur

Les indicateurs dits d'observation du secteur sont des indicateurs qui mesurent l'état du secteur des infrastructures routières et des transports, sans que pour autant l'Etat ne puisse influencer d'une manière déterminante sur leur évolution

1. Volume de trafic interurbain

Cet indicateur est obtenu par les campagnes de comptages réalisées par la Direction Générale des Routes (DGR) avec une fréquence biannuelle.

Ces campagnes de comptages font ressortir les Trafic Moyens Journaliers Annuels (TMJA).

Les comptages sont effectués selon la même méthode depuis plusieurs années et une tendance peut être dégagée afin de fixer les objectifs pluriannuels.

Les comptages peuvent être ventilés selon la nature et/ou la classification des différentes routes (Nationales, Bitumées, en terre)

2. Volume de trafic international

Cet indicateur est obtenu par les campagnes de comptages réalisées par la Direction Générale des Routes (DGR) avec une fréquence biannuelle. Un traitement spécifique de l'information globale, pour une focalisation sur les points de comptage frontaliers permet d'avoir une représentation réaliste et fiable du trafic international, ainsi que son évolution..

Ces campagnes de comptages font ressortir les Trafic Moyens Journaliers Annuels (TMJA).

Les comptages sont effectués depuis 2002 et une tendance peut être dégagée afin de fixer les objectifs pluriannuels dès le rapport annuel 2003 (tout en prenant en considération la particularité de la situation actuelle avec la crise ivoirienne).

3. Temps de transport sur les routes principales

La Direction Générale des Routes est actuellement en cours de définition de la méthode source qui va être utilisée pour permettre le suivi des performances des réseaux routiers.

La méthodologie telle que définie pour le moment est présentée en annexe n°1 du présent document, ainsi que le réseau de référence.

Ce réseau de référence représente 2500 km de routes (liste en annexe) et est tout à fait représentatif des routes principales.

Les situations de référence, selon le chronogramme de travail en annexe, seront disponibles à la fin du premier trimestre 2004.

4. Coûts du transport

Cet indicateur pourra se décomposer en un indicateur relatif au coût du transport (hors fret routier) et en un indicateur de coût du fret routier.

Le premier de ces deux indicateurs est disponible mensuellement (INSD) et est produit mensuellement sur la base de l'indice des prix harmonisé des transports (prix du transport interurbain, taxi, ...).

Le second de ces deux indicateurs devrait pouvoir l'être (CBC) facilement.

La détermination des indices et des situations de référence sera effectuée pour l'année 2003.

II. Indicateurs de suivi sectoriel

Les indicateurs de suivi sectoriel sont ceux sur lesquels l'Etat, par l'adaptation de ses politiques sectorielles peut avoir une influence et permettre leur évolution favorable.

5. Etat du réseau routier principal

Une analyse est disponible pour près de 2500 km de routes bitumées, classifiant l'état des routes en trois volets : bon, moyen, mauvais et un état intermédiaire (en travaux).

La liste est jointe en annexe et détaille des états successifs des routes entre 2000 et 2002.

6. Suivi des campagnes de pesage – charges à l'essieu constatées

Depuis 2002, la Direction Générale des Routes étudie avec précision, par campagnes complètes, les charges supportées par les routes.

Ces études, même si elles n'ont pas encore un caractère systématique (elles ont une fréquence annuelle) donnent une idée précise de la surcharge constatée sur le réseau du Burkina Faso et pourront servir de base à des objectifs pluriannuels après la réalisation de l'étude d'impact multisectoriel sur le contrôle de la charge à l'essieu.

De plus, dans la mesure où ces campagnes sont relativement récente, un changement de méthode est encore à envisager (savoir si les pesages concernent les poids lourds qui paraissent en surcharge qui sont pesés, savoir si l'on pèse statistiquement un poids sur X qui passent le point de contrôle)

7. Ressources nationales consacrées à l'entretien routier courant

La rubrique budgétaire consacrée à l'entretien routier courant témoigne de la forte préoccupation de l'Etat pour ce thème. Une étude détaillée non seulement des dotations budgétaires, mais aussi de leur consommation (en excluant les fonds destinés au fonctionnement de la DGR et du coût de la maîtrise d'ouvrage assuré par celle-ci sur les entretiens et les nouveaux projets, qui sont prélevés sur cette ligne budgétaire) permettront d'avoir une vision globale et réelle des fonds mis à disposition du Ministère chargé des Routes pour leur entretien.

De plus, une décomposition entre Routes en Terre et Routes Bitumées est disponibles, ainsi que les kilométrages entretenus.

En l'état actuel, l'entretien routier périodique ne fait pas l'objet de dotations budgétaires.

Le suivi des consommations budgétaires se fera sur la base des contrats d'entretien signés par la DGR, pour un suivi plus rapproché et détaillé de ces consommations budgétaires.

8. Prise en charge de l'entretien périodique par les usagers

Les données concernant les ressources tirées des péages routiers sont disponibles trimestriellement et peuvent faire l'objet d'une analyse détaillée.

Ces données sont disponibles pour les dernières années auprès du Trésor Public. (Source TOFE : Ministère chargé des Finances, Nomenclature : Titre II, section 14, Service 112, Paragraphe 3)

Ces données doivent toutefois être nuancées par le fait que la comptabilité publique applique l'unicité de caisse, ce qui ne permet pas l'affectation de ressources particulières à des dépenses précises.

9. Investissements réalisés sur le Programme Sectoriel des Transports

Ces données sont disponibles pour les dernières années en terme de consommation budgétaire.

Elles le seront dès 2003 à la fois en terme de consommation budgétaire, mais aussi en terme d'exécution physique des investissements.

10. Investissements réalisés sur les appuis communautaires

Ces données sont disponibles pour les dernières années en terme de consommation budgétaire.

Elles le seront dès 2003 à la fois en terme de consommation budgétaire, mais aussi en terme d'exécution physique des investissements.

Les indicateurs 1 à 4 et 6 peuvent être affinés pour mesurer les différents impacts sur les routes financées sur fonds communautaires.

Par mesure de suivi pluriannuels et d'objectivité des données, les financements communautaires sont compris comme étant ceux qui ont été exécutés depuis l'année 2000.

Les projets pris en compte sont donc à la fois le Programme 9°FED, mais aussi l'ensemble des interventions sur le 8°FED, afin de pouvoir disposer de séries statistiques de moyen terme, permettant une analyse objective et fiable.

ANNEXE 1C-1 - Cadre d'intervention du secteur « Sécurité Alimentaire »

| | Indicateurs de suivi | Source de vérification | Hypothèses principales |
|--|--|--|--|
| <p>Objectif sectoriel national à long terme :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcer la prévention et la gestion des crises alimentaires conjoncturelles 2. Augmenter durablement le niveau de la production alimentaire nationale et sa valeur ajoutée 3. Améliorer la capacité du marché à permettre l'accès des populations aux produits alimentaires 4. Accroître la capacité économique des populations pauvres de la zone la plus à risque agro-climatique à se procurer des produits alimentaires 5. Réduire la malnutrition des populations, particulièrement des groupes vulnérables 6. Accroître l'impact des politiques sectorielles contribuant à la réduction de l'insécurité alimentaire | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Malnutrition : émaciation ; insuffisance pondérale ; retard de croissance ✓ Moyenne de la production alimentaire/producteur/jour : kcal / personne rurale / jour et protéines/personnes rurale / jour ✓ Valorisation des productions agricoles / producteur / jour (culture vivrière, culture de rente ; production végétale) ✓ Disponible alimentaire global / habitant | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Annuaire statistique du Ministère de la Santé et Enquête triennale Démographie et Santé ✓ Ministère de l'Agriculture (à préciser) ✓ Production : DGPSA ✓ Prix : SIM & Sonagess ✓ Production : DGPSA ✓ Population : INSD | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Stabilité économique et politique des principaux pays de la sous-région ✓ Mise en œuvre du CSLP traduisant la priorité des politiques en faveur de la lutte contre la pauvreté ✓ Situation de référence pour l'ensemble des indicateurs de la stratégie de sécurité alimentaire disponible |
| <p>Objectifs de l'intervention :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcer la prévention et la gestion des crises alimentaires, 2. Faciliter l'accès des populations aux produits alimentaires, 3. Accroître l'impact des politiques sectorielles contribuant à la réduction de l'insécurité alimentaire | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Stock National de sécurité : stock physique et stock financier ✓ Dynamique du dispositif de gestion de la sécurité alimentaire : Nombre de réunion du Comité Paritaire de Gestion et situation des décisions prises engagées et abouties ✓ Réforme institutionnelle du dispositif concernant la stratégie de sécurité alimentaire, le plan d'action SISA et la révision de l'accord cadre Etat-Partenaire. | <ul style="list-style-type: none"> ✓ SONAGESS et SP/CPC-SA ✓ Compte-rendu CPG ✓ Compte-rendu CPG, conseil des Ministres, décrets.... | <ul style="list-style-type: none"> ✓ Absence d'aléas climatiques majeurs ✓ Mise en œuvre de la stratégie dans les délais prévus |

ANNEXE 1C-2 – Indicateurs concernant le secteur « sécurité alimentaire »

Suivi des indicateurs : Sécurité Alimentaire

| | | | | | | | | |
|------------|---|---------------|----------------|-----------------|----------------|-----------------|------------------|-------------------------------------|
| 1 | Malnutrition | 2000 -réalisé | 2001 - réalisé | 2002 - objectif | 2002 - réalisé | 2003 - objectif | 2003 - réalisé | 2004 - objectif |
| 1 a | Poids enfants (<5ans) /taille, émaciation | 13%(1999) | | | | A déterminer | 19% | A déterminer |
| 1 b | Poids enf. (<5ans) /âge, insuffisance pondérale | 34% (1999) | | | | A déterminer | 42,2% | A déterminer |
| 1 c | Taille enfants (<5ans) /âge, retard de croissance | 37% (1999) | | | | A déterminer | 44,5% | A déterminer |
| 2 | Moyenne de la production alimentaire/producteur/jour | 2000 -réalisé | 2001 - réalisé | 2002 - objectif | 2002 - réalisé | 2003 - objectif | 2003 – réalisé | 2004 - objectif |
| 2 a | Kcal/personne rurale/jour | | | 2367 | +/- 2500 | 2383 | | 2400 |
| 2 b | Protéines (g)/personne rurale /jour | | | 13 | | 14 | | 15 |
| 3 | Valorisation des productions agricoles / producteur / jour | 2000 -réalisé | 2001 - réalisé | 2002 - objectif | 2002 - réalisé | 2003 - objectif | 2003 - réalisé | 2004 - objectif |
| 3a | Valorisation des cultures vivrières/personne rurale/jour | | | | | | | Choix méthodo. et sit. de référence |
| 3b | Valorisation des cultures de rente/personne rurale/jour | | | | | | | Choix méthodo. et sit. de référence |
| 3c | Valorisation des productions végétales/personne rurale/jour | | | | | | | Choix méthodo. et sit. de référence |
| 4 | Disponible alimentaire global/habitant | 2000 -réalisé | 2001 - réalisé | 2002 - objectif | 2002 - réalisé | 2003 - objectif | 2003 - réalisé | 2004 - objectif |
| | Kg éq céréales/Hab/an | 213 | 185 | | 235 | | 272 (provisoire) | |

Suivi des indicateurs : Sécurité alimentaire et Lettre Officielle 2001, Sécurité Alimentaire

| | | | | | | | | |
|------------|---|---------------|----------------|-----------------|----------------|-----------------|----------------------------|-----------------|
| 5 | Etat d'engagement des ressources | 2000 -réalisé | 2001 - réalisé | 2002 - objectif | 2002 - réalisé | 2003 - objectif | 2003 - réalisé | 2004 - objectif |
| 5 a | Engagé (Millions d'euros) | | | | 1 | | 0,246 | 0,75 |
| 5 b | Dépensé (Millions d'euros) | | | | 1 | | En cours, non encore soldé | 80%engagé |
| 6 | Stock National de Sécurité (SNS) | 2000 -réalisé | 2001 - réalisé | 2002 - objectif | 2002 - réalisé | 2003 - objectif | 2003 - réalisé | 2004 - objectif |
| 6 a | Stock physique (KT) | | | 35 | 13,625 | 35 | 29,882 | 35 |
| 6 b | Stock financier (Millions FCFA) | | | 5000 | 3694 | 5000 | 3720 (05/09/2003) | 5000 |
| 7 | Dynamique du dispositif national de gestion de la sécurité alimentaire | 2000 -réalisé | 2001 - réalisé | 2002 - objectif | 2002 - réalisé | 2003 - objectif | 2003 - réalisé | 2004 - objectif |
| 7 a | Nombre de CPG | | | | 8 | 6 | 7 | 6 |
| 7 b | Nombre, initiation, et niveau de réalisation des décisions | | | | 28 / 77% / 71% | | 28 / 85% / 72% | |
| 8 | Réforme institutionnelle du dispositif. | | | 2002 - objectif | 2002 - réalisé | 2003 - objectif | 2003 - réalisé | 2004 - objectif |
| 8 a | Avancement SNSA | | | 5 | 4 | 0 | 0 | 8 |
| 8 b | Avancement PA-SISA | | | 2, 4 | 0 | 4 | 3 (4 ?) | 5, 7; 8, 9, 10 |
| 8 c | Avancement accord-cadre Etat-Partenaires | | | | | 4, 5, 6 | 4,5 | 6, 7, |

Définitions et commentaires sur les indicateurs relatifs à la sécurité alimentaire

La sélection des indicateurs repris dans la thématique sécurité alimentaire s'est opérée après consultation entre la Délégation et la Direction Générale des Prévisions et des Statistiques Agricoles, et la Direction Générale de la Coopération.

Les indicateurs du tableau 1 concernent l'évolution du secteur de la sécurité alimentaire en général, alors que ceux du tableau 2 reprennent ceux qui font l'objet d'un ciblage plus particulier de la L.O.

Pour rappel, les engagements sur la LO étaient liés à la signature préalable du protocole d'exécution (mi-2002).

Toutes les données quantitatives ne sont pas disponibles. A défaut et dans l'intervalle, des appréciations qualitatives ou des valeurs approchées ont été reprises, et seront remplacées par les valeurs confirmées au fur et à mesure de la mise en place du dispositif de suivi des indicateurs.

1. Malnutrition

Les indicateurs nutritionnels figurent parmi les plus importants témoins d'appréciation de l'évolution (courte ou longue selon les indicateurs choisis : poids/taille, poids/âge) de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la pauvreté. Il s'agit d'indicateurs intégratifs des résultantes des déterminants de la sécurité alimentaire (revenu, santé, disponible alimentaire, accès à la nourriture, qualité de la nourriture, habitudes alimentaires, etc.).

Les normes nutritionnelles et les dépenses des ménages constituent la base à partir de laquelle les calculs des indices de pauvreté sont déclinés.

Les informations sont disponibles dans les annuaires statistiques du Ministère de la Santé, au niveau de désagrégation des régions et districts sanitaires, mais ne sont pas agrégées au niveau national.

Les enquêtes de Démographie et de Santé, conduites tous les 3 ans, constituent une source supplémentaire de données et d'analyses qui rendent possible le croisement des informations disponibles dans ce secteur.

Remarquons que dans les indicateurs suivis par l'ONAPAD (CSLP, objectifs de développement du millénaire, ...), seules les prévalences de cécités crépusculaires et des goitres sont repris parmi les indicateurs nutritionnels. Il sera difficile d'évaluer les progrès en matière de lutte contre la faim sans recourir au suivi des mesures anthropométriques. Ces questions devront être débattues entre les instances chargées de sécurité alimentaire, de nutrition et de lutte contre la pauvreté.

Voir également résumé des données actualisées de l'ESD en annexe 1.

La SNSA s'était fixé comme objectif une réduction du retard de croissance de 46% à 23% pour les enfants de moins de 5 ans à l'horizon 2010.

2. Production alimentaire (protéino-énergétique)/producteur/jour

Ce ratio ne semble pas être disponible comme tel. Il pourrait cependant être facilement calculé à partir des statistiques agricoles (disponibles annuellement à l'échelle de la province), en additionnant les productions céréalières et non céréalières mesurées, après conversion, en kilocalories et en protéines. La moyenne mobile sur trois ans, incluant l'année en cours, servira d'indicateur. Ce procédé permet de prendre en considération l'effet des campagnes agricoles précédentes dans la tendance générale.

Cette information permet de comparer les données à des normes internationales, et de contourner la difficulté d'interprétation des déficits céréaliers pour les zones ou pour les groupes de population dont l'économie ou les habitudes alimentaires ne sont pas strictement liés à la production céréalière.

La production alimentaire/personne/jour évalue grossièrement l'« autonomie » alimentaire générée par la seule production saisonnière. Pour les besoins du suivi des indicateurs, les objectifs fixés par le CSLP ont été linéairement répartis sur l'horizon de programmation comme suit :

| | | | | | | | | | | | | | |
|------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
| Kcal | 2300 | 2317 | 2333 | 2350 | 2367 | 2383 | 2400 | 2417 | 2433 | 2450 | 2467 | 2483 | 2500 |
| Prot (Kg/han/an) | 9,3 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 |

Kcal=16,666*année-31000, protéine=0,975*année -1938,75

A titre d'exemple, un calcul simplifié pour 2002 se présenterait comme suit :

| Culture (2001/2002) hors (huile de) coton | Production brute (T) | Facteur conver. | Production nette (T) | Kcal/Kg après transformation | Kcal/pers/jour |
|--|-------------------------|--------------------|-------------------------|---------------------------------|----------------|
| Mil | 1 009 044 | 0,85 | 857 687 | 1987,5 | 497 |
| Sorgho blanc | 1 038 426 | 0,85 | 882 662 | 2587,5 | 666 |
| Sorgho rouge | 333 143 | 0,85 | 283 172 | 2587,5 | 214 |
| Maïs | 606 291 | 0,85 | 515 347 | 2576 | 387 |
| Riz | 109 868 | 0,65 | 71 414 | 2465,6 | 51 |
| Fonio | 12 320 | 0,85 | 10 472 | 2617,5 | 8 |
| Niébé | 376 225 | 0,90 | 339 355 | 3360 | 333 |
| Voandzou | 37 680 | 0,90 | 33 987 | 3690 | 37 |
| Igname | 70 669 | 0,77 | 54 698 | 925 | 15 |
| Arachide | 301 092 | 0,51 | 152 353 | 5490 | 244 |
| Sésame | 31 230 | 0,85 | 26 546 | 5580 | 43 |
| Soja | 3 814 | 0,92 | 3 509 | 3980 | 4 |
| Total | | | | | 2499 |

Population totale : 11742000 hab , population rurale estimée (80%) : 9393600 hab

Remarque : le tableau est repris ici à titre d'exemple en vue d'une première approximation grossière. Les hypothèses de travail considérées dans cet exemple proviennent de plusieurs sources et n'ont pas encore été discutées avec les départements techniques.

La SNSA retient comme résultat (R1.2.) une augmentation de la production annuelle de 5% à 10% à l'horizon 2010.

3. Valorisation des productions agricoles

Par simplification méthodologique des enquêtes qu'il faudrait conduire sur le suivi du pouvoir d'achat des ménages ruraux, les productions agricoles (disponibles par provinces, DGPSA) seront valorisées au prix moyen du marché (données disponibles au SIM-SONAGESS et à l'INSD).

La même approche sera suivie pour les cultures de rente. Dans un premier temps, il est vraisemblable que les données ne seront disponibles que pour la principale filière de rente (coton).

Les données issues de tels calculs ne sont pas immédiatement disponibles. Les mode de calculs devront s'inspirer de ceux utilisés par ailleurs (détermination des seuils de pauvreté, la composante agricole du PIB, taux d'accroissement de la production agricole en valeur -voir annexe 2, IAP agro-, etc.)

La SNSA table sur une augmentation des revenus des exploitants agricoles et des éleveurs de 3% par an.

4. Disponibles alimentaire global/habitant

Cet indicateur mentionne, en plus du disponible net issu de la production de la saison, le disponible en provenance des reports des stocks d'une année sur l'autre, et de la balance entre importation et exportations. Ces chiffres sont disponibles pour les céréales (référéncés sous le titre « consommation apparente »). Ils pourront être complétés par d'autres denrées dès lors que la méthodologie et les moyens supplémentaires permettront de faire évoluer le bilan céréalier vers un bilan alimentaire. Les diverses productions seront converties en kg équivalent céréales, sur base de leur valeur énergétique respective.

| Campagne | 1987 /88 | 1989 /90 | 1990 /91 | 1991 /92 | 1992 /93 | 1993 /94 | 1994 /95 | 1995 /96 | 1996 /97 | 1997 /98 | 1998 /99 | 1999 /2000 | 2000 /01 | 2001 /02 | 2002 /03 (*) |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|-------------------------|
| Population (milliers habitants) | 8 304 | 8 761 | 8 999 | 9 243 | 9 494 | 9 752 | 10 017 | 10 289 | 10 561 | 10 840 | 10 955 | 11 246 | 11 547 | 11 742 | 12 308 |
| Consommation apparente /habitant. | 177 | 212 | 175 | 240 | 240 | 233 | 224 | 198 | 213 | 172 | 216 | 213 | 185 | 235 | 272 |

(*) prévisions

Voir également annexe 3 : fiche ONAPAD, taux de couverture céréalier apparent.

Note sur les indicateurs de sécurité alimentaire : Le suivi d'indicateurs de sécurité alimentaire autres que ceux issus du bilan céréalier ne fait pas encore l'objet de calculs et de publications synthétiques systématiques. Le Plan d'action sur les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire en cours d'officialisation, prévoit un suivi plus rapproché de ce type d'indicateurs. La récente enquête nationale sur le cheptel et l'étude (en cours de finalisation) sur les paramètres zootechniques devraient permettre à terme de mieux intégrer les productions animales dans le suivi des indicateurs de sécurité alimentaire (cf. économie des communautés pastorales et consommations de protéines). Ces informations seront intégrées dans les indicateurs dès qu'elles seront disponibles.

5. Etat d'engagement des ressources de la LO

Ce suivi se ferait toutes rubriques confondues (hors assistance technique) au niveau des engagements et au niveau des dépenses. Les données chiffrées sont disponibles auprès de la DG Coop et de la Délégation.

6. Stock National de Sécurité (SNS)

Ce stock est prévu pour l'intervention dans des cas de crises alimentaires et est mobilisé selon de seuils d'alerte définis dans un cadre normatif (Plan National d'Organisation et de Coordination des Secours d'Urgence et de Réhabilitation). Les prélèvements s'opèrent normalement à hauteur des engagements de reconstitutions des quantités mobilisées dans les opérations d'urgence. Le dispositif actuel prévoit un SNS physique de 35 000 T et un stock financier permettant l'achat de 25 000 T complémentaires.

Les données chiffrées sont disponibles auprès de la Société Nationale de Gestion des stocks de Sécurité (SONAGESS) et du SP/CPC-SA.

7. Dynamique du dispositif national de gestion de la Sécurité alimentaire

La Commission Européenne est chef de file des bailleurs de fonds pour la sécurité alimentaire. Le Comité Paritaire de Gestions (CPG) est l'instance grâce à laquelle les questions de sécurité alimentaire sont traitées sur le plan essentiellement technique, organisationnel et financier. Il s'agit d'un espace actif de dialogue entre la partie nationale et les PTF. Une réunion du CPG tous les deux mois constitue le minimum pour le traitement adéquat des dossier (6 réunions par an). L'indicateur « nombre de décisions prises » / « nombre de décisions engagées » / « nombre de décisions abouties » constitue un indicateur composite récapitulatif. Les informations ont été compilées de 2002 à septembre 2003 (voir synthèse en annexe 4) et reprises dans le tableau de suivi.

8. Réforme institutionnelle du dispositif

La mise en œuvre de la stratégie nationale de sécurité alimentaire se concrétise par la mise en œuvre de plans d'actions sectoriels et trans-sectoriels, mais engage également le dispositif de gestion de la sécurité alimentaires dans un processus de réformes institutionnelles (composition, fonctionnement, réglementation, mode de financement, etc.).

Plusieurs de ces processus cheminent en parallèle, à des rythmes différents, et nécessitent pour la continuité du dialogue, une très forte disponibilité de l'assistance technique. Les trois processus de réforme institutionnelle majeurs concernant la LO sont : la stratégie nationale de sécurité alimentaire, le Plan d'action SISA, la révision de l'accord-cadre Etat-Partenaires.

Les codes retenus pour séquencer l'état d'avancement sont identiques pour tous les processus de réforme et repris comme suit :

| Code | Signification |
|-------------|---|
| 1 | Décision et entame de travaux préparatoire à la réforme |
| 2 | Constitution des dossiers techniques et financiers |
| 3 | Validation niveau Technique |
| 4 | Validation par le CPG |
| 5 | Validation par le Conseil des Ministres |
| 6 | Signature par les bailleurs |
| 7 | Signature des décrets d'application |
| 8 | Mise en place des organes de gestion/ de concertation |
| 9 | Table ronde des bailleurs, négociations financières |
| 10 | Mise en œuvre |
| | |
| 0 | Révision périodique des textes |

Ce mode de notation prévaut pour la phase préparatoire. La phase de mise en œuvre fera par la suite l'objet d'indicateurs distincts.

ANNEXE 2 - Chronogramme prévisionnel des principales activités de coopération dans le cadre du 9ème FED

| Secteurs et Interventions envisagés | Montants | Période : Identification | Période : Evaluation | Période de Décision de financement | Durée d'exécution envisagée |
|---|--|---|---|------------------------------------|-----------------------------|
| <u>Secteur de concentration</u> | | | | | |
| A. Appui Budgétaire pour la Réduction de la Pauvreté | | | | | |
| Deuxième Programme triennal d'appui budgétaire pour la réduction de la pauvreté 2005 - 2007 | A déterminer en fonction de la revue à mi-parcours 2004 | 1 ^{er} semestre 2004 en cohérence avec l'évaluation du programme ABRP 2002-2004 | 2 ^{ème} semestre 2004 en cohérence avec la revue du CSLP 2003 | Décembre 2004 | 2005-2007 |
| B. Transports et Infrastructures routières | | | | | |
| Programme d'appui au deuxième Programme sectoriel Transport (PST 2). | 115 Mio € | Identification terminée | 2 ^{ème} trimestre 2003 (finalisation de la proposition de financement) | 3 ^{ème} trimestre 2003 | 2004-2008 (sous réserve) |
| C. Développement rural et Sécurité alimentaire. | | | | | |
| - Programme d'appui pluriannuel à la stratégie nationale de sécurité alimentaire. | A déterminer en fonction de l'évaluation du 1 ^{er} programme - LO | 4 ^{ème} trim. 2003 et 1 ^{er} trim. 2004 en cohérence avec l'évaluation du 1 ^{er} programme | 2005 Sous réserve | 2005 Sous réserve | 2005-2007 Sous réserve |
| - Appui financement d'actions locales à travers des ONG nationales ou internationales | 4 Mio € | 1 ^{er} Trimestre 2003 | 1 ^{er} Trimestre 2003 | 1 ^{er} Trimestre 2003 | 2003-2005 |
| <u>Hors concentration</u> | | | | | |
| Appui à la société civile | 15 Mio € | 2 ^{ème} et 3 ^{ème} trimestres 2003 | 4 ^{ème} trimestre 2003 - 1 ^{er} trimestre 2004 | 1 ^{er} semestre 2004 | 2004-2007 |

ANNEXE 3 – Prévisions de décisions de financement

| FED | Intitulé du Projet/Programme | 2003 | | | | | | | | | | | | 2004 | | 2005 | 2006 | 2007 | Commentaires | |
|----------|---|------|------------|-------------|-----|-----|------|------|------|------|--------------|--------------|-----|-------------|------------|------------|------------|------------|--------------|------------------------------|
| | | JAN | FEV | MARS | AVR | MAI | JUIN | JUIL | AOUT | SEPT | OCT | NOV | DEC | 1er sem. | 2ème sem. | | | | | |
| 9 | Enveloppe A | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | - PSIC II | | 1,9 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | - Appui au PST 2 | | | | | | | | | | 115,0 | | | | | | | | | instruction en cours |
| | - Appui à la société civile | | | | | | | | | | | | | 15,0 | | | | | | étude de faisabilité mars 03 |
| | - Appuis institutionnels | | | | | | | | | | | | | | | 2,1 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | |
| | Sous-total FED 9 | | 1,9 | | | | | | | | 115,0 | | | 15,0 | 2,1 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | | |
| 8 | - AT Min. Pomotion droits humains | | | 0,12 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Sous-total FED 8 | | | 0,12 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7 | Hydraulique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Complément - 8.ACP BK.28 barrage ZIGA | | | | | | | | | | 1,0 | | | | | | | | | dépassement prévu sur AO |
| | Sous-total FED 7 | | | | | | | | | | 1,0 | | | | | | | | | |
| 6 | Hydraulique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Complément - 8.ACP BK.28 barrage ZIGA | | | | | | | | | | 0,5 | | | | | | | | | |
| | Infrastructures | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Complément - 8.ACP BK.4 Entr. routes bitumées | | | | | | | | | | 0,4 | | | | | | | | | dépassement sur rév. prix |
| | Sous-total FED 6 | | | | | | | | | | 0,9 | | | | | | | | | |
| | TOTAL | | 1,9 | 0,12 | | | | | | | 1,9 | 115,0 | | 15,0 | 2,1 | 2,0 | 2,0 | | | |

ANNEXE 3 bis – Liste des projets financés sur les lignes budgétaires de Commission européenne avec un démarrage en 2003

| Titre du projet | | maître d'ouvrage | Montant Total | Montant UE | Période d'exécution |
|---|---|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| Ligne Budgétaire: Sécurité alimentaire B7/201 | | | 5 473 011 € | 5 473 011 € | - |
| B7-201 | PROJET EN COURS DE SELECTION (APPEL 2002) | | 5 473 011 € | 5 473 011 € | |
| Ligne Budgétaire: Cofinancement ONG - B7/6000 | | | 7 270 768 € | 5 546 275 € | 2003-2010 |
| ONG-PVD/2003/ 020-155/BF | INTEGRATED INCOME GENERATION FOR COMMUNITIES IN RURAL AND PERI-URBAN BURKINA FASO | UNITED NATIONS ASSOCIATION INTERNATIONAL SERVICE | 490 836 € | 367 836 € | 2003-2008 |
| ONG-PVD/2003/ 020-161/BF | LUTTE CONTRE LA PAUVRETE PAR L'APPUI AUX OPERATRICES DE L'ALIMENTATION DE RUE (RESTAURATION DE RUE ET TRANSFORMATION DE PRODUITS LOCAUX) DANS LA VILLE DE OUAGADOUGOU, BURKINA FASO | SOLIDARITE SOCIALISTE - FONDS DE COOP. AU DEVELOPPEMENT | 380 986 € | 285 739 € | 2003-2010 |
| ONG-PVD/2003/ 020-163/BF | POUR UNE JUSTICE EN FAVEUR DES MINEURS EN CONFLIT AVEC LA LOI. PROJET DE MISE EN PLACE D'UN CENTRE D'ACCUEIL POUR MINEURS EN CONFLIT AVEC LA LOI, COMME ALTERNATIVE A LA DETENTION - BURKINA FASO | FONDAZIONE TERRE DES HOMMES ITALIA ONLUS | 864 298 € | 635 950 € | 2003-2008 |
| ONG-PVD/2003/ 021-126/TPS* | PRO-POOR PRODUCTION AND EXPORT OF FAIRTRAIDE AND ORGANIC FRUITS FROM GHANA AND BURKINA FASO | STICHTING INTERKERKELIJKE ACTIE VOOR LATIJNS AMERICA SOLIDARIDAD | 2 107 413 € | 1 500 000 € | 2003-2010 |
| ONG-PVD/2003/ 021-320/CAS* | DONATION GLOBALE 2002 | INCONTRO FRA I POPOLI | 717 233 € | 609 456 € | 2003-2006 |
| ONG-PVD/2003/ 021-321/TPS* | BLOCK GRANT 2002 | MOVIMENTO LAICI AMERICA LATINA | 779 198 € | 662 319 € | 2003-2006 |
| ONG-PVD/2003/ 027-182/TPS* | DONATION GLOBALE 2002 | CENTRE INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT ET DE RECHERCHE | 649 328 € | 485 481 € | 2003-2007 |
| ONG-PVD/2003/ 027-220/CAS * | BLOCK GRANT 2002 | KATHOLISCHE ZENTRALSTELLE FUER ENTWICKLUNGSHILFE | 1 281 476 € | 999 494 € | 2003-2008 |
| Ensemble des activités programmées avec un démarrage en 2003 | | | 12 743 779 € | 11 019 286 € | 2003-2010 |

ANNEXE 4 – Exécution financière du Programme Indicatif National 9ème FED en 2002

(En millions d'euros - source OLAS)

| N° comptable | INTITULE | au 01/01/02 | | | mouvements de l'exercice | | | au 31/12/02 | | |
|--------------------|---|-------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------|--------------------------|-----------------------|--------------------------------|--------------------------|
| | | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements |
| ENVELOPPE A | | | | | | | | | | |
| 38 | Valorisation ressources en eau de surface | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 40 | Appui budgétaire réduction lutte contre la pauvreté | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 125 000 000,00 | 122 250 000,00 | 19 500 000,00 | 125 000 000,00 | 122 250 000,00 | 19 500 000,00 |
| 45 | PSIC II | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | | | | |
| TOTAL | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 135 000 000,00 | 122 250 000,00 | 19 500 000,00 | 135 000 000,00 | 122 250 000,00 | 19 500 000,00 |

ANNEXE 5 – Exécution financière du Programme Indicatif National 8ème FED en 2002

(En millions d'euros - source OLAS)

| N° comptable | INTITULE | au 01/01/02 | | | mouvements de l'exercice | | | au 31/12/02 | | | Date de clôture |
|--------------------------|---|-----------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------|--------------------------|-----------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------|
| | | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | |
| AIDE PROGRAMMABLE | | | | | | | | | | | |
| 4 | Entretien périodique axes routiers | 44 000 000,00 | 35 138 082,00 | 16 884 157,15 | 0,00 | 7 616 283,08 | 20 636 623,11 | 44 000 000,00 | 42 754 365,08 | 37 520 780,26 | |
| 7 | Assistance technique au Ministère de l'Education de base | 375 000,00 | 279 569,50 | 253 557,14 | 0,00 | -0,01 | -529,27 | 375 000,00 | 279 569,49 | 253 027,87 | |
| 8 | Appui à la décentralisation | 310 000,00 | 245 000,00 | 205 681,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 310 000,00 | 245 000,00 | 205 681,22 | |
| 9 | AT Ministère de l'Enseignement de base | 308 334,22 | 308 334,22 | 308 334,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 308 334,22 | 308 334,22 | 308 334,22 | 18/07/2001 |
| 10 | AT au ministère de la Santé | 444 800,00 | 433 700,00 | 320 005,93 | -66 385,89 | -55 285,89 | 58 408,18 | 378 414,11 | 378 414,11 | 378 414,11 | 08/11/2002 |
| 11 | Contrat cadre services ajustement structurel | 750 000,00 | 725 000,00 | 464 416,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 750 000,00 | 725 000,00 | 464 416,93 | |
| 12 | PSIC | 1 800 000,00 | 1 776 874,85 | 886 692,40 | 0,00 | -66 619,25 | 528 439,23 | 1 800 000,00 | 1 710 255,60 | 1 415 131,63 | |
| 13 | Programme d'appui au secteur de l'éducation de base | 10 000 000,00 | 8 373 377,68 | 3 583 727,20 | 0,00 | -594 299,82 | 2 265 624,29 | 10 000 000,00 | 7 779 077,86 | 5 849 351,49 | |
| 14 | Plan d'actions organisation secteur agricole | 24 200 000,00 | 11 046 210,00 | 2 687 412,09 | 0,00 | 4 610 540,41 | 3 412 601,76 | 24 200 000,00 | 15 656 750,41 | 6 100 013,85 | |
| 16 | Etude faisabilité programme coopération décentralisée | 175 000,00 | 0,00 | 0,00 | -175 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13/09/2002 |
| 17 | Appui au programme sectoriel PASEC-T | 41 000 000,00 | 28 821 000,00 | 0,00 | 0,00 | 10 072 000,00 | 12 160 470,36 | 41 000 000,00 | 38 893 000,00 | 12 160 470,36 | |
| 22 | Appui régional à l'intégration PARI | 1 500 000,00 | 79 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 418 000,00 | 478 009,27 | 1 500 000,00 | 1 497 000,00 | 478 009,27 | |
| 23 | Etude faisabilité PRS II | 74 405,94 | 74 405,94 | 74 405,94 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 74 405,94 | 74 405,94 | 74 405,94 | 08/01/2002 |
| 24 | AT Contrôle interne projet PAPME | 34 477,40 | 34 477,40 | 34 477,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 34 477,40 | 34 477,40 | 34 477,40 | 27/08/2001 |
| 25 | Préparation 3ème Conférence NU sur les PMA | 15 698,56 | 15 698,56 | 15 698,56 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 698,56 | 15 698,56 | 15 698,56 | 08/01/2002 |
| 26 | Etude faisabilité valorisation ressources en eau | 80 000,00 | 77 886,15 | 77 886,15 | -2 113,85 | 0,00 | 0,00 | 77 886,15 | 77 886,15 | 77 886,15 | 07/02/2002 |
| 27 | Appui régional à l'intégration PARI | 1 500 000,00 | 823 472,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 500 000,00 | 823 472,00 | 0,00 | |
| 28 | Approvisionnement en eau potable de Ouagadougou | 30 000 000,00 | 379 500,00 | 0,00 | 0,00 | 890 100,00 | 479 207,09 | 30 000 000,00 | 1 269 600,00 | 479 207,09 | |
| 29 | Etudes entretien périodique route Piega-Niger | 400 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 376 100,00 | 184 568,51 | 400 000,00 | 376 100,00 | 184 568,51 | |
| 32 | Consolidation processus démocratique | 12 500 000,00 | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 294 916,35 | 2 916,35 | 12 500 000,00 | 1 297 916,35 | 2 916,35 | |
| 33 | PRS II | 9 956 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 956 000,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 36 | AT Développement logiciels DGR | 43 905,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 43 905,00 | 20 855,03 | 43 905,00 | 43 905,00 | 20 855,03 | |
| 37 | AT Direction Hydraulique | 450 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 450 000,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 41 | Etude évaluation appuis communautaires programme transports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 62 300,00 | 53 900,00 | 0,00 | 62 300,00 | 53 900,00 | 0,00 | |
| 42 | AT juridique au Ministère de la santé | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 33 000,00 | 31 400,00 | 0,00 | 33 000,00 | 31 400,00 | 0,00 | |
| 43 | Etude appui à la société civile | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 70 000,00 | 63 000,00 | 0,00 | 70 000,00 | 63 000,00 | 0,00 | |
| | TOTAL | 179 917 621,12 | 88 634 588,30 | 25 796 452,33 | -78 199,74 | 25 753 939,87 | 40 227 193,91 | 179 839 421,38 | 114 388 528,17 | 66 023 646,24 | |

⇒ Suite Annexe 5

| N° comptable | INTITULE | au 01/01/02 | | | mouvements de l'exercice | | | au 31/12/02 | | | Date de clôture |
|---|------------------------------------|-----------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------|--------------------------|-----------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------|
| | | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | |
| AIDE NON PROGRAMMABLE | | | | | | | | | | | |
| AIDE D'URGENCE | | | | | | | | | | | |
| 39 | Aide d'urgence | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 175 000,00 | 175 000,00 | 87 500,00 | 175 000,00 | 175 000,00 | 87 500,00 | |
| | TOTAL AIDE D'URGENCE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 175 000,00 | 175 000,00 | 87 500,00 | 175 000,00 | 175 000,00 | 87 500,00 | |
| FACILITE D'AJUSTEMENT STRUCTUREL | | | | | | | | | | | |
| 3 | Appui au PAS 1997-98 | 13 350 000,00 | 13 350 000,00 | 13 350 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 350 000,00 | 13 350 000,00 | 13 350 000,00 | 05/09/2001 |
| 5 | Appui complémentaire PAS1998 | 4 600 000,00 | 4 600 000,00 | 4 600 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 600 000,00 | 4 600 000,00 | 4 600 000,00 | 26/01/2001 |
| 6 | Appui complémentaire PAS1997-98 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 | 3 000 000,00 | 26/01/2001 |
| 18 | Appui au PAS 1999-00 | 39 200 000,00 | 36 921 976,00 | 36 589 602,17 | 0,00 | -17 769,82 | 165 051,52 | 39 200 000,00 | 36 904 206,18 | 36 754 653,69 | |
| 19 | Appui au PAS 1999-00 (IR) | 5 900 000,00 | 5 900 000,00 | 5 900 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 900 000,00 | 5 900 000,00 | 5 900 000,00 | 27/06/2001 |
| 20 | Appui au PAS 1999-00 (PPTE) | 3 900 000,00 | 3 900 000,00 | 3 900 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 900 000,00 | 3 900 000,00 | 3 900 000,00 | 27/06/2001 |
| 30 | APRB 2001 | 20 400 000,00 | 20 000 000,00 | 12 000 000,00 | 0,00 | 42 400,00 | 4 926 623,23 | 20 400 000,00 | 20 042 400,00 | 16 926 623,23 | 16/10/2000 |
| 31 | APRB 2001 | 3 100 000,00 | 3 100 000,00 | 3 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 100 000,00 | 3 100 000,00 | 3 100 000,00 | 16/10/2000 |
| | TOTAL FAS | 93 450 000,00 | 90 771 976,00 | 82 439 602,17 | 0,00 | 24 630,18 | 5 091 674,75 | 93 450 000,00 | 90 796 606,18 | 87 531 276,92 | |
| CAPITAUX A RISQUE | | | | | | | | | | | |
| 35 | AEP ouagadougou | 14 000 000,00 | 14 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 000 000,00 | 14 000 000,00 | 0,00 | |
| 44 | Formal sector institutions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 0,00 | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 0,00 | |
| | TOTAL CAPITAUX A RISQUE | 14 000 000,00 | 14 000 000,00 | 0,00 | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 0,00 | 20 000 000,00 | 20 000 000,00 | 0,00 | |
| STABEX | | | | | | | | | | | |
| 1 | 1995 : peaux brutes | 658 848,00 | 658 848,00 | 658 848,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 658 848,00 | 658 848,00 | 658 848,00 | 13/01/2000 |
| 2 | 1996 : haricots | 100 787,00 | 100 787,00 | 100 787,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 787,00 | 100 787,00 | 100 787,00 | 13/09/2000 |
| 34 | 1999 : haricots | 677 914,00 | 677 914,00 | 677 914,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 677 914,00 | 677 914,00 | 677 914,00 | 30/04/2002 |
| | TOTAL STABEX | 1 437 549,00 | 1 437 549,00 | 1 437 549,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 437 549,00 | 1 437 549,00 | 1 437 549,00 | |
| | TOTAL AIDE NON PROGRAMMABLE | 108 887 549,00 | 106 209 525,00 | 83 877 151,17 | 6 175 000,00 | 6 199 630,18 | 5 179 174,75 | 115 062 549,00 | 112 409 155,18 | 89 056 325,92 | |
| | TOTAL FED 8 | 288 805 170,12 | 194 844 113,30 | 109 673 603,50 | 6 096 800,26 | 31 953 570,05 | 45 406 368,66 | 294 901 970,38 | 226 797 683,35 | 155 079 972,16 | |

ANNEXE 6 – Exécution financière du Programme Indicatif National 7^{ème} FED en 2002

(En millions d'euros - source OLAS)

| N° comptable | INTITULE | au 01/01/02 | | | mouvements de l'exercice | | | au 31/12/02 | | | Date de clôture |
|--------------------------|---|-------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------|--------------------------|-------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------|
| | | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | |
| AIDE PROGRAMMABLE | | | | | | | | | | | |
| 1 | Réhabilitation route Koupela-frontière Togo | 11 143 178,95 | 11 143 178,95 | 11 143 178,95 | 0,01 | 0,01 | 0,01 | 11 143 178,96 | 11 143 178,96 | 11 143 178,96 | 29/03/1995 |
| 3 | Appui au PAS | 10 000 000,00 | 10 000 000,00 | 10 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000 000,00 | 10 000 000,00 | 10 000 000,00 | 09/03/1995 |
| 5 | Etude projet électrification 3 centres secondaires | 59 300,49 | 59 300,49 | 59 300,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 59 300,49 | 59 300,49 | 59 300,49 | 29/03/1995 |
| 7 | AT organisation SIAO 1992 | 50 287,43 | 50 287,43 | 50 287,43 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 287,43 | 50 287,43 | 50 287,43 | 16/12/1994 |
| 8 | Foires commerciales et touristiques 1992 | 95 414,33 | 95 414,33 | 95 414,33 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 95 414,33 | 95 414,33 | 95 414,33 | 21/02/1995 |
| 9 | Foires commerciales et touristiques 1992 | 58 356,26 | 58 356,26 | 58 356,26 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 58 356,26 | 58 356,26 | 58 356,26 | 16/12/1994 |
| 10 | Film "20 millions pour un mariage forcé" | 47 000,00 | 38 022,34 | 38 022,34 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 47 000,00 | 38 022,34 | 38 022,34 | |
| 11 | Film "les trois amis" | 366 125,64 | 366 125,64 | 366 125,64 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 366 125,64 | 366 125,64 | 366 125,64 | 10/11/1994 |
| 12 | DAO électrification Dieboucou, Kongoussi, et Nouna | 54 991,75 | 54 991,75 | 54 991,75 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 54 991,75 | 54 991,75 | 54 991,75 | 29/03/1995 |
| 13 | AT ministère agriculture et élevage | 149 760,48 | 149 760,48 | 149 760,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 149 760,48 | 149 760,48 | 149 760,48 | 10/11/1994 |
| 17 | Valorisation ressources en eau dans le Sud ouest | 13 391 201,04 | 13 391 201,04 | 13 391 201,04 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 391 201,04 | 13 391 201,04 | 13 391 201,04 | 26/01/2001 |
| 18 | Route Tougan-Ouahigouya-Mali | 102 421,58 | 102 421,58 | 102 421,58 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 102 421,58 | 102 421,58 | 102 421,58 | 29/03/1995 |
| 19 | Etude faisabilité PRS II | 1 124 019,01 | 1 124 019,01 | 1 124 019,01 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 124 019,01 | 1 124 019,01 | 1 124 019,01 | 12/11/1997 |
| 20 | AT Contrôle interne projet PAPME | 701 191,91 | 701 191,91 | 701 191,91 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 701 191,91 | 701 191,91 | 701 191,91 | 16/05/2000 |
| 22 | Préparation 3ème Conférence NU sur les PMA | 4 807 707,16 | 4 807 707,16 | 4 807 707,16 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 807 707,16 | 4 807 707,16 | 4 807 707,16 | 26/01/2001 |
| 23 | Etude faisabilité valorisation ressources en eau | 62 410,23 | 62 410,23 | 62 410,23 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 62 410,23 | 62 410,23 | 62 410,23 | 27/09/1996 |
| 24 | Appui régional à l'intégration PARI | 1 916 264,48 | 1 916 264,48 | 1 916 264,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 916 264,48 | 1 916 264,48 | 1 916 264,48 | 08/07/1999 |
| 25 | Approvisionnement en eau potable de Ouagadougou | 30 031,49 | 30 031,49 | 30 031,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 30 031,49 | 30 031,49 | 30 031,49 | 22/04/1997 |
| 26 | Semaine internationale du cuir 1993 | 16 000,00 | 16 000,00 | 14 227,99 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16 000,00 | 16 000,00 | 14 227,99 | |
| 30 | Etude filière karité | 56 063,00 | 56 063,00 | 56 063,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 56 063,00 | 56 063,00 | 56 063,00 | 06/01/1997 |
| 31 | Conférence d'outils cartographique | 1 893 704,77 | 1 893 704,77 | 1 893 704,77 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 893 704,77 | 1 893 704,77 | 1 893 704,77 | 04/08/2000 |
| 32 | Appui à la création de PME | 7 629 981,07 | 7 629 981,07 | 7 629 981,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 629 981,07 | 7 629 981,07 | 7 629 981,07 | 15/12/2000 |
| 33 | Aménagement hydroagricole de Bagré | 2 000 000,00 | 1 964 061,94 | 1 545 640,44 | 0,00 | -162 926,77 | 251 678,11 | 2 000 000,00 | 1 801 135,17 | 1 797 318,55 | |
| 34 | PASA | 9 600 000,00 | 9 599 998,17 | 9 599 990,41 | -9,59 | -7,76 | 0,00 | 9 599 990,41 | 9 599 990,41 | 9 599 990,41 | 30/04/2002 |
| 46 | Etude évaluation relance cinéma africain | 53 830,02 | 53 830,02 | 53 830,02 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 53 830,02 | 53 830,02 | 53 830,02 | 08/03/1999 |
| 49 | Consolidation mise en valeur aménagement hydro agricole Douna | 699 506,14 | 699 506,14 | 699 506,14 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 699 506,14 | 699 506,14 | 699 506,14 | 16/05/2000 |
| 50 | Appui stratégie intervention MST VIH/SIDA | 1 350 000,00 | 1 288 490,43 | 1 280 522,53 | 0,00 | -15 526,44 | -7 558,54 | 1 350 000,00 | 1 272 963,99 | 1 272 963,99 | |
| 52 | Aménagement axe routier Tougan-Ouahigouya-Mali | 12 300 053,72 | 12 300 053,72 | 12 300 053,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 300 053,72 | 12 300 053,72 | 12 300 053,72 | 26/01/2001 |
| 54 | Programme d'appui au secteur céréalier | 1 620 358,52 | 1 620 358,52 | 1 620 358,52 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 620 358,52 | 1 620 358,52 | 1 620 358,52 | 10/07/2000 |
| 55 | Appui au centre culturel Raadga | 74 072,00 | 37 751,67 | 21 064,15 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 74 072,00 | 37 751,67 | 21 064,15 | |
| 56 | PARC | 1 263 773,41 | 1 263 773,41 | 1 263 773,41 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 263 773,41 | 1 263 773,41 | 1 263 773,41 | 27/08/2001 |
| 58 | Appui au PAS 1994/95 | 8 946 632,01 | 8 946 632,01 | 8 946 632,01 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 946 632,01 | 8 946 632,01 | 8 946 632,01 | 06/11/2001 |
| 59 | AT au Ministère de l'Education de base | 59 360,84 | 59 360,84 | 59 360,84 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 59 360,84 | 59 360,84 | 59 360,84 | 08/03/1999 |
| 61 | PFIE | 850 000,00 | 593 470,10 | 593 470,10 | -256 529,90 | 0,00 | 0,00 | 593 470,10 | 593 470,10 | 593 470,10 | 21/02/2002 |
| 62 | Etude faisabilité lutte contre la drogue | 14 110,00 | 14 110,00 | 14 110,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 110,00 | 14 110,00 | 14 110,00 | 06/01/1997 |
| 63 | AT préparation suivi table ronde bailleurs de fonds 1995 | 40 927,93 | 40 927,93 | 40 927,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 40 927,93 | 40 927,93 | 40 927,93 | 08/03/1999 |
| 65 | Appui au PAS 1995-96 | 11 597 112,23 | 11 597 112,23 | 11 597 112,23 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 597 112,23 | 11 597 112,23 | 11 597 112,23 | 18/12/2000 |
| 66 | Appui à la réforme du secteur pharmaceutique | 114 144,26 | 114 144,26 | 114 144,26 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 114 144,26 | 114 144,26 | 114 144,26 | 29/02/2000 |
| 67 | Etude organisation Ministère travaux publics | 8 736,79 | 8 736,79 | 8 736,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 736,79 | 8 736,79 | 8 736,79 | 26/08/1999 |
| 68 | Appui au programme sectoriel PASEC | 6 380 441,78 | 6 380 441,78 | 6 380 441,78 | -0,01 | -0,01 | -0,01 | 6 380 441,77 | 6 380 441,77 | 6 380 441,77 | 31/08/2002 |
| 70 | Evaluation Société africaine de cinéma | 52 466,14 | 52 466,14 | 52 466,14 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 52 466,14 | 52 466,14 | 52 466,14 | 17/03/1999 |

⇒ Suite Annexe 6

| N° comptable | INTITULE | au 01/01/02 | | | mouvements de l'exercice | | | au 31/12/02 | | | Date de clôture |
|-----------------|---|-------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------|--------------------------|-------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------|
| | | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | |
| 72 | Elaboration d'un indice de la production industrielle | 27 024,98 | 27 024,98 | 27 024,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 27 024,98 | 27 024,98 | 27 024,98 | 01/10/1999 |
| 73 | AT Secteur Education de base et formation | 122 310,59 | 122 310,59 | 122 310,59 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 122 310,59 | 122 310,59 | 122 310,59 | 26/01/2001 |
| 76 | Etude sur les arrières intérieurs | 57 888,49 | 57 888,49 | 57 888,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 57 888,49 | 57 888,49 | 57 888,49 | 17/03/1999 |
| 78 | Evaluation première phase du PASA | 56 822,61 | 56 822,61 | 56 822,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 56 822,61 | 56 822,61 | 56 822,61 | 17/03/1999 |
| 80 | Suivi appuis secteur de la santé | 63 855,81 | 63 855,81 | 63 855,81 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 63 855,81 | 63 855,81 | 63 855,81 | 17/03/1999 |
| 82 | Séminaire procédures FED | 45 178,83 | 45 178,83 | 45 178,83 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 45 178,83 | 45 178,83 | 45 178,83 | 12/11/1997 |
| 85 | Etat des lieux décentralisation | 26 438,49 | 26 438,49 | 26 438,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 26 438,49 | 26 438,49 | 26 438,49 | 17/03/1999 |
| 86 | Etude de faisabilité route Niorida-Manga | 55 491,13 | 55 491,13 | 55 491,13 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 55 491,13 | 55 491,13 | 55 491,13 | 17/03/1999 |
| 87 | Construction pavillon SIAO | 150 469,67 | 150 469,67 | 150 469,67 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 150 469,67 | 150 469,67 | 150 469,67 | 17/03/1999 |
| 88 | Etude promotion gomme arabique | 41 141,34 | 41 141,34 | 41 141,34 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 41 141,34 | 41 141,34 | 41 141,34 | 01/10/1999 |
| 92 | Etude riziculture | 136 878,97 | 136 878,97 | 136 878,97 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 136 878,97 | 136 878,97 | 136 878,97 | 22/03/1999 |
| 93 | Revue dépenses publiques secteur agricole | 58 151,31 | 58 151,31 | 58 151,31 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 58 151,31 | 58 151,31 | 58 151,31 | 22/03/1999 |
| 94 | Communication sur la décentralisation | 176 079,32 | 176 079,32 | 176 079,32 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 176 079,32 | 176 079,32 | 176 079,32 | 16/05/2000 |
| 95 | Etude travaux routiers PASEC | 3 937 500,00 | 2 601 212,24 | 2 530 479,44 | -1 398 291,10 | -62 003,34 | 8 729,46 | 2 539 208,90 | 2 539 208,90 | 2 539 208,90 | 22/03/2002 |
| 97 | AT Ministère de la santé | 314 210,59 | 314 210,59 | 314 210,59 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 314 210,59 | 314 210,59 | 314 210,59 | 15/12/2000 |
| 98 | Appui au troisième recensement général de la population | 831 317,16 | 831 317,16 | 831 317,16 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 831 317,16 | 831 317,16 | 831 317,16 | 28/04/2000 |
| 99 | Appui au PAS 196-97 | 5 232 145,00 | 5 232 145,00 | 5 232 145,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 232 145,00 | 5 232 145,00 | 5 232 145,00 | 25/01/2000 |
| 101 | AT Ministère de l'enseignement de base | 344 154,22 | 344 154,22 | 344 154,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 344 154,22 | 344 154,22 | 344 154,22 | 15/12/2000 |
| 102 | Audit partiel gestion SOFITEX | 139 388,86 | 139 388,86 | 139 388,86 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 139 388,86 | 139 388,86 | 139 388,86 | 22/03/1999 |
| 103 | Analyse mécanismes entrée producteurs de capital SOFITEX | 59 120,00 | 59 120,00 | 59 120,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 59 120,00 | 59 120,00 | 59 120,00 | 16/05/2000 |
| 104 | AT Ministère de l'enseignement de base | 337 451,30 | 337 451,30 | 337 451,30 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 337 451,30 | 337 451,30 | 337 451,30 | 06/11/2001 |
| 105 | Etude préparation PSIC | 44 539,24 | 44 539,24 | 44 539,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 44 539,24 | 44 539,24 | 44 539,24 | 30/01/2001 |
| 106 | Plan d'actions financement monde rural | 55 096,20 | 55 096,20 | 55 096,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 55 096,20 | 55 096,20 | 55 096,20 | 22/03/1999 |
| 107 | Plan d'actions structuration OPA | 59 800,00 | 59 800,00 | 59 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 59 800,00 | 59 800,00 | 59 800,00 | 16/05/2000 |
| 108 | Etude projet approvisionnement eau potable | 103 814,92 | 103 814,92 | 103 814,92 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 103 814,92 | 103 814,92 | 103 814,92 | 16/05/2000 |
| 109 | Séminaire procédures FED | 63 993,54 | 63 993,54 | 63 993,54 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 63 993,54 | 63 993,54 | 63 993,54 | 22/03/1999 |
| 110 | Appui association "modernité et tradition" | 45 840,56 | 45 840,56 | 45 840,56 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 45 840,56 | 45 840,56 | 45 840,56 | 01/10/1999 |
| 111 | AT mise en œuvre coopération décentralisée 8ème FED | 226 778,30 | 226 778,30 | 226 778,30 | 0,00 | -0,01 | -0,01 | 226 778,30 | 226 778,29 | 226 778,29 | |
| 112 | Amélioration formation professionnelles dans les ENEP | 37 914,37 | 37 914,37 | 37 914,37 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 37 914,37 | 37 914,37 | 37 914,37 | 22/03/1999 |
| 113 | Appui alphabétisation et formation professionnelle | 42 498,57 | 42 498,57 | 42 498,57 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 42 498,57 | 42 498,57 | 42 498,57 | 01/10/1999 |
| 114 | Expertise identification processus électoral | 44 392,91 | 44 392,91 | 44 392,91 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 44 392,91 | 44 392,91 | 44 392,91 | 22/03/1999 |
| 115 | Etude amélioration conditions de vie des maîtres | 32 962,90 | 32 962,90 | 32 962,90 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 32 962,90 | 32 962,90 | 32 962,90 | 01/10/1999 |
| 116 | Etude appui organisation mise en place structures déconcentrées | 53 826,66 | 53 826,66 | 53 826,66 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 53 826,66 | 53 826,66 | 53 826,66 | 22/03/1999 |
| 117 | Film "l'épopée des Mossis" | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 12/08/1997 |
| 118 | Finalisation programme actions secteur agricole | 60 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | 16/05/2000 |
| 119 | Etude actualisation projet Musée Ouagadougou | 99 528,22 | 99 528,22 | 99 528,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 99 528,22 | 99 528,22 | 99 528,22 | 22/03/1999 |
| 120 | Appui à l'association des maires du Burkina | 90 710,19 | 90 710,19 | 90 710,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 90 710,19 | 90 710,19 | 90 710,19 | 13/04/2000 |
| 121 | Appui Forum national sur la politique culturelle | 27 049,07 | 27 049,07 | 27 049,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 27 049,07 | 27 049,07 | 27 049,07 | 22/03/1999 |

⇒ Suite Annexe 6

| N° comptable | INTITULE | au 01/01/02 | | | mouvements de l'exercice | | | au 31/12/02 | | | Date de clôture |
|-----------------|---|-----------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------|--------------------------|-----------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------|
| | | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | |
| 122 | Appui à la formation de responsables culturels | 59 184,71 | 59 184,71 | 59 184,71 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 59 184,71 | 59 184,71 | 59 184,71 | 15/10/1999 |
| 123 | Réouverture projet 5.ACP BK.41 | 29 462,94 | 29 462,94 | 29 462,94 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 29 462,94 | 29 462,94 | 29 462,94 | 19/08/1997 |
| 124 | Appui à l'organisation des états généraux du cinéma | 22 013,03 | 22 013,03 | 22 013,03 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 22 013,03 | 22 013,03 | 22 013,03 | 18/07/2001 |
| 125 | Etude faisabilité projet santé 8ème FED | 182 988,06 | 182 988,06 | 182 988,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 182 988,06 | 182 988,06 | 182 988,06 | 29/02/2000 |
| 126 | Etude faisabilité création centre promotion arts plastiques | 28 768,61 | 28 768,61 | 28 768,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 28 768,61 | 28 768,61 | 28 768,61 | 28/03/2000 |
| 128 | Appui PAS 1997-98 | 5 000 000,00 | 5 000 000,00 | 5 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000 000,00 | 5 000 000,00 | 5 000 000,00 | 27/06/2001 |
| 129 | Mise en œuvre 8ème FED développement rural | 9 762,00 | 9 762,00 | 9 762,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 762,00 | 9 762,00 | 9 762,00 | 16/05/2000 |
| 130 | Aménagement forêt classée ville de Ouagadougou | 495 000,00 | 495 000,00 | 495 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 495 000,00 | 495 000,00 | 495 000,00 | 15/12/2000 |
| 132 | centre d'études européennes | 108 000,00 | 108 000,00 | 108 000,00 | -3 820,12 | -3 820,12 | -3 820,12 | 104 179,88 | 104 179,88 | 104 179,88 | 08/11/2002 |
| 133 | Séminaire procédures FED | 55 248,03 | 55 248,03 | 55 248,03 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 55 248,03 | 55 248,03 | 55 248,03 | 01/10/1999 |
| 134 | Appui 4ème symposium sculpture Laongo | 78 716,52 | 78 716,52 | 78 716,52 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 78 716,52 | 78 716,52 | 78 716,52 | 13/04/2000 |
| 135 | Appui troupe théâtrale Royal de luxe | 22 226,82 | 22 226,82 | 22 226,82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 22 226,82 | 22 226,82 | 22 226,82 | 28/03/2000 |
| 136 | Mise en œuvre PASA 2 | 80 181,62 | 80 181,62 | 80 181,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80 181,62 | 80 181,62 | 80 181,62 | 18/09/2000 |
| 138 | Mission d'appui Ministère Communication et Culture | 7 636,06 | 7 636,06 | 7 636,06 | -0,01 | -0,01 | -0,01 | 7 636,05 | 7 636,05 | 7 636,05 | 29/02/2000 |
| 139 | Appui création théâtrale "Noces" | 19 970,82 | 19 970,82 | 19 970,82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 19 970,82 | 19 970,82 | 19 970,82 | 26/08/1999 |
| 140 | Etude système judiciaire | 33 562,00 | 33 562,00 | 33 562,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 33 562,00 | 33 562,00 | 33 562,00 | 04/08/2000 |
| 141 | Suivi révision listes electorales | 56 549,18 | 56 549,18 | 56 549,18 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 56 549,18 | 56 549,18 | 56 549,18 | 13/07/2001 |
| 142 | Suivi révision listes electorales | 24 527,58 | 24 527,58 | 24 527,58 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 24 527,58 | 24 527,58 | 24 527,58 | 13/07/2001 |
| 143 | ECOPAS | 3 000 000,00 | 543 517,99 | 259 974,15 | 0,00 | 1 193 258,81 | 362 125,71 | 3 000 000,00 | 1 736 776,80 | 622 099,86 | |
| 144 | Appui institutionnel renforcement système judiciaire | 75 126,49 | 75 126,49 | 75 126,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 75 126,49 | 75 126,49 | 75 126,49 | 15/12/2000 |
| 145 | Appui administration judiciaire | 1 350 000,00 | 1 326 016,91 | 669 331,30 | 0,00 | -73 928,03 | 540 902,94 | 1 350 000,00 | 1 252 088,88 | 1 210 234,24 | |
| 147 | Film "Gorel ou le mil promis" | 50 000,00 | 50 000,00 | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 40 000,00 | |
| 148 | Film "Siraba" | 100 000,00 | 100 000,00 | 80 000,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | |
| 149 | Film "Boukary Koutou" | 500 000,00 | 500 000,00 | 300 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500 000,00 | 500 000,00 | 300 000,00 | |
| 150 | Appui à l'ON | 1 400 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 400 000,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 151 | Développement secteur privé | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000 000,00 | 60 800,00 | 0,00 | 6 000 000,00 | 60 800,00 | 0,00 | |
| 152 | AT direction hydraulique | 300 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 300 000,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 153 | Augmentation montant 8.ACP BK.4 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000 000,00 | 4 382 000,00 | 0,00 | 5 000 000,00 | 4 382 000,00 | 0,00 | |
| 154 | Etude entretien trois routes bitumées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 370 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 370 000,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 155 | FESPACO 2003 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 325 000,00 | 13 400,00 | 0,00 | 325 000,00 | 13 400,00 | 0,00 | |
| | TOTAL AIDE PROGRAMMABLE | 137 221 625,65 | 131 305 595,44 | 129 609 776,50 | 11 036 349,28 | 5 331 246,33 | 1 182 057,54 | 148 257 974,93 | 136 636 841,77 | 130 791 834,04 | |

⇒ Suite Annexe 6

| N° comptable | INTITULE | au 01/01/02 | | | mouvements de l'exercice | | | au 31/12/02 | | | Date de clôture |
|---|--|-----------------------|--------------------------|-----------------------|--------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------|
| | | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | |
| AIDE NON PROGRAMMABLE | | | | | | | | | | | |
| AIDE D'URGENCE | | | | | | | | | | | |
| 28 | Réfugiés Touaregs du Mali | 474 650,95 | 474 650,95 | 474 650,95 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 474 650,95 | 474 650,95 | 474 650,95 | 18/03/1997 |
| 90 | Lutte contre la méningite | 275 865,64 | 275 865,64 | 275 865,64 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 275 865,64 | 275 865,64 | 275 865,64 | 28/06/1999 |
| 146 | Aide humanitaire d'urgence | 200 000,00 | 200 000,00 | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 | 200 000,00 | 100 000,00 | |
| | TOTAL AIDE D'URGENCE | 950 516,59 | 950 516,59 | 850 516,59 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 950 516,59 | 950 516,59 | 850 516,59 | |
| FACILITE D'AJUSTEMENT STRUCTUREL | | | | | | | | | | | |
| 2 | Appui au PAS | 12 446 611,15 | 12 446 611,15 | 12 446 611,15 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 446 611,15 | 12 446 611,15 | 12 446 611,15 | 08/03/1999 |
| 27 | Appui au PAS 1993-95 | 45 540 489,74 | 45 540 489,74 | 45 540 489,74 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 45 540 489,74 | 45 540 489,74 | 45 540 489,74 | 18/07/2001 |
| 57 | Appui au PAS 1994-95 | 1 650 000,00 | 1 650 000,00 | 1 650 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 650 000,00 | 1 650 000,00 | 1 650 000,00 | 13/08/1996 |
| 64 | Appui au PAS 1995-96 | 18 300 000,00 | 18 300 000,00 | 18 300 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18 300 000,00 | 18 300 000,00 | 18 300 000,00 | 25/08/1997 |
| 127 | Appui au PAS 1997-98 | 5 850 000,00 | 5 515 289,23 | 5 475 629,86 | -374 370,14 | -39 659,37 | 0,00 | 5 475 629,86 | 5 475 629,86 | 5 475 629,86 | 08/11/2002 |
| | TOTAL FAS | 83 787 100,89 | 83 452 390,12 | 83 412 730,75 | -374 370,14 | -39 659,37 | 0,00 | 83 412 730,75 | 83 412 730,75 | 83 412 730,75 | |
| CAPITAUX A RISQUE | | | | | | | | | | | |
| 6 | SONABEL (BEI 70862) | 2 682 614,62 | 2 682 614,62 | 2 682 614,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 682 614,62 | 2 682 614,62 | 2 682 614,62 | 26/05/1997 |
| 29 | FASOPLAST II ((BEI 70930) | 1 068 856,91 | 1 068 856,91 | 1 068 856,91 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 068 856,91 | 1 068 856,91 | 1 068 856,91 | 21/10/1996 |
| 83 | SITARAIL (BEI 71014) | 5 800 000,00 | 5 800 000,00 | 5 459 340,43 | -24 673,32 | -24 673,32 | 315 986,25 | 5 775 326,68 | 5 775 326,68 | 5 775 326,68 | 13/01/2003 |
| 84 | SITARAIL | 1 133 786,85 | 1 133 786,85 | 1 133 786,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 133 786,85 | 1 133 786,85 | 1 133 786,85 | 13/02/1998 |
| 91 | SOFITEX (BEI 71053) | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 09/12/1999 |
| 137 | FILSAH SA (BEI 71119) | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 10/02/1999 |
| | TOTAL CAPITAUX A RISQUE | 17 685 258,38 | 17 685 258,38 | 17 344 598,81 | -24 673,32 | -24 673,32 | 315 986,25 | 17 660 585,06 | 17 660 585,06 | 17 660 585,06 | |
| STABEX | | | | | | | | | | | |
| 4 | 1990 : Cuirs et peaux | 386 502,00 | 386 502,00 | 386 502,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 386 502,00 | 386 502,00 | 386 502,00 | 19/02/1993 |
| 14 | 1991 : Cuirs et peaux | 685 522,00 | 685 522,00 | 685 522,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 685 522,00 | 685 522,00 | 685 522,00 | 19/02/1993 |
| 15 | 1991 : tourteaux d'oléagineux | 354 316,00 | 354 316,00 | 354 316,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 354 316,00 | 354 316,00 | 354 316,00 | 19/02/1993 |
| 16 | 1991 : Karité | 713 067,00 | 713 067,00 | 713 067,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 713 067,00 | 713 067,00 | 713 067,00 | 19/02/1993 |
| 47 | 1992 : Cuirs et peaux | 783 508,00 | 783 508,00 | 783 508,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 783 508,00 | 783 508,00 | 783 508,00 | 16/09/1996 |
| 48 | 1992 : Coton | 792 762,00 | 792 762,00 | 792 762,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 792 762,00 | 792 762,00 | 792 762,00 | 16/09/1996 |
| 53 | 1993 : Coton | 733 163,00 | 733 163,00 | 733 163,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 733 163,00 | 733 163,00 | 733 163,00 | 13/06/1997 |
| 71 | 1994 : Coton | 13 916 449,00 | 13 916 449,00 | 13 916 449,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 916 449,00 | 13 916 449,00 | 13 916 449,00 | 03/10/1996 |
| 89 | Reversement excédent premier protocole financier | 261 077,00 | 261 077,00 | 261 077,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 261 077,00 | 261 077,00 | 261 077,00 | 13/06/1997 |
| | TOTAL STABEX | 18 626 366,00 | 18 626 366,00 | 18 626 366,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18 626 366,00 | 18 626 366,00 | 18 626 366,00 | |
| PRODUITS MINIER | | | | | | | | | | | |
| 21 | Instruction requête SYSMIN | 31 280,26 | 31 280,26 | 31 280,26 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 31 280,26 | 31 280,26 | 31 280,26 | 29/03/1995 |
| 35 | SOREMIB phase I | 897 244,74 | 897 244,74 | 897 244,74 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 897 244,74 | 897 244,74 | 897 244,74 | 08/03/1999 |
| 51 | Finalisation requête SYSMIN | 27 146,29 | 27 146,29 | 27 146,29 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 27 146,29 | 27 146,29 | 27 146,29 | 08/03/1999 |
| 60 | Diagnostic complémentaire Soremib | 137 184,00 | 137 184,00 | 137 184,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 137 184,00 | 137 184,00 | 137 184,00 | 12/11/1997 |
| 74 | Cartographie géologique | 15 000 000,00 | 9 962 510,98 | 6 688 119,15 | 0,00 | 566 208,04 | 2 080 910,59 | 15 000 000,00 | 10 528 719,02 | 8 769 029,74 | |
| 75 | Réhabilitation mine de Poura | 11 000 000,00 | 8 971 000,22 | 8 793 880,12 | -2 206 119,88 | -177 120,10 | 0,00 | 8 793 880,12 | 8 793 880,12 | 8 793 880,12 | 26/11/2002 |
| | TOTAL PRODUITS MINIER | 27 092 855,29 | 20 026 366,49 | 16 574 854,56 | -2 206 119,88 | 389 087,94 | 2 080 910,59 | 24 886 735,41 | 20 415 454,43 | 18 655 765,15 | |
| TRANSFERTS FONDS ANTERIEURS | | | | | | | | | | | |
| 36 | Formation jeunes agriculteurs | -82 092,65 | -82 092,65 | -82 092,65 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -82 092,65 | -82 092,65 | -82 092,65 | 30/08/1995 |
| 40 | Aménagement hydroagricole plaine Douna | 11 347,55 | 11 347,55 | 11 347,55 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 347,55 | 11 347,55 | 11 347,55 | 19/06/1995 |
| 41 | Approvisionnement eau potable Yatenga | 31 104,44 | 31 104,44 | 31 104,44 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 31 104,44 | 31 104,44 | 31 104,44 | 29/03/1995 |
| 42 | 3ème programme microréalisations | -79 700,75 | -79 700,75 | -79 700,75 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -79 700,75 | -79 700,75 | -79 700,75 | 21/12/1994 |
| 43 | Valorisation potentiel halieutique | 159 662,30 | 159 662,30 | 159 662,30 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 159 662,30 | 159 662,30 | 159 662,30 | 28/02/1995 |
| 69 | Appui au PASEC | 1 817 481,82 | 1 816 616,71 | 1 664 770,21 | -152 711,61 | -151 846,50 | 0,00 | 1 664 770,21 | 1 664 770,21 | 1 664 770,21 | 21/02/2002 |
| 100 | Appui au PAS 1996-97 | 1 167 855,00 | 1 167 855,00 | 1 167 855,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 167 855,00 | 1 167 855,00 | 1 167 855,00 | 14/02/1997 |
| | TOTAL TRANSFERTS FED ANTERIEURS | 3 025 657,71 | 3 024 792,60 | 2 872 946,10 | -152 711,61 | -151 846,50 | 0,00 | 2 872 946,10 | 2 872 946,10 | 2 872 946,10 | |
| | TOTAL AIDE NON PROGRAMMABLE | 151 167 754,86 | 143 765 690,18 | 139 682 012,81 | -2 757 874,95 | 172 908,75 | 2 396 896,84 | 148 409 879,91 | 143 938 598,93 | 142 078 909,65 | |
| | TOTAL FED 7 | 288 389 380,51 | 275 071 285,62 | 269 291 789,31 | 8 278 474,33 | 5 504 155,08 | 3 578 954,38 | 296 667 854,84 | 280 575 440,70 | 272 870 743,69 | |

ANNEXE 7 – Exécution financière en 2002 du Programme Indicatif National 6ème FED

(En millions d'euros - source OLAS)

| N° comptable | INTITULE | au 01/01/02 | | | mouvements de l'exercice | | | au 31/12/02 | | | Date de clôture |
|--------------------------|---|-----------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------|--------------------------|-----------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------|
| | | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | |
| SUBVENTIONS (PIN) | | | | | | | | | | | |
| 3 | AT Fespaco | 28 826,96 | 28 826,96 | 28 826,96 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 28 826,96 | 28 826,96 | 28 826,96 | 16/03/1993 |
| 4 | Vlorisation bois Kompienga | 1 371 489,16 | 1 371 489,16 | 1 371 489,16 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 371 489,16 | 1 371 489,16 | 1 371 489,16 | 20/08/1996 |
| 5 | AT programme développemnt intégré Sourou | 106 245,34 | 106 245,34 | 106 245,34 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 106 245,34 | 106 245,34 | 106 245,34 | 26/07/1993 |
| 6 | Bourses | 342 692,41 | 339 155,81 | 339 155,81 | -3 536,60 | 0,00 | 0,00 | 339 155,81 | 339 155,81 | 339 155,81 | 26/11/2002 |
| 7 | Programme intégré Sourou Yatenga | 44 000 000,00 | 44 000 000,00 | 43 984 147,07 | -15 852,93 | -15 852,93 | 0,00 | 43 984 147,07 | 43 984 147,07 | 43 984 147,07 | 08/11/2002 |
| 9 | Elaboration programme développement aménagement rural | 123 208,02 | 123 208,02 | 123 208,02 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 123 208,02 | 123 208,02 | 123 208,02 | 24/11/1994 |
| 10 | Elaboration programme de formation | 20 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | 04/08/1992 |
| 11 | Etude d'identification Barrage Sissili | 38 636,83 | 38 636,83 | 38 636,83 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 38 636,83 | 38 636,83 | 38 636,83 | 30/04/1990 |
| 12 | AT cellule de coordination programme Sissili | 385 444,51 | 385 444,51 | 385 444,51 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 385 444,51 | 385 444,51 | 385 444,51 | 26/05/1994 |
| 17 | Plaine Douna aménagement hydroagricole | 1 778 081,96 | 1 778 081,96 | 1 778 081,96 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 778 081,96 | 1 778 081,96 | 1 778 081,96 | 31/10/1989 |
| 19 | Programme de formation II | 149 975,01 | 149 975,01 | 149 975,01 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 149 975,01 | 149 975,01 | 149 975,01 | 25/05/1994 |
| 20 | AT Infrastructures | 59 670,97 | 59 670,97 | 59 670,97 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 59 670,97 | 59 670,97 | 59 670,97 | 16/03/1993 |
| 22 | Prog. Musée national | 55 334,87 | 55 334,87 | 55 334,87 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 55 334,87 | 55 334,87 | 55 334,87 | 09/12/1994 |
| 23 | AT ministère du plan et Coopération | 384 251,61 | 384 251,61 | 384 251,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 384 251,61 | 384 251,61 | 384 251,61 | 28/02/1995 |
| 24 | Développement rural province Sissili | 31 393 608,16 | 31 393 608,16 | 31 393 608,16 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 31 393 608,16 | 31 393 608,16 | 31 393 608,16 | 26/01/2001 |
| 26 | Etude route yako-Ouahigouya | 129 302,71 | 129 302,71 | 129 302,71 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 129 302,71 | 129 302,71 | 129 302,71 | 09/12/1994 |
| 27 | Programme de formation | 1 400 000,00 | 1 341 004,60 | 1 341 004,60 | -58 995,40 | 0,00 | 0,00 | 1 341 004,60 | 1 341 004,60 | 1 341 004,60 | 26/11/2002 |
| 28 | Salon SMTV paris tourisme | 9 410,94 | 9 410,94 | 9 410,94 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 410,94 | 9 410,94 | 9 410,94 | 08/02/1999 |
| 29 | Renforcement route Yako-Ouahigouya | 10 154 358,85 | 10 154 358,85 | 10 154 358,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 154 358,85 | 10 154 358,85 | 10 154 358,85 | 20/06/1995 |
| 30 | AT 2ème salon artisanal promotion Europe | 53 688,16 | 53 688,16 | 53 688,16 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 53 688,16 | 53 688,16 | 53 688,16 | 09/12/1994 |
| 31 | Opération riz Comoé II | 3 256 794,18 | 3 256 794,18 | 3 256 794,18 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 256 794,18 | 3 256 794,18 | 3 256 794,18 | 08/03/1999 |
| 32 | AT Ministère du plan | 299 883,88 | 299 883,88 | 299 883,88 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 299 883,88 | 299 883,88 | 299 883,88 | 20/06/1995 |
| 33 | Etude marché d'emploi | 24 365,84 | 24 365,84 | 24 365,84 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 24 365,84 | 24 365,84 | 24 365,84 | 09/12/1994 |
| 35 | Mission d'appui acridologue | 34 908,17 | 34 908,17 | 34 908,17 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 34 908,17 | 34 908,17 | 34 908,17 | 09/12/1994 |
| 36 | Etude projet développement PME/PMI | 88 536,76 | 88 536,76 | 88 536,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 88 536,76 | 88 536,76 | 88 536,76 | 29/03/1995 |
| 37 | AT prép ajust sectoriel transport | 302 289,18 | 302 289,18 | 302 289,18 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 302 289,18 | 302 289,18 | 302 289,18 | 14/03/1996 |
| 38 | Expertise gestion organisation SIAO | 38 002,76 | 38 002,76 | 38 002,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 38 002,76 | 38 002,76 | 38 002,76 | 21/03/1994 |
| 39 | AT projet sectoriel transport | 45 903,39 | 45 903,39 | 45 903,39 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 45 903,39 | 45 903,39 | 45 903,39 | 09/12/1994 |
| 40 | Concours architecture Musée national | 121 818,72 | 121 818,72 | 121 818,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 121 818,72 | 121 818,72 | 121 818,72 | 20/06/1995 |
| 48 | programme hydraulique rurale sud ouest | 105 212,11 | 105 212,11 | 105 212,11 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 105 212,11 | 105 212,11 | 105 212,11 | 16/09/1996 |
| 49 | Etude identification microréalisations | 34 569,47 | 34 569,47 | 34 569,47 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 34 569,47 | 34 569,47 | 34 569,47 | 09/12/1994 |
| 50 | Film "Laafi" | 44 769,69 | 44 769,69 | 44 769,69 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 44 769,69 | 44 769,69 | 44 769,69 | 29/03/1995 |
| 51 | Contrat cadre PASA | 686 673,87 | 686 673,87 | 686 673,87 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 686 673,87 | 686 673,87 | 686 673,87 | 01/10/1999 |
| 52 | Contrat cadre PASA | 716 008,62 | 716 008,62 | 716 008,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 716 008,62 | 716 008,62 | 716 008,62 | 08/03/1999 |
| 54 | Réhabilitation route Koupéla-Togo | 1 784 342,67 | 1 784 342,67 | 1 784 342,67 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 784 342,67 | 1 784 342,67 | 1 784 342,67 | 07/11/1996 |
| 55 | Programme opération hydroagricole Douma | 150 196,76 | 150 196,76 | 150 196,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 150 196,76 | 150 196,76 | 150 196,76 | 28/02/1995 |
| 56 | ITB Berlin | 2 765,00 | 2 765,00 | 2 765,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 765,00 | 2 765,00 | 2 765,00 | 06/01/1997 |
| 58 | Foires Top Resa deauville 1992 | 8 735,43 | 8 735,43 | 8 735,43 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 735,43 | 8 735,43 | 8 735,43 | 20/06/1995 |
| 59 | Etude podologique périmètre irrigué | 42 962,24 | 42 962,24 | 42 962,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 42 962,24 | 42 962,24 | 42 962,24 | 05/07/1995 |
| 60 | AT dépouillement offers partenaires relance SOREMIB | 39 686,35 | 39 686,35 | 39 686,35 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 39 686,35 | 39 686,35 | 39 686,35 | 22/04/1997 |
| 62 | Formation agents DG COOP | 255 346,86 | 255 346,86 | 255 346,86 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 255 346,86 | 255 346,86 | 255 346,86 | 26/01/2001 |
| 64 | Appui au PASEC | 6 575 785,41 | 6 575 785,41 | 6 575 785,41 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 575 785,41 | 6 575 785,41 | 6 575 785,41 | 29/01/2001 |
| | TOTAL AIDE PROGRAMMABLE | 106 643 783,83 | 106 581 251,83 | 106 565 398,90 | -78 384,93 | -15 852,93 | 0,00 | 106 565 398,90 | 106 565 398,90 | 106 565 398,90 | |

⇒ Suite Annexe 7

| N° comptable | INTITULE | au 01/01/02 | | | mouvements de l'exercice | | | au 31/12/02 | | | Date de clôture |
|------------------------------------|---|-----------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------|--------------------------|-----------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------|
| | | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | |
| AIDE NON PROGRAMMABLE | | | | | | | | | | | |
| AIDE D'URGENCE | | | | | | | | | | | |
| 1 | Fourniture pesticides lutte anti acridienne | 204 423,79 | 204 423,79 | 204 423,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 204 423,79 | 204 423,79 | 204 423,79 | 04/02/1993 |
| 2 | Lutte anti acridienne | 149 646,20 | 149 646,20 | 149 646,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 149 646,20 | 149 646,20 | 149 646,20 | 21/03/1994 |
| | TOTAL AIDE D'URGENCE | 354 069,99 | 354 069,99 | 354 069,99 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 354 069,99 | 354 069,99 | 354 069,99 | |
| CAPITAUX A RISQUE | | | | | | | | | | | |
| 8 | SONACEB (BEI 70728) | 1 867 930,50 | 1 867 930,50 | 1 867 930,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 867 930,50 | 1 867 930,50 | 1 867 930,50 | 21/03/1994 |
| 21 | FASOPLAST (BEI 70762) | 1 651 549,97 | 1 651 549,97 | 1 651 549,97 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 651 549,97 | 1 651 549,97 | 1 651 549,97 | 28/02/1995 |
| 25 | SHSB (BEI 70783) | 624 011,90 | 624 011,90 | 624 011,90 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 624 011,90 | 624 011,90 | 624 011,90 | 24/11/1994 |
| 57 | SONABEL (BEI 707861) | 2 600 000,00 | 2 600 000,00 | 2 600 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 600 000,00 | 2 600 000,00 | 2 600 000,00 | 28/02/1995 |
| 65 | ONATEL | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 08/11/2002 |
| | TOTAL CAPITAUX A RISQUE | 12 743 492,37 | 12 743 492,37 | 12 743 492,37 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 743 492,37 | 12 743 492,37 | 12 743 492,37 | |
| STABEX | | | | | | | | | | | |
| 13 | 1986 : Coton en masse | 1 782 613,00 | 1 782 613,00 | 1 782 613,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 782 613,00 | 1 782 613,00 | 1 782 613,00 | 31/10/1989 |
| 14 | 1986 : Karité | 2 690 995,00 | 2 690 995,00 | 2 690 995,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 690 995,00 | 2 690 995,00 | 2 690 995,00 | 31/10/1989 |
| 15 | 1986 : Sésame | 364 879,00 | 364 879,00 | 364 879,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 364 879,00 | 364 879,00 | 364 879,00 | 31/10/1989 |
| 16 | 1987 : Karité | 2 479 053,00 | 2 479 053,00 | 2 479 053,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 479 053,00 | 2 479 053,00 | 2 479 053,00 | 31/10/1989 |
| | TOTAL STABEX | 7 317 540,00 | 7 317 540,00 | 7 317 540,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 317 540,00 | 7 317 540,00 | 7 317 540,00 | |
| TRANSFERTS FONDS ANTERIEURS | | | | | | | | | | | |
| 41 | Bourses (du FED 4) | 55 344,75 | 55 344,75 | 55 344,75 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 55 344,75 | 55 344,75 | 55 344,75 | 20/06/1995 |
| 42 | Barrages ruraux | -11 084,83 | -11 084,83 | -11 084,83 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -11 084,83 | -11 084,83 | -11 084,83 | 10/04/1995 |
| 43 | Elevage Yatanga | -42 546,56 | -42 546,56 | -42 546,56 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -42 546,56 | -42 546,56 | -42 546,56 | 10/04/1995 |
| 44 | Sahel élevage | 121 901,64 | 121 901,64 | 121 901,64 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 121 901,64 | 121 901,64 | 121 901,64 | 29/03/1995 |
| 45 | Elevage Comoé | 369 949,83 | 369 949,83 | 369 949,83 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 369 949,83 | 369 949,83 | 369 949,83 | 28/02/1995 |
| 47 | Hydraulique villages Comoé | 349 917,53 | 349 917,53 | 349 917,53 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 349 917,53 | 349 917,53 | 349 917,53 | 29/03/1995 |
| 53 | Réhabilitation route Koupela-Togo | 2 976 409,48 | 2 976 409,48 | 2 976 409,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 976 409,48 | 2 976 409,48 | 2 976 409,48 | 13/03/1996 |
| 63 | Appui programme sectoriel PASEC | 2 762 200,92 | 2 762 200,92 | 2 762 200,92 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 762 200,92 | 2 762 200,92 | 2 762 200,92 | 29/01/2001 |
| | TOTAL TRANSFERTS FED ANTERIEURS | 6 582 092,76 | 6 582 092,76 | 6 582 092,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 582 092,76 | 6 582 092,76 | 6 582 092,76 | |
| | TOTAL AIDE NON PROGRAMMABLE | 26 997 195,12 | 26 997 195,12 | 26 997 195,12 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 26 997 195,12 | 26 997 195,12 | 26 997 195,12 | |
| | TOTAL FED 6 | 133 640 978,95 | 133 578 446,95 | 133 562 594,02 | -78 384,93 | -15 852,93 | 0,00 | 133 562 594,02 | 133 562 594,02 | 133 562 594,02 | |

ANNEXE 8 – Exécution des opérations financées par la Banque Européenne d'Investissement en 2002

(En millions d'euros - source OLAS)

| N° comptable | INTITULE | au 01/01/02 | | | mouvements de l'exercice | | | au 31/12/02 | | | Date de clôture |
|-----------------------|---|----------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------------|--------------------------|----------------------|--------------------------------|--------------------------|--------------------|
| | | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | |
| FED 6 | | | | | | | | | | | |
| 8 | SONACEB (BEI 70728) | 1 867 930,50 | 1 867 930,50 | 1 867 930,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 867 930,50 | 1 867 930,50 | 1 867 930,50 | 21/03/1994 |
| 21 | FASOPLAST (BEI 70762) | 1 651 549,97 | 1 651 549,97 | 1 651 549,97 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 651 549,97 | 1 651 549,97 | 1 651 549,97 | 28/02/1995 |
| 25 | SHSB (BEI 70783) | 624 011,90 | 624 011,90 | 624 011,90 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 624 011,90 | 624 011,90 | 624 011,90 | 24/11/1994 |
| 57 | SONABEL (BEI 707861) | 2 600 000,00 | 2 600 000,00 | 2 600 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 600 000,00 | 2 600 000,00 | 2 600 000,00 | 28/02/1995 |
| 65 | ONATEL | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 08/11/2002 |
| | TOTAL | 12 743 492,37 | 12 743 492,37 | 12 743 492,37 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 743 492,37 | 12 743 492,37 | 12 743 492,37 | |
| FED 7 | | | | | | | | | | | |
| 6 | SONABEL (BEI 70862) | 2 682 614,62 | 2 682 614,62 | 2 682 614,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 682 614,62 | 2 682 614,62 | 2 682 614,62 | 26/05/1997 |
| 29 | FASOPLAST II ((BEI 70930) | 1 068 856,91 | 1 068 856,91 | 1 068 856,91 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 068 856,91 | 1 068 856,91 | 1 068 856,91 | 21/10/1996 |
| 83 | SITARAIL (BEI 71014) | 5 800 000,00 | 5 800 000,00 | 5 459 340,43 | -24 673,32 | -24 673,32 | 315 986,25 | 5 775 326,68 | 5 775 326,68 | 5 775 326,68 | 13/01/2003 |
| 84 | SITARAIL | 1 133 786,85 | 1 133 786,85 | 1 133 786,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 133 786,85 | 1 133 786,85 | 1 133 786,85 | 13/02/1998 |
| 91 | SOFITEX (BEI 71053) | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 09/12/1999 |
| 137 | FILSAH SA (BEI 71119) | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 1 000 000,00 | 10/02/1999 |
| | TOTAL | 17 685 258,38 | 17 685 258,38 | 17 344 598,81 | -24 673,32 | -24 673,32 | 315 986,25 | 17 660 585,06 | 17 660 585,06 | 17 660 585,06 | |
| FED 8 | | | | | | | | | | | |
| 35 | AEP ouagadougou | 14 000 000,00 | 14 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 000 000,00 | 14 000 000,00 | 0,00 | |
| 44 | Formal sector institutions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 0,00 | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 0,00 | |
| | TOTAL | 14 000 000,00 | 14 000 000,00 | 0,00 | 6 000 000,00 | 6 000 000,00 | 0,00 | 20 000 000,00 | 20 000 000,00 | 0,00 | |
| FED 7 REGIONAL | | | | | | | | | | | |
| 469 | Interconnexion électrique Côte d'Ivoire-Burkina | 9 800 000,00 | 9 800 000,00 | 8 831 635,75 | -453 766,24 | -453 766,24 | 514 598,01 | 9 346 233,76 | 9 346 233,76 | 9 346 233,76 | 13/01/2003 |
| | TOTAL | 9 800 000,00 | 9 800 000,00 | 8 831 635,75 | -453 766,24 | -453 766,24 | 514 598,01 | 9 346 233,76 | 9 346 233,76 | 9 346 233,76 | |

ANNEXE 9 – Exécution de la Coopération régionale 8ème, 7ème et 6ème FED en 2002

Programmes coordonnés au niveau du Burkina Faso (En millions d'euros -source OLAS)

| N° comptable | INTITULE | au 01/01/02 | | | mouvements de l'exercice | | | au 31/12/02 | | | Date de clôture | |
|--------------------|----------|---|--------------------------|-----------------------|--------------------------|--------------------------|-----------------------|----------------------|--------------------------|-----------------------|----------------------|------------|
| | | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | | |
| FED 8 | | | | | | | | | | | | |
| ROC | 3 | AT secrétariat Executif du CILSS | 256 698,83 | 256 698,83 | | 0,00 | 0,00 | 256 698,83 | 256 698,83 | 256 698,83 | 256 698,83 | 15/12/2000 |
| | 4 | Mécanisme interne de coordination et de suivi du PIR | 410 000,00 | 192 146,16 | | 0,00 | -29 783,43 | 162 362,73 | 410 000,00 | 162 362,73 | 162 362,73 | 12/02/2003 |
| | 11 | PROCORDEL | 8 000 000,00 | 6 815 600,00 | 0,00 | 0,00 | 741 247,62 | 4 305 823,90 | 8 000 000,00 | 7 556 847,62 | 4 305 823,90 | |
| | 21 | Appui régional à l'intégration PARI UEMOA phase II | 53 000 000,00 | 20 600 000,00 | 0,00 | 0,00 | -60 700,00 | 18 243 350,51 | 53 000 000,00 | 20 539 300,00 | 18 243 350,51 | |
| | 26 | Appui institutionnel au CILSS | 1 950 000,00 | 1 941 876,46 | 0,00 | 0,00 | -70 367,26 | 1 526 563,46 | 1 950 000,00 | 1 871 509,20 | 1 526 563,46 | |
| | 31 | Appui régional à l'intégration PARI UEMOA phase II | 3 000 000,00 | 1 646 944,00 | 0,00 | 0,00 | 929 000,00 | 2 068 667,98 | 3 000 000,00 | 2 575 944,00 | 2 068 667,98 | |
| | 34 | Série télévisée "Sita" | 110 000,00 | 110 000,00 | 66 000,00 | 0,00 | -22 000,00 | 22 000,00 | 110 000,00 | 88 000,00 | 88 000,00 | |
| | 37 | FESPACO 2001 | 394 157,00 | 394 157,00 | 379 948,84 | 0,00 | -30 032,23 | -15 824,07 | 394 157,00 | 364 124,77 | 364 124,77 | |
| | 39 | Renforcement indépendance vaccinale | 5 500 000,00 | 885 500,00 | 496 589,20 | 0,00 | 2 317 000,00 | 519 582,89 | 5 500 000,00 | 3 202 500,00 | 1 016 172,09 | |
| | 42 | Programme régional solaire II | 26 205 000,00 | 309 500,00 | 179 142,60 | 0,00 | 4 388 012,98 | 1 006 499,35 | 26 205 000,00 | 4 697 512,98 | 1 185 641,95 | |
| | 48 | Lutte contre l'onchocercose V | 4 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 500 000,00 | 4 500 000,00 | 4 500 000,00 | 4 500 000,00 | 4 500 000,00 | |
| | 51 | Promotion des énergies PREDAS | 5 400 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 137 000,00 | 39 139,76 | 5 400 000,00 | 137 000,00 | 39 139,76 | |
| | 55 | Etude sur les festivals de théâtre en Afrique subsaharienne | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 110 000,00 | 110 000,00 | 88 000,00 | 110 000,00 | 110 000,00 | 88 000,00 | |
| | 57 | Etude sur la circulation de l'image au sein de l'UEMOA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 39 000,00 | 39 000,00 | 0,00 | 39 000,00 | 39 000,00 | 0,00 | |
| | 58 | FESPACO 2003 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 39 000,00 | 0,00 | 0,00 | 39 000,00 | 0,00 | 0,00 | |
| TPS | 24 | Appui 3ème édition festival du cinéma et des arts visuels | 117 863,91 | 117 863,91 | 117 863,91 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 117 863,91 | 117 863,91 | 117 863,91 | 29/01/2001 |
| | 36 | Appui à l'organisation du projet TRANSAFRICA | 100 000,00 | 92 517,43 | 92 517,43 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | 92 517,43 | 92 517,43 | |
| | 40 | PROCORDEL | 1 800 000,00 | 1 800 000,00 | 531 384,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 800 000,00 | 1 800 000,00 | 531 384,00 | |
| | 42 | Film "Voyage à Ouagadougou" | 400 000,00 | 400 000,00 | 320 000,00 | 0,00 | 0,00 | 80 000,00 | 400 000,00 | 400 000,00 | 400 000,00 | |
| | 64 | Programme d'appui au cinéma ACP | 6 800 000,00 | 1 460 000,00 | 972 000,00 | 0,00 | 1 760 300,00 | 756 162,66 | 6 800 000,00 | 3 220 300,00 | 1 728 162,66 | |
| | 96 | ARIVA | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 410 000,00 | 0,00 | 1 000 000,00 | 410 000,00 | 0,00 | |
| | 101 | Appui consolidation processus démocratique | 3 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | 129 | 16ème édition du film francophone de Namur | 100 000,00 | 100 000,00 | 80 000,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 14/06/2002 |
| | 139 | 12ème conférence internationale SIDA | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 | 200 000,00 | |
| | 159 | FESPACO 2003 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 36 000,00 | 0,00 | 0,00 | 36 000,00 | 0,00 | 0,00 | |
| TOTAL FED 8 | | | 122 743 719,74 | 37 122 803,79 | 3 235 445,98 | 224 000,00 | 15 318 677,68 | 33 779 028,00 | 122 967 719,74 | 52 441 481,47 | 37 014 473,98 | |

⇒ Suite Annexe 9

| N° comptable | INTITULE | au 01/01/02 | | | mouvements de l'exercice | | | au 31/12/02 | | | Date de clôture | |
|----------------------------------|----------|--|--------------------------|-----------------------|--------------------------|--------------------------|-----------------------|---------------------|--------------------------|-----------------------|----------------------|------------|
| | | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | | |
| FED 7 | | | | | | | | | | | | |
| AIDE PROGRAMMABLE | | | | | | | | | | | | |
| RPR | 37 | Construction logements pour le corps enseignant | 2 444 555,60 | 2 444 555,60 | 2 444 555,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 444 555,60 | 2 444 555,60 | 2 444 555,60 | 16/02/2001 |
| | 93 | Lutte contre la trypanosomiase animale | 8 505 810,00 | 8 488 205,90 | 8 452 692,26 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 505 810,00 | 8 488 205,90 | 8 452 692,26 | |
| | 278 | Film "Le cri du cœur" | 448 055,00 | 448 055,00 | 448 055,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 448 055,00 | 448 055,00 | 448 055,00 | 13/08/1996 |
| | 280 | Organisation pavillon créativité au SIAO 1994 | 215 001,74 | 215 001,74 | 215 001,74 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 215 001,74 | 215 001,74 | 215 001,74 | 24/03/1998 |
| | 288 | Instruction phase II du PFIE | 89 360,65 | 89 360,65 | 89 360,65 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 89 360,65 | 89 360,65 | 89 360,65 | 11/08/2000 |
| | 296 | Rapport d'activité coopération régionale | 59 783,72 | 59 783,72 | 59 783,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 59 783,72 | 59 783,72 | 59 783,72 | 06/09/1996 |
| | 312 | Conférence sur schistosomiases | 645,23 | 645,23 | 645,23 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 645,23 | 645,23 | 645,23 | 16/12/1994 |
| | 363 | Programme de communication sur l'UEMOA | 160 000,00 | 160 000,00 | 77 762,68 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 160 000,00 | 160 000,00 | 77 762,68 | |
| | 394 | Appui au PASEC | 11 000 000,00 | 10 639 330,60 | 10 631 679,24 | -368 320,76 | -7 651,36 | 0,00 | 10 631 679,24 | 10 631 679,24 | 10 631 679,24 | 21/02/2002 |
| | 398 | Emission TV "reflets de lune" | 122 600,00 | 122 600,00 | 122 600,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 122 600,00 | 122 600,00 | 122 600,00 | 03/10/1996 |
| | 417 | Mission d'essui du SIAO 1994 | 28 406,50 | 28 406,50 | 28 406,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 28 406,50 | 28 406,50 | 28 406,50 | 22/03/1999 |
| | 418 | Europe Africa cooperation for handicap | 2 137 240,13 | 2 137 240,13 | 2 137 240,13 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 137 240,13 | 2 137 240,13 | 2 137 240,13 | 28/04/2000 |
| | 426 | FESPACO 1995 | 307 460,01 | 307 460,01 | 307 460,01 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 307 460,01 | 307 460,01 | 307 460,01 | 22/04/1997 |
| | 434 | Film "Keita" | 150 000,00 | 150 000,00 | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 150 000,00 | 150 000,00 | 150 000,00 | 13/08/1996 |
| | 485 | Appui à la surveillance multilatérale UEMOA | 628 824,79 | 628 824,79 | 628 824,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 628 824,79 | 628 824,79 | 628 824,79 | 26/01/2001 |
| | 489 | Film "Buud Yaam" | 450 000,00 | 450 000,00 | 450 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 450 000,00 | 450 000,00 | 450 000,00 | 27/08/1997 |
| | 490 | Panafrican rinderpest campaign | 2 197 244,50 | 2 197 244,50 | 2 197 244,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 197 244,50 | 2 197 244,50 | 2 197 244,50 | 05/09/2001 |
| | 498 | Mission d'appui auprès de la Commission de l'UEMOA | 21 463,26 | 21 463,26 | 21 463,26 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 21 463,26 | 21 463,26 | 21 463,26 | 28/04/2000 |
| | 510 | Renforcement indépendance vaccinale ARIVA | 4 500 000,00 | 4 422 277,25 | 4 022 703,83 | 0,00 | -364 236,52 | 35 336,90 | 4 500 000,00 | 4 058 040,73 | 4 058 040,73 | |
| | 558 | AT auprès Secrétariat Exécutif CILSS | 376 777,19 | 376 777,19 | 376 777,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 376 777,19 | 376 777,19 | 376 777,19 | 26/01/2001 |
| | 564 | Appui programme 3ème cycle interuniversitaire | 1 976 000,00 | 1 726 000,00 | 1 705 651,00 | 0,00 | -20 349,00 | 0,00 | 1 976 000,00 | 1 705 651,00 | 1 705 651,00 | |
| | 567 | Festival des cinémas d'Afrique | 120 000,00 | 120 000,00 | 120 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 120 000,00 | 120 000,00 | 120 000,00 | 14/02/1997 |
| | 570 | Expertise appui "Sahel 21" | 550 000,00 | 550 000,00 | 450 961,56 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 550 000,00 | 550 000,00 | 450 961,56 | |
| | 571 | Réunions régionales de coordination "Sahel 21" | 347 062,38 | 347 062,38 | 347 062,38 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 347 062,38 | 347 062,38 | 347 062,38 | 26/08/1999 |
| | 574 | Brochure "1er sommet des Chefs d'Etat de l'UEMOA" | 12 046,33 | 12 046,33 | 12 046,33 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 046,33 | 12 046,33 | 12 046,33 | 26/08/1999 |
| | 576 | Programme d'appui à l'UEMOA | 14 400 000,00 | 12 228 550,09 | 8 031 919,13 | 0,00 | 635 111,60 | 650 238,88 | 14 400 000,00 | 12 863 661,69 | 8 682 158,01 | |
| | 582 | Réunion "coopération 21" Bruxelles octobre 1996 | 37 205,05 | 37 205,05 | 37 205,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 37 205,05 | 37 205,05 | 37 205,05 | 28/04/2000 |
| | 609 | Avenir de l'UEMOA | 187 105,00 | 187 105,00 | 187 105,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 187 105,00 | 187 105,00 | 187 105,00 | 28/04/2000 |
| | 612 | Appui à l'ENAREF | 900 000,00 | 900 000,00 | 900 000,00 | 0,00 | 0,00 | -540 000,00 | 900 000,00 | 900 000,00 | 360 000,00 | |
| | 614 | Appui à la FEPACI | 43 994,59 | 43 994,59 | 43 994,59 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 43 994,59 | 43 994,59 | 43 994,59 | 22/03/1999 |
| | 626 | FESPACO 1997 | 299 877,19 | 299 877,19 | 299 877,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 299 877,19 | 299 877,19 | 299 877,19 | 25/01/2001 |
| | 631 | Etude préféabilité PREDAS | 139 029,28 | 139 029,28 | 139 029,28 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 139 029,28 | 139 029,28 | 139 029,28 | 18/07/2001 |
| | 703 | FESPACO 1999 | 285 226,48 | 285 226,48 | 285 226,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 285 226,48 | 285 226,48 | 285 226,48 | 18/07/2001 |
| | 711 | Faisabilité technique, préparation DAO | 500 000,00 | 425 273,91 | 423 917,39 | -78 182,15 | -3 456,06 | -2 099,54 | 421 817,85 | 421 817,85 | 421 817,85 | 24/01/2003 |
| | 735 | Film "Yennenga" | 378 000,00 | 378 000,00 | 226 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 378 000,00 | 378 000,00 | 226 800,00 | |
| | 742 | ECOPAS | 11 000 000,00 | 7 999 609,45 | 1 937 842,28 | 0,00 | 506 471,34 | 1 344 812,87 | 11 000 000,00 | 8 506 080,79 | 3 282 655,15 | |
| | | TOTAL AIDE PROGRAMMABLE | 65 018 774,62 | 59 066 211,82 | 48 010 893,99 | -446 502,91 | 745 890,00 | 1 488 289,11 | 64 572 271,71 | 59 812 101,82 | 49 499 183,10 | |
| AIDE NON PROGRAMMABLE | | | | | | | | | | | | |
| Transferts FED précédents | | | | | | | | | | | | |
| | 179 | DIAPER | 55 708,55 | 55 708,55 | 55 708,55 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 55 708,55 | 55 708,55 | 55 708,55 | 10/04/1996 |
| | 189 | Surveillance ressources renouvelables | 14 461,49 | 14 461,49 | 14 461,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 461,49 | 14 461,49 | 14 461,49 | |
| | 226 | AT Organisation colloque | 80 271,78 | 80 271,78 | 80 271,78 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80 271,78 | 80 271,78 | 80 271,78 | 19/08/1997 |
| | | TOTAL Transferts | 150 441,82 | 150 441,82 | 150 441,82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 150 441,82 | 150 441,82 | 150 441,82 | |
| Capitaux à risque | | | | | | | | | | | | |
| | 469 | Interconnexion électrique | 9 800 000,00 | 9 800 000,00 | 8 831 635,75 | -453 766,24 | -453 766,24 | 514 598,01 | 9 346 233,76 | 9 346 233,76 | 9 346 233,76 | 13/01/2003 |
| | | TOTAL Capitaux à risque | 9 800 000,00 | 9 800 000,00 | 8 831 635,75 | -453 766,24 | -453 766,24 | 514 598,01 | 9 346 233,76 | 9 346 233,76 | 9 346 233,76 | |
| | | TOTAL AIDE NON PROGRAMMABLE | 9 950 441,82 | 9 950 441,82 | 8 982 077,57 | -453 766,24 | -453 766,24 | 514 598,01 | 9 496 675,58 | 9 496 675,58 | 9 496 675,58 | |
| | | TOTAL FED 7 | 74 969 216,44 | 69 016 653,64 | 56 992 971,56 | -900 269,15 | 292 123,76 | 2 002 887,12 | 74 068 947,29 | 69 308 777,40 | 58 995 858,68 | |

⇒ Suite Annexe 9

| N° comptable | INTITULE | au 01/01/02 | | | mouvements de l'exercice | | | au 31/12/02 | | | Date de clôture |
|--------------------------------------|---|-----------------------|--------------------------|-----------------------|--------------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-----------------|
| | | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | Montant engagé | montant crédits délégués | montant décaissements | |
| FED 6 | | | | | | | | | | | |
| AIDE PROGRAMMABLE | | | | | | | | | | | |
| 12 | AT valorisation bois Komienga | 155 000,00 | 155 000,00 | 155 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 155 000,00 | 155 000,00 | 155 000,00 | 20/08/1996 |
| 19 | AT centre recherche trypanosomiase | 293 622,13 | 293 622,13 | 293 622,13 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 293 622,13 | 293 622,13 | 293 622,13 | 27/03/1995 |
| 21 | Etude CILSS | 673 533,38 | 673 533,38 | 673 533,38 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 673 533,38 | 673 533,38 | 673 533,38 | 13/12/1999 |
| 22 | Etude CILSS énergie solaire photovoltaïque | 320 259,81 | 320 259,81 | 320 259,81 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 320 259,81 | 320 259,81 | 320 259,81 | 27/03/1995 |
| 24 | Valorisation bois Komienga | 4 000 000,00 | 4 000 000,00 | 4 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 000 000,00 | 4 000 000,00 | 4 000 000,00 | 20/08/1996 |
| 32 | CILSS programme formation national | 41 849,20 | 41 849,20 | 41 849,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 41 849,20 | 41 849,20 | 41 849,20 | 26/08/1999 |
| 38 | Etude CILSS gaz butane | 127 316,35 | 127 316,35 | 127 316,35 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 127 316,35 | 127 316,35 | 127 316,35 | 31/07/1990 |
| 45 | Identification PFIE | 305 817,24 | 305 817,24 | 305 817,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 305 817,24 | 305 817,24 | 305 817,24 | 17/03/1993 |
| 50 | CILSS Lutte contre la désertification | 39 172,48 | 39 172,48 | 39 172,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 39 172,48 | 39 172,48 | 39 172,48 | 26/08/1999 |
| 59 | Mission DIAPER CILSS | 35 057,55 | 35 057,55 | 35 057,55 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 35 057,55 | 35 057,55 | 35 057,55 | 02/10/1995 |
| 61 | Participation experts sahéliens instruction programme | 10 710,24 | 10 710,24 | 10 710,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 710,24 | 10 710,24 | 10 710,24 | 27/03/1995 |
| 64 | Film "Luttions contre le désert" | 5 314,45 | 5 314,45 | 5 314,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 314,45 | 5 314,45 | 5 314,45 | 27/03/1995 |
| 72 | AT CIRDES | 238 980,22 | 238 980,22 | 238 980,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 238 980,22 | 238 980,22 | 238 980,22 | 26/01/2001 |
| 79 | DIAPER | 7 705 000,00 | 6 837 501,17 | 6 720 158,44 | 0,00 | -3 838,50 | -275,25 | 7 705 000,00 | 6 833 662,67 | 6 719 883,19 | |
| 98 | Réunion régionale Directions Hydrauliques | 9 904,47 | 9 904,47 | 9 904,47 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 904,47 | 9 904,47 | 9 904,47 | 29/11/1991 |
| 104 | AT CILSS Energie solaire photovoltaïque | 139 354,64 | 139 354,64 | 139 354,64 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 139 354,64 | 139 354,64 | 139 354,64 | 21/08/1996 |
| 114 | Etude CRTA | 60 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | 20/08/1996 |
| 133 | AT Secrétariat Exécutif CILSS | 603 931,61 | 603 931,61 | 603 931,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 603 931,61 | 603 931,61 | 603 931,61 | 24/02/1995 |
| 149 | Etude identification équipement photovoltaïque | 56 888,34 | 56 888,34 | 56 888,34 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 56 888,34 | 56 888,34 | 56 888,34 | 31/10/1990 |
| 158 | Utilisation Gaz butane | 19 589,92 | 19 589,92 | 19 589,92 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 19 589,92 | 19 589,92 | 19 589,92 | 29/11/1991 |
| 159 | FESPACO 1989 | 301 118,32 | 301 118,32 | 301 118,32 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 301 118,32 | 301 118,32 | 301 118,32 | 12/08/1993 |
| 172 | Utilisation Gaz butane | 8 260 000,00 | 6 947 307,09 | 6 577 011,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 260 000,00 | 6 947 307,09 | 6 577 011,61 | |
| 178 | Information CILSS contrat qualité | 5 969,76 | 5 969,76 | 5 969,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 969,76 | 5 969,76 | 5 969,76 | 31/05/1990 |
| 185 | Renforcement équipement pédagogique | 142 156,00 | 142 156,00 | 142 156,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 142 156,00 | 142 156,00 | 142 156,00 | 27/09/1996 |
| 198 | PRS | 4 913,98 | 4 913,98 | 4 913,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 913,98 | 4 913,98 | 4 913,98 | 30/04/1990 |
| 200 | Informatisation gestion CILSS | 129 597,12 | 129 597,12 | 129 597,12 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 129 597,12 | 129 597,12 | 129 597,12 | 15/05/1995 |
| 216 | Utilisation énergie solaire photovoltaïque | 32 417 739,03 | 32 417 739,03 | 32 417 739,03 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 32 417 739,03 | 32 417 739,03 | 32 417 739,03 | 19/09/2000 |
| 254 | CRTA Centre recherche trypanosomiase animale | 1 142 512,19 | 1 142 512,19 | 1 142 512,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 142 512,19 | 1 142 512,19 | 1 142 512,19 | 27/09/1996 |
| 291 | 15ème Conseil des Ministres | 28 876,89 | 28 876,89 | 28 876,89 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 28 876,89 | 28 876,89 | 28 876,89 | 19/03/1996 |
| 308 | Relance cinéma africain | 297 234,37 | 297 234,37 | 297 234,37 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 297 234,37 | 297 234,37 | 297 234,37 | 22/04/1997 |
| 328 | Colloque artisanal Ouagadougou | 129 056,59 | 129 056,59 | 129 056,59 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 129 056,59 | 129 056,59 | 129 056,59 | 18/05/1999 |
| 364 | FESPACO 1991 | 302 365,81 | 302 365,81 | 302 365,81 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 302 365,81 | 302 365,81 | 302 365,81 | 13/03/1996 |
| 373 | PARC II | 339 500,78 | 339 500,78 | 339 500,78 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 339 500,78 | 339 500,78 | 339 500,78 | 19/04/1999 |
| 489 | FESPACO 1993 | 256 054,61 | 256 054,61 | 256 054,61 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 256 054,61 | 256 054,61 | 256 054,61 | 18/11/1998 |
| 508 | Soutien au processus de relance et de redressement du CILSS | 37 789,97 | 37 789,97 | 37 789,97 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 37 789,97 | 37 789,97 | 37 789,97 | 26/08/1999 |
| 525 | AT au CRTA | 88 225,52 | 88 225,52 | 88 225,52 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 88 225,52 | 88 225,52 | 88 225,52 | 08/03/1999 |
| | TOTAL AIDE PROGRAMMABLE | 58 724 412,97 | 56 544 221,23 | 56 056 583,02 | 0,00 | -3 838,50 | -275,25 | 58 724 412,97 | 56 540 382,73 | 56 056 307,77 | |
| AIDE NON PROGRAMMABLE | | | | | | | | | | | |
| Transferts FED précédents | | | | | | | | | | | |
| 397 | Aide navigation aérienne | 24 523,52 | 24 523,52 | 24 523,52 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 24 523,52 | 24 523,52 | 24 523,52 | 31/10/1996 |
| 403 | Lutte contre les grandes endémies | -384,57 | -384,57 | -384,57 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -384,57 | -384,57 | -384,57 | 04/05/1998 |
| | TOTAL AIDE NON PROGRAMMABLE | 24 138,95 | 24 138,95 | 24 138,95 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 24 138,95 | 24 138,95 | 24 138,95 | |
| | TOTAL FED 6 | 58 748 551,92 | 56 568 360,18 | 56 080 721,97 | 0,00 | -3 838,50 | -275,25 | 58 748 551,92 | 56 564 521,68 | 56 080 446,72 | |
| TOTAL GENERAL COOP. REGIONALE | | 256 461 488,10 | 162 707 817,61 | 116 309 139,51 | -676 269,15 | 15 606 962,94 | 35 781 639,87 | 255 785 218,95 | 178 314 780,55 | 152 090 779,38 | |

ANNEXE 10 – Liste des projets financés sur les lignes budgétaires de la Commission européenne en cours d'exécution en 2002

| * projets régionaux | Titre du projet | maître d'ouvrage | Montant Total | Montant UE | Période d'exécution |
|--|---|---|---------------------|---------------------|---------------------|
| Ligne Budgetaire: Initiative Européenne de Démocratie et Droits de l'Homme (IEDDH) | | | 3 677 585 € | 3 026 107 € | 2000-2005 |
| B7-7020/BK/VN/30/99 | ENFANTS ET JEUNES DES RUES | CROIX ROUGE BELGE ET BURKINABE | 1 005 783 € | 919 415 € | 2000-2002 |
| B7-7020/BK/ED/41/99 | APPUI INSTITUTIONNEL (promotion, protection et défense des droits de l'Homme) | MBDHP | 877 977 € | 503 081 € | 2001-2004 |
| B7-701/2001/0932 | SENSIBILISATION ET RENFORCEMENT DE LA CAPACITE DES ACTEURS JUDICIAIRES | WILDAF/FEDDAF | 853 611 € | 853 611 € | 2002-2004 |
| B7-701/2001/3182* | EMPOWERING CIVIL SOCIETY TO FIGHT CORRUPTION IN WEST AFRICA | TRANSPARENCY INTERNATIONAL | 940 214 € | 750 000 € | 2002-2005 |
| Ligne Budgetaire: Cofinancement ONG - B7/6000 | | | 11 232 524 € | 6 564 787 € | 1997-2009 |
| ONG-PVD/PVD/1997/281/BF | APPUI TECHNIQUE AU DEVELOPPEMENT D'ACTIVITES DE READAPTATION A BASE COMMUNAUTAIRE (RBC) | INTERACTIONS POUR LE DEVELOPPEMENT | 454 911 € | 172 118 € | 1997-2000 |
| ONG-PVD/PVD/1997/497/BF | PRESERVATION DU PATRIMOINE NATUREL DANS LE DIOCESE DE NOUNA-DEDOUGOU | ENTRAIDE ET FRATERNITE | 846 133 € | 423 066 € | 1997-2002 |
| ONG-PVD/PVD/1997/586/BF | APPUI A LA CREATION DE PROGRAMMES INTER-VILLAGEOIS AUBURKINA-FASO AMELIORATION DES PRODUCTIONS ET ACCES AU CREDIT | PEUPLES SOLIDAIRES | 696 493 € | 346 687 € | 1997-2003 |
| ONG-PVD/PVD/1997/65/ROC* | FORMATION SPECIALISEE EN VUE DE L'INSERTION ECONOMIQUE ET SOCIALE DES JEUNES FILLES ET JEUNES FEMMES AFRICAINES EN TROISIEME ANNEE DE FORMATION ET DES ANCIENNES DES FOYERS CLAIR LOGIS-AFRIQUE | CLAIR LOGIS AFRIQUE | 546 872 € | 259 745 € | 1997-2001 |
| ONG-PVD/PVD/1998/314/BF | PROGRAMME D'APPUI ET DE CONSEIL A LA PROMOTION DES ACTIVITES FEMININES DANS LES PROJETS DE L'ENTWICKLUNGSWERKSTATT AUSTRIA (EWA) | ENTWICKLUNGSWERKSTATT AUSTRIA | 443 738 € | 221 869 € | 1999-2002 |
| ONG-PVD/PVD/2000/169/BF | PROGRAMME DE REALISATIONS HYDRAULIQUES | EAU VIVE | 494 024 € | 359 693 € | 2001-2004 |
| ONG-PVD/PVD/2000/196/BF | PROGRAMME HYDRO-AGRICOLE DE ZOUGO | COMUNITA' IMPEGNO SERVIZIO VOLONTARIATO | 611 938 € | 302 361 € | 2000-2006 |
| ONG-PVD/PVD/2000/238/ROC* | APPUI A UN PROGRAMME DE FORMATION EN SANTE REPRODUCTIVE MENE AUPRES DES ADOLESCENTS AU BF ET AU NIGER | DEUTSCHE STIFTUNG WELTBEVOELKERUNG | 744 234 € | 450 000 € | 2001-2005 |
| ONG-PVD/PVD/2000/290/BF | APPUI A UN PROGRAMME VISANT A CREER LES CONDITIONS DE BASE POUR L'AUTOPROMOTION DE GROUPEMENTS FEMININS PAYSANS DANS LES PROV. DU SOUM ET DU SENO | DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE eV | 306 000 € | 227 563 € | 2000-2004 |
| ONG-PVD/PVD/2000/291/BF | APPUI A LA PROTECTION ET A LA RESTAURATION DES SOLS ET DU COUVERT VEGETAL AFIN DE GARANTIR L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE, DEP SABCE, PROV. DU BAM | DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE eV | 317 159 € | 235 936 € | 2000-2004 |
| ONG-PVD/PVD/2000/701/BF | MISE EN PLACE D'UNE ENTREPRISE D'INSERTION AU SEIN DU CENTRE SAINT PHILIPPE A KOUPELA | AUTEUIL INTERNATIONAL | 402 496 € | 193 460 € | 2001-2003 |
| ONG-PVD/PVD/2000/715/BF | PROJET D'APPUI A LA REGION SANITAIRE DE OUAHIGOUYA - MISE EN PLACE, SUIVI ET RATIONALISATION D'UN RESEAU DE DISTRIBUTION DE MEDICAMENTS ESSENTIELS GENERIQUES | PHARMACIENS SANS FRONTIERES | 943 403 € | 449 931 € | 2000-2006 |
| ONG-PVD/PVD/2000/716/BF | APPUI AU PROGRAMME DE SANTE BUCCO-DENTAIRE DANS LES PROVINCES DU HOUET, COMOE, KENEDOUYOU, TUY ET LEREBA | AIDE ODONTOLOGIQUE INTERNATIONALE | 710 888 € | 296 535 € | 2000-2005 |
| ONG-PVD/PVD/2000/824/BF | REALISATION DE 32 FORAGES AU CENTRE-EST | CHRETIENS POUR LE SAHEL | 246 158 € | 108 399 € | 2001-2003 |
| ONG-PVD/PVD/2000/877/BF | PROJET D'AIDE AU DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL | AMITIE EMBRUN TIERS MONDE | 118 486 € | 60 808 € | 2001-2006 |
| ONG-PVD/PVD/2001/218/BF | DEVELOPPEMENT RURAL DANS LE DEPARTEMENT DE MEGUET | WERKHOF, VEREIN ZUR FOERDERUNG DER SELBSTHILFE | 432 732 € | 324 549 € | 2001-2009 |
| ONG-PVD/PVD/2001/287/BF | FORMATION PROFESSIONNELLE ET ACTIVITES AGRICOLES DES JEUNESDES RUES DE TAMPUI | SOS LAYETTES | 693 549 € | 520 162 € | 2001-2009 |
| ONG-PVD/PVD/2001/362/BF | PROJET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES | STICHTING REFORMATORISCHE HULPAKTIE WOORD EN DAAD (WOORD EN DAAD) | 833 884 € | 625 413 € | 2001-2008 |
| ONG-PVD/PVD/2001/455/BF | RENFORCEMENT DU PROGRAMME D'EDUCATION DE BASE DANS LA ZONE D'INTERVENTION DE LA FONDATION POUR LE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (FDC-BF) AU BAZEGA | STICHTING REDT DE KINDEREN (NEDERLAND) | 1 389 426 € | 986 492 € | 2001-2009 |
| Ligne Budgetaire: Sécurité alimentaire - B7/201 | | | 11 222 134 € | 10 698 973 € | 2002-2005 |
| B7-201 GPR/AIDCO/2000/2015/33 | PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL ET D'APPUI AUX GROUPEMENTS FEMININS POUR L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LE CENTRE-NORD | LVIA (IT) | 710 711 € | 639 639 € | 2002-2004 |
| B7-201 GPR/AIDCO/2001/0188/14 | PROJET DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET D'AMELIORATION DES PRODUCTIONS AGRICOLES EN APPUI AUX ORGANISATION PAYSANNES DES PROVINCES DU LOBA ET DU TUY | CISV (IT) | 635 900 € | 572 000 € | 2002-2004 |
| B7-201 GPR/AIDCO/2001/0188/15 | PROJET D'APPUI AUX BANQUES DE CEREALES VILLAGEOISES POUR UNE SECURITE ALIMENTAIRE DE PROXIMITE | ISCOS (IT) | 932 116 € | 838 913 € | 2002-2004 |
| B7-201 GPR/AIDCO/2001/0188/42 | PROJET D'APPUI A LA SECURITE ALIMENTAIRE | CRUS (BK) | 464 578 € | 406 850 € | 2003-2005 |
| B7-201 GPR/AIDCO/2001/0188/17 | LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE DANS LE NORD | MOVIMONDO (IT) | 921 137 € | 772 484 € | 2002-2003 |
| B7-201 GPR/AIDCO/2001/0188/18 | PROJET DE SECURITE ALIMENTAIRE EN APPUI A LA PROVINCE DE YATENGA | GVC (IT) | 557 692 € | 469 087 € | 2002-2003 |
| B7-201- LO n°20093/2001 | PROGRAMME D'APPUI COMMUNAUTAIRE A LA SECURITE ALIMENTAIRE 2001 | Gouvernement - Burkina Faso | 7 000 000 € | 7 000 000 € | 2002-2004 |
| Ensemble des activités en cours d'exécution ou non clôturées en 2002 et couvrant la période 1997-2009 | | | 26 132 243 € | 20 289 867 € | 1997-2009 |

ANNEXE 11 - Synthèse des décisions et des paiements concernant des appuis budgétaires sur 1991-2002

| Convention | N° projet | Source | Aide budgétaire | | Appui institutionnel | | TOTAL | |
|---|-----------|----------|--------------------------|----------------------------|--------------------------|----------------------------|--------------------------|----------------------------|
| | | | Dotation initiale en M.€ | Paielement effectué en M.€ | Dotation initiale en M.€ | Paielement effectué en M.€ | Dotation initiale en M.€ | Paielement effectué en M.€ |
| VIIème FED | | | 131,25 | 131,25 | 2,85 | 2,29 | 134,10 | 133,54 |
| CF 5010/BK - Appui budgétaire 1991/1992 | 7 BK 02 | FAS | 22,00 | 22,00 | 0,50 | 0,45 | 22,50 | 22,45 |
| | 7 BK 03 | PIN | 12,00 | 12,00 | 0,50 | 0,45 | 12,50 | 12,45 |
| | | | 10,00 | 10,00 | | | 10,00 | 10,00 |
| CF 5216/BK - Appui budgétaire 1993/1995 | 7 BK 27 | FAS | 45,25 | 45,25 | 0,35 | 0,30 | 45,60 | 45,55 |
| Stabex 1991 - Gain de change | | Stabex | 1,10 | 1,10 | | | 1,10 | 1,10 |
| CF 5433/BK - Appui budgétaire 1994/1999 | 7 BK 57 | FAS | 10,35 | 10,35 | 0,30 | 0,29 | 10,65 | 10,64 |
| | 7 BK 58 | PIN | 1,65 | 1,65 | | | 1,65 | 1,65 |
| | | | 8,70 | 8,70 | 0,30 | 0,29 | 9,00 | 8,99 |
| CF 5552/BK - Appui budgétaire 1998 / 1999 | 7 BK 64 | FAS | 29,15 | 29,15 | 0,85 | 0,75 | 30,00 | 29,90 |
| | 7 BK 65 | PIN | 18,30 | 18,30 | | | 18,30 | 18,30 |
| | | | 10,85 | 11,50 | 0,85 | 0,75 | 11,70 | 12,25 |
| Stabex 94 - Composante Appui budgétaire | | Stabex | 7,00 | 7,00 | | | 7,00 | 7,00 |
| CF 5703/BK - Appui budgétaire 1998 / 1999 | 7 BK 99 | PIN | 6,40 | 6,40 | | | 6,40 | 6,40 |
| | 7 BK 100 | 5ème FED | 5,23 | 5,23 | | | 5,23 | 5,23 |
| | | | 1,17 | 1,17 | | | 1,17 | 1,17 |
| CF 5778/BK - Appui budgétaire 1997 / 1998 | 7 BK 127 | FAS | 10,00 | 10,00 | 0,85 | 0,52 | 10,85 | 10,52 |
| | 7 BK 128 | PIN | 5,00 | 5,00 | 0,85 | 0,52 | 5,85 | 5,52 |
| | | | 5,00 | 5,00 | | | 5,00 | 5,00 |
| VIIIème FED | | | 98,25 | 87,13 | 1,20 | 0,54 | 99,45 | 87,67 |
| CF 6005/BK - Appui budgétaire 1998/1999 | 8 BK 003 | FAS | 26,95 | 20,95 | | | 26,95 | 20,95 |
| | 8 BK 005 | FAS | 19,35 | 13,35 | | | 19,35 | 13,35 |
| | 8 BK 006 | FAS | 4,60 | 4,60 | | | 4,60 | 4,60 |
| | | | 3,00 | 3,00 | | | 3,00 | 3,00 |
| CF 6200/BK - Appui budgétaire 1999/2000 | 8 BK 018 | FAS | 48,20 | 46,179 | 0,80 | 0,54 | 49,00 | 46,72 |
| | 8 BK 019 | FAS | 38,40 | 36,38 | 0,80 | 0,54 | 39,20 | 36,92 |
| | 8 BK 020 | FAS | 5,90 | 5,90 | | | 5,90 | 5,90 |
| | | | 3,90 | 3,90 | | | 3,90 | 3,90 |
| CF 6243/REG - PARI II / Axe 3 | 8 ROC 21 | PIR ROC | 3,80 | 3,8 | | | 3,80 | 3,80 |
| CF 6413/BK - Appui budgétaire 2001 | 8 BK 030 | FAS | 23,10 | 20 | 0,40 | 0 | 23,50 | 20,00 |
| | 8 BK 031 | FAS | 20,00 | 20 | 0,40 | 0 | 20,40 | 20,00 |
| | | | 3,10 | 3,1 | | | 3,10 | 3,10 |
| IXème FED | | | 122,50 | 19,50 | 2,50 | 0,00 | 125,00 | 19,50 |
| CF 6553/BK - Appui budgétaire 2002-2004 | 8 BK 40 | Env. A | 122,50 | 19,5 | 2,50 | 0,00 | 125,00 | 19,50 |
| TOTAL | | | 352,00 | 237,88 | 6,55 | 2,83 | 358,55 | 240,71 |